

**COMPLEXE INTERNATIONAL
DU BETAIL ET DES VIANDES DE LYON
(CIBEVIAL SA)**

**DOSSIER DE DEMANDE
D'AUTORISATION D'EXPLOITER**

JANVIER 2018

SOMMAIRE GENERAL

1 – PRESENTATION DE L'ENTREPRISE.....	4
2 - DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT.....	16
3 - ETUDE D 'IMPACT	55
4 - ETUDE DE DANGER.....	104
5- NOTICE D'HYGIENE ET SECURITE.....	171
6 - TABLE DES ANNEXES.	178

1 – PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

SOMMAIRE

11 - Objet du dossier.....	4
12 - Lettre de transmission du dossier.....	6
13 – Identification de l'établissement.....	7
14 – Situation administrative.....	8
15 – Capacités techniques et financières.....	11
16 - Responsables consultés.....	15

1 - PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

1.1 - OBJET DU DOSSIER

CIBEVIAL SA (Complexe International du Bétail et des Viandes de LYON), située à CORBAS (69), exerce une activité d'abattage d'animaux de boucherie.

Pour cette activité, CIBEVIAL bénéficie d'une autorisation d'exploiter par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008. Mais, par suite des modifications de nature tant juridique que technique intervenues ou à intervenir sur le site, la Préfecture du Rhône (DDPP) a demandé que, à titre de régularisation, soit établi par CIBEVIAL un dossier de demande d'autorisation d'exploiter qui concerne uniquement l'activité d'abattage d'animaux (que CIBEVIAL a exercée depuis que le site existe) et qui exclut donc l'activité de négoce du vif (précédemment gérée par la CEDIV) et qui inclut l'activité de préparation et de vente de Viandes de boucherie, de Triperie, de Charcuterie et de Volailles (antérieurement assurée par la SMV).

Il est fait état dans l'arrêté préfectoral de 2008 d'une production de 18 000 tonnes par an ; l'objectif de CIBEVIAL s'établit aujourd'hui à 8000 tonnes par an ; sa réalisation a été :

- . en 2005 de 15 000 tonnes

- . en 2015 de 6 000 tonnes.

Face à cette diminution d'activité, CIBEVIAL a décidé d'opérer une restructuration de son site de Corbas devenu surdimensionné. Sa stratégie consiste donc :

- . à se défaire du Marche Vif

- . à investir dans la rénovation d'une partie du bâtiment du Marché des Viandes

- . à supprimer un certain nombre d'installations : la station d'épuration (en quasi-totalité), la fumière, le système de cogénération, le champ d'épandage.

Le présent document constitue le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (dit dossier DAE ou encore DDAE).

Il comprend un chapitre sur le cadre d'élaboration du dossier, une description générale de l'établissement, une étude d'impact, une étude de danger, une notice d'hygiène et sécurité.

La description générale de l'établissement présente l'établissement dans ses activités, ses structures, ses moyens ; elle sert d'une part en elle même, d'autre part de **cadre dans lequel s'inscrit les autres chapitres, qui lui font référence.**

L'étude d'impact a pour objet de décrire d'abord l'état du site et de son environnement, en second lieu les effets de l'installation sur l'environnement en fonctionnement normal, enfin les mesures prises ou envisagées pour limiter les impacts, voire les supprimer. Elle inclue un résumé non technique destiné à renseigner le public non spécialiste.

L'étude de danger expose les risques que peut présenter l'installation en fonctionnement dégradé ou accidentel et justifie les mesures mises (ou à mettre) en œuvre pour réduire la probabilité et les effets d'un éventuel accident.

La notice d'hygiène et sécurité fait état des mesures prises en vue d'assurer, dans la réalisation des tâches nécessitées par l'activité, des conditions d'hygiène et sécurité conformes à la réglementation.

Ce dossier a été réalisé en janvier 2018 avec l'assistance de la SARL ECOLOGIAS, bureau d'études et de conseil en environnement, sur la base des données disponibles à la date et des résultats de calculs réalisés par des prestataires spécialisés au 1^{er} rang desquels l'APAVE.

ECOLOGIAS est implanté en région lyonnaise, plus précisément sur la commune de Caluire et Cuire, son effectif est de 1 personne.

ECOLOGIAS se positionne :

- d'une part en tant que spécialiste de domaines techniques : géologie, hydrogéologie, hydrologie, ressource en eau, sites et sols pollués, déchets ;
- d'autre part en tant que généraliste, en apportant une assistance aux maîtres d'ouvrage pour la conduite de leurs projets environnementaux.

ECOLOGIAS apporte à ses clients une connaissance constamment mise à jour :

- de la réglementation,
- des solutions techniques, de leur coût, des sociétés prestataires,
- des aides financières, juridiques, de communication.

1.2 - LETTRE DE TRANSMISSION DU DOSSIER

Monsieur le Préfet
Direction Départementale
de la Protection des Populations

245 rue Garibaldi

69 422 - LYON Cedex 03

Objet: régularisation des activités de CIBEVIAL SA
dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Rubriques de la nomenclature :
2101, 2171, **2210**, 2750, 2910, 2920, 2921

V/référence : votre arrêté du 31 janvier 2008

Corbas, le 30 janvier 2018

Monsieur le Préfet,

Suite aux modifications intervenues, d'un point de vue tant juridique que technique, au sein de notre entreprise, dont l'activité principale est l'abattage d'animaux, nous avons l'honneur de vous faire parvenir le dossier constitué dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exploiter relative à notre site de Corbas (69).

Ce dossier, qui présente l'entreprise dans l'état où elle se trouvera après la réalisation des aménagements prévus en 2017, est appelé à remplacer le dossier de demande d'autorisation d'exploiter établi en décembre 2006, qui a servi à l'établissement de l'arrêté du 31 janvier 2008. Par ailleurs, notre site a fait l'objet en mars 2014 d'un dossier de modification au titre de la législation sur les ICPE, portant sur le projet de restructuration de l'abattoir et les changements apportés au système de traitement des effluents.

Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, nous nous sommes efforcés de nous conformer aux prescriptions de la réglementation en vigueur ainsi qu'à vos préconisations. Aussi nous espérons qu'il répondra à votre attente et qu'il nous permettra d'obtenir l'autorisation d'exploiter notre site dans les conditions qui y sont décrites.

Enfin, nous sollicitons de votre bienveillance l'autorisation de remplacer le plan au 1/200 ème prévu par le R512-6 du Code de l'environnement par un plan à l'échelle du 1/500 ème qui non seulement porte toutes indications utiles sur les bâtiments du site mais en outre indique le détail du tracé du réseau eaux pluviales et du réseau eaux usées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de notre respectueuse considération.

Le Président Directeur Général
J. Lespinasse

1.3 - IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT

Raison sociale : CIBEVIAL SA

Statut : Société anonyme

Adresse : 4 à 10 rue du Mont Blanc
Zone industrielle de Montmartin
CORBAS (69 960)

N° SIRET : 302 455 365 00023

Code APE : 1011 Z

Dirigeants : M. Jacques LESPINASSE, Président Directeur Général
M. Jean Luc DUPERRET, Directeur

Téléphone : 04.78.20.74.14

Télécopie : 04 78 21 85 56

Capital : 1 260 000 €

Chiffre d'affaires 2015 : 2.8 millions d'euros

Effectif : 29 personnes

1.4 - SITUATION ADMINISTRATIVE

NATURE et VOLUME DES ACTIVITES

L'activité principale est l'abattage de bovins, équins, ovins, caprins, soumis à autorisation.
Il est fait état dans l'arrêté préfectoral de 2008 d'une production de 18 000 tonnes par an.
L'objectif de CIBEVIAL s'établit aujourd'hui à 8000 tonnes par an.
Sa réalisation pour 2015 a été de 6 000 tonnes.

UTILISATION DES INSTALLATIONS

Les installations sont utilisées pour l'abattage de bovins, équins, ovins, caprins, la conservation des carcasses avant livraison, la découpe et la vente de viande et le traitement des déchets et effluents issus de l'activité du site.

REFERENCES DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Les modifications que souhaitent apporter CIBEVIAL au plan masse du site, en construisant un bâtiment d'administration et de gestion à l'angle sud-est du corps de bâtiment existant, a fait l'objet d'une demande de permis de construire déposée le 23 mars 2016 auprès de la Commune de Corbas (Annexe 1)

RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE

CIBEVIAL est soumise à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Les rubriques concernées, détaillées ci-dessous, sont extraites de la version de la nomenclature mise à jour le 3 mars 2016.

Elles placent les activités de CIBEVIAL sous 4 régimes : le régime **A** (autorisation : 1 activité), le régime **E** (enregistrement : 1 activité), le régime **D** (déclaration : 2 activités), le régime **DC** (déclaration avec contrôle périodique : 2 activités).

Rubrique 2101.4 - Transit et vente de bovins - Lorsque la présence des animaux est inférieure ou égale à 24 H, à l'exclusion des rassemblements occasionnels, la capacité étant supérieure ou égale à 50 places

Le projet CIBEVIAL : accueil de 100 bovins en stabulation → classement **D**

Rubrique 2210.1 - Abattage d'animaux - Le poids des animaux exprimés en carcasse étant en activité de pointe supérieure à 5 t/j

Le projet CIBEVIAL : abattage journalier moyen entre 31 t (si travail sur 5 jours) et 38 t (si travail sur 4 jours), abattage journalier de pointe entre 20 t et 50 t, abattage annuel de 8 000 t → classement **A** (Rayon 3)

Rubrique 2221.1 - Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale - La quantité de produits entrants étant supérieure à 2 tonnes/jour → classement **E**

Le projet CIBEVIAL : annuellement, on passe sur le marché des viandes 6000 T abattues sur place + 2000 T de viande « foraine » (abattue à l'extérieur), soit un total de 8 000T/an en 220 jours de production, soit encore un tonnage journalier moyen de 36 T

Rubrique 2910.A - Production de calories - Installation de combustion à l'exclusion de la rubrique 2 770 (traitement thermique des déchets dangereux et non dangereux) lorsque l'installation consomme exclusivement, seule ou en mélange, du gaz naturel, la puissance thermique nominale étant supérieure à 2 MW et inférieure à 20 MW

Le projet CIBEVIAL : installation de combustion de 2.56 MW, des études sont en cours pour diminuer la puissance de l'installation → classement **DC**

Rubrique 2920 - Production de frigories - Installation de compression fonctionnant à des pressions supérieures à 100 000 Pa et comprimant ou utilisant des liquides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW

Le projet CIBEVIAL : production de froid, la puissance absorbée étant de 3.89 MW → classement **NC**

Rubrique 2921-b - Tour aéroréfrigérante - Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW

Le projet CIBEVIAL : remplacement des tours dégradées lors de l'incendie par une tour ouverte de 1 220 kW (projet réalisé), accompagnée d'un système de refroidissement sec (condenseur à air) de 680 kW → classement **DC**

Rubrique 2925 - Atelier de charge d'accumulateurs - La puissance maximale du courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW

Le projet CIBEVIAL : utilisation de chargeurs alimentés par un courant continu de 2.4 KW → classement **NC**

REGLEMENTATION APPLIQUEE

Le présent dossier répond au courrier du 21 janvier 2016, dans lequel la Direction Départementale de la Protection des Populations indique que, face aux modifications envisagées par CIBEVIAL SA sur son site de Corbas, il convient de procéder à une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter.

Réglementation générale

La constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter fait l'objet des articles L511-1 à L517-2 et R 512 à 515 du Code de l'environnement.

L'étude d'impact sur l'environnement est décrite au principal dans les articles L122-1, R122-5, R512-6 et 8 de ce même code.

L'étude des dangers fait l'objet des articles L512-1 et R519-9.

La participation du CHSCT est évoquée à l'article R512.24 du Code de l'environnement (et aux articles afférents du Code du travail).

Réglementation particulière

.le dernier arrêté en date fixant pour chaque département les conditions d'implantation rationnelle, de construction, de fonctionnement et de gestion des abattoirs publics ainsi que la liste des établissements publics et privés figurant au plan révisé.

.l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 qui autorise CIBEVIAL SA à exploiter un abattoir d'animaux de boucherie dans la zone industrielle de Corbas- Montmartin.

.l'arrêté préfectoral du 8 avril 2010 qui autorise la Société du marché des viandes à exploiter une activité de préparation et de conservation de produits alimentaires d'origine animale.

COURRIER DDPP du 07.01.2016

PRÉFET DU RHÔNE

REÇU LE 27 JAN 2016

Direction départementale
de la protection des populations
du Rhône

Service
Protection de l'environnement

CIBEVIAL
4 à 10 Rue du Mont Blanc
69960 CORBAS

Dossier n° :
Suivi par : A. Jammes

à rappeler dans toute correspondance

Objet : ICPE – suites de notre rendez vous du 7 janvier 2016

Lyon, le 21 janvier 2016

Départ : PNE2016AJ001

Monsieur le Directeur,

Suite à la rencontre qui s'est déroulée dans vos locaux le 7 janvier 2016, vous avez transmis à mes services le compte-rendu de nos échanges, permettant de faire le point sur vos différents projets : la vente des terrains concernés par la cessation partielle d'activité de la société CIBEVIAL, et la restructuration du Marché des Viandes.

Je prends acte de votre décision de céder, en avril 2016, à deux de vos voisins (Entreprises « Papiers Pavlot » et « Cerise et Poltron »), une surface totale de 9 500 m², correspondant à une partie des terrains libérés par la cessation partielle d'activité. Afin de permettre à l'inspection des installations classées de rédiger le procès verbal de récolement, qui validera la fin de votre activité sur cette zone, vous vous engagez, par courrier en date du 20 janvier 2016, à fournir à Monsieur le Préfet, au plus tard début avril 2016 :

- le bornage réalisé par un géomètre, les terrains cédés ne correspondant pas à des parcelles du plan cadastral,
- les bordereaux d'élimination des déchets de cette zone, le rapport APAVE de juillet 2015 ne mentionnant aucune pollution (hydrocarbures ou amiante) sur ces tenements,
- le plan actualisé des réseaux d'eaux usées et pluviales, suite au démantèlement de la station d'épuration.

Vous avez informé mes services que les travaux de démolition et d'élimination des déchets sur le parcellaire concerné par la cessation d'activité (hors zone cédée à vos deux voisins) seraient réalisés postérieurement à la vente prévue en avril 2016. Je prends note de cet engagement, et vous confirme les termes du courrier de l'inspection du 13 août 2015 : il conviendra que vous transmettiez à mes services, au plus tard le 1^{er} septembre 2016 les bordereaux attestant de la reprise par des prestataires autorisés des déchets (estimés par l'APAVE pour la totalité du site à 12 544 tonnes, dont 25 tonnes de déchets dangereux).

Par ailleurs, vous voudrez bien me faire connaître dans les meilleurs délais la décision que vous aurez prise concernant la zone polluée aux hydrocarbures, à savoir le maintien en place des terres polluées ou leur excavation par un prestataire autorisé. Dans le premier cas, la zone concernée ferait l'objet de prescriptions et d'un suivi adapté dans le procès-verbal de récolement qui entérinera la cessation partielle d'activité.

Le dossier d'information transmis en février 2014, complété par votre courrier du 22 décembre 2015, permettait à l'inspection d'estimer que le projet de modification et d'aménagement des installations de CIBEVIAL ne constituait pas une modification substantielle au sens de l'article R. 513-33 du code de l'environnement. Ce projet constituait cependant un changement notable, qui aurait dû être réglementé dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du même code.

Les éléments évoqués lors de la réunion, confirmés par votre courrier du 20 janvier 2016, font état d'une hypothèse remettant en cause cette évaluation : en effet, vous envisagez à présent la fusion des activités des sociétés CIBEVIAL et MARCHÉ DES VIANDES, afin de créer une société unique d'un point de vue juridique.

Au vu de ces nouvelles informations, je vous confirme qu'il conviendra, si vous retenez définitivement ce choix, d'adresser à Monsieur le Préfet du Rhône, un nouveau dossier d'autorisation d'exploiter, constitué conformément aux articles R 512-3 à R 512-9 du code de l'environnement, **avant le 1^{er} juillet 2016**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

La chef du pôle Inspection
des installations classées



Anne JAMMES

La directrice départementale de la Protection
des Populations du Rhône,



Elisabeth CHAMPALLE

COMMUNES CONCERNEES DANS LE RAYON d'AFFICHAGE DE 3 KM

Chaponnay, Corbas, Feyzin, Mions, Saint Priest, St Symphorien d'Ozon, Vénissieux
(Annexe 2)

SERVITUDES AFFECTANT LE SITE

Code de l'Urbanisme : la Commune de CORBAS est inscrite au Plan local d'urbanisme (PLU) de la Métropole du Grand Lyon

Code de la Santé : les captages de la "CCI-Corbas" bénéficient de périmètres de protection.

1.5 – CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

15.1 – CAPACITES TECHNIQUES

On distinguera :

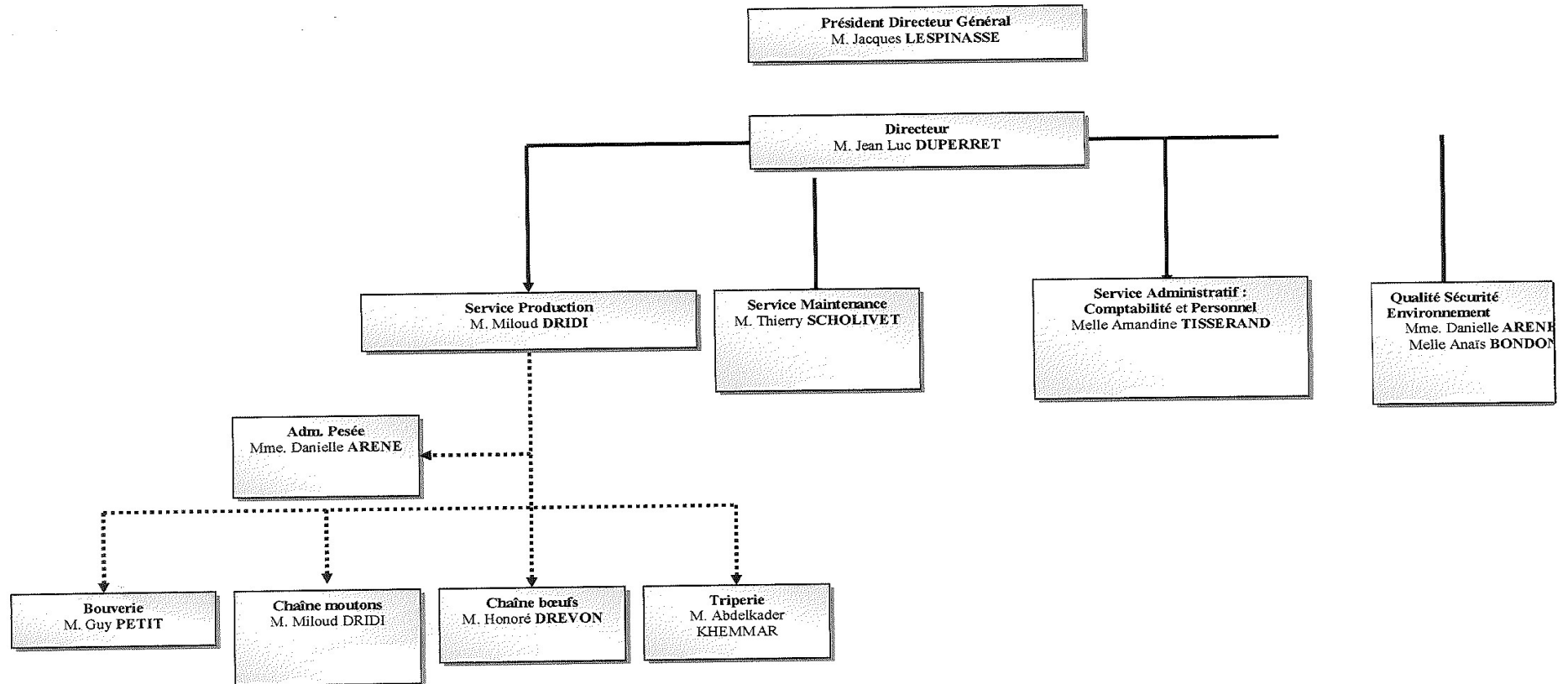
- les capacités du personnel en fonction sur le site
- les capacités du matériel mis en œuvre par l'entreprise pour atteindre ses objectifs de production et de protection de l'environnement.

151.1 – ORGANIGRAMME DE LA SOCIETE

L'organisation de CIBEVIAL repose sur 4 services :

- . le service Production
- . le service Maintenance
- . le service Administration
- . le service Qualité Sécurité Environnement

ORGANIGRAMME DE CIBEVIAL SA



151.2 – CAPACITES EN MATERIEL

CIBEVIAL a mis en place les moyens propres à assurer :

- d'une part sa production de viande abattue
- d'autre part la protection de l'environnement

Ces moyens sont détaillés au chapitre 2 consacré à la présentation de l'établissement.

On mentionne ici les principaux d'entre eux, tout particulièrement ceux qui concernent la protection de l'environnement

1512.1 Production de viande

CIBEVIAL dispose de moyens adaptés à son activité :

. Le site constitue dans son ensemble un espace d'accès facile, très ouvert, propre à permettre une circulation des transporteurs avec un maximum d'efficacité et de sécurité

. Les deux chaînes d'abattage (bovins, ovins) sont nettement différenciées et dotées des équipements nécessaires

. La production est servie par des utilités dont la maintenance est assurée par un service dédié et qui fait appel à des prestataires spécialisés pour l'exploitation et/ou l'entretien et/ou les contrôles périodiques :

→ Chaudière : contrat d'entretien CHAM

→ Groupe froid : contrat d'entretien MONDIAL FRIGO

→ Air comprimé : contrat d'entretien ATLAS COPCO

→ Eau :

- les disconnecteurs évitent tout refoulement dans le réseau d'alimentation de la ZAC (contrôle annuel par APAVE)
- les relevés hebdomadaires et mensuels permettent de connaître les ratios d'eau consommée en litres par kilogramme de carcasse abattue.

→ Électricité :

- le contrôle annuel est opéré par APAVE
- la thermographie et le contrôle des cellules du poste de livraison et des cellules du local transformateur par INEO

1512.2 Protection de l'environnement

Parmi les équipements mis en place :

- certains relèvent de la gestion courante
- d'autres sont plus spécialement dédiés à des mesures de prévention

15122.1 Gestion courante

Assainissement des eaux usées :

→ Un prétraitement par dégrilleur-dégraisseur qui recueille toutes les eaux usées issues de l'abattoir et de la salle des ventes.

→ Des eaux industrielles et des eaux vannes qui rejoignent le réseau en un point, sur l'avenue de Montmartin.

→ Un réseau enterré, contrôlé par la différence entre le débit acheté au réseau eau de la ZAC et le débit rejeté

- Une auto surveillance des rejets avec des analyses confiées à un prestataire externe spécialisé (EUROFINS)
- Une lettre d'autorisation de rejet signée par LA METROPOLE DU GRAND LYON le 25/04/14

Assainissement des eaux pluviales

- Des eaux de toiture et des eaux de voirie qui rejoignent directement le réseau pluvial collectif en 1 point repéré déversant sur la rue du Vercors

Gestion des déchets :

- Déchets industriels banals (DIB) : contrat d'enlèvement avec NICOLLIN
- Déchets industriels spéciaux (DIS) : contrat d'enlèvement avec SITA
- Sous- produits animaux : contrat d'enlèvement pour C1, C2 et C3 avec PRODIA, SARIA
- Fumiers, lisiers, matières stercoraires : compostage sur la plateforme agréée de VALTERRA à Anthon

15122.2 - Prévention

Une attention particulière est portée par CIBEVIAL à cette question, sous quatre angles principaux.

Risque Pollution des eaux

- Stockages de liquides susceptibles de créer une pollution, montés sur plateforme d'étanchéité : stockage d'huiles, stockage de gazoil
- Aires réputées polluables raccordées au réseau d'eaux usées

Risque Incendie

- RIA installé par DESAUTEL courant 2016 selon les normes de l'APSAD. N5
- Détection Incendie installé en 2013 selon les normes de l'APSAD et contrôlée 2 fois par an par CHUBB
- Contrôle annuel (électricité) par APAVE et INEO.
- Contrôle annuel des extincteurs par LOIRE INCENDIE SECURITE
- Formation de secouriste (équipe SST)
- Diagnostic APCI et contrôle annuel des hydrants réalisés avec le concours de APAVE

Protection sanitaire

- Dispositif sanitaire spécifique vis-à-vis du risque lié au prion
- Désinfection et analyse des eaux de la tour aéroréfrigérante et du circuit d'eau potable du site

Accès au site

- Portails dotés d'une fermeture automatique
- Clôture continue du site
- Caméra de surveillance

15.2 – CAPACITES FINANCIERES

CIBEVIAL a investi 4.2 millions d’euros sur les exercices 2014 et 2015 sur la rénovation de la partie abattoir et investira 2.8 millions d’euros en 2017 sur la rénovation de la partie salle des ventes.

Parmi ces investissements, figure la rénovation totale du système d’assainissement des eaux usées et du système de collecte des déchets organiques.

Dans ce cadre, CIBEVIAL a procédé en 2014 à une augmentation de son capital social, le portant de 716 000 euros à 1.216 million d’euros.

1.6 – RESPONSABLES CONSULTES

Il s’agit des personnes consultées pour l’élaboration du dossier

M. Jacques LESPINASSE, Président Directeur Général

M. Jean Luc DUPERRET, Directeur,

Mlle Anaïs BONDON, Chargée de mission QEHS

M. Thierry SCHOLIVET, Responsable Maintenance.

2 - DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

SOMMAIRE

2. 1 - Historique.....	18
2.2 - Place de CIBEVIAL.....	19
2.3 - Activités.....	20
2.4 - Site.....	20
2.5 - Organisation et fonctionnement.....	22
2.6 - Process d'abattage.....	22
2.7 – Dispositions sanitaires.....	30
2.8 - Fonctions utilitaires.....	33
2.9 - Assainissement.....	41
2.10 - Gestion des déchets.....	46
2.11 - Produits de nettoyage et entretien.....	54

2 - DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Ce chapitre du dossier est consacré à une présentation générale de l'établissement. Des précisions lui sont apportées autant que nécessaire dans les chapitres suivants, pour permettre une meilleure appréhension des impacts de l'activité sur l'environnement, la santé et la sécurité au travail, en fonctionnement normal comme en cas d'accident.

2.1 – HISTORIQUE

Il retrace les principales étapes de l'évolution de l'entreprise, en termes :

- d'amélioration des installations dans un but environnemental
- de périmètre juridique et physique de l'entreprise
- d'organisation et de fonctionnement.

● 1977 - La Compagnie Internationale du Bétail et des Viandes de Lyon (CIBEVIAL) est créée pour exploiter les nouveaux abattoirs publics de Corbas, en remplacement des abattoirs de La Mouche. Elle assure alors, outre l'exploitation de l'abattoir, la gestion de l'ensemble du site. Par arrêté du 30 septembre 1977, la Préfecture autorise l'exploitation du site au titre des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

● 1991 - Les prescriptions de cet arrêté sont modifiées et complétées par arrêté préfectoral.

● 1994 - Suite à des résultats déficitaires en 1993, CIBEVIAL, en accord avec la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON, propriétaire du site, entreprend d'importantes mesures de redressement :

- réduction du périmètre de concession en vue de recentrer son activité sur l'abattage
- transfert des autres activités (gardiennage, marché vif, marché viande) à une nouvelle société, le Comptoir Européen de Développement des Industries de la Viande (CEDIV).

● 1996 - Les objectifs environnementaux imposent à CIBEVIAL de traiter ses effluents avant de les rejeter au réseau collectif pris en charge par la station de Saint Fons : une station de traitement physico-chimique est alors mise en service après agrément de l'AGENCE DE L'EAU.

● 1997 - Privatisation des abattoirs de CIBEVIAL. Suite aux défaillances de la CEDIV, les actionnaires créent la Société du Marché des Viandes (SMV) qui procède à près de 12 MF de travaux. Les actionnaires sont les mêmes que ceux de CIBEVIAL, les 2 activités étant étroitement liées.

● 2001 - De nouveaux investissements sont engagés, dont une grande partie à objectifs environnementaux (en particulier le remplacement du fréon 222 par le fréon 134 A sur le circuit de refroidissement primaire).

A lieu également cette année là le transfert des activités de Triperie de CEDIV à SMV.

● 2003 - Le GRAND LYON souhaitant se défaire du Marché Vif, CIBEVIAL accède à la gestion de cette activité.

- 2004 – D’importants travaux d’amélioration environnementale sont engagés : changement de procédé pour le traitement des eaux, rattrapage du réseau d’assainissement, mise en place de nouveaux équipements tels que le tamis de 6 mm sur le prétraitement.
- 2006 - Il est procédé à la vente du Marché des Cuirs à la SMAC et à l’acquisition du Marché Vif auprès du GRAND LYON
- 2008- L’activité du Marché Vif est arrêtée
- 2012 - Déclenchement d’un incendie le 29 août, qui touche la zone des frigos et une partie de la maintenance ; CIBEVIAL procède au changement des 2 tours aérorefrigérantes par une tour ouverte de moindre puissance et une tour à air.
- 2014/2015 : CIBEVIAL mène une phase de rénovation de la partie abattoir par
 - changement du transformateur à huile par un transformateur « sec »
 - arrêt de la « station d’épuration » et son remplacement par une rénovation forte du dégraisseur/désableur avec rejet des eaux usées sur l’avenue de Montmartin
 - installation d’un dégrilleur en sortie de l’aire de lavage des bétailières
 - mise en benne des matières stercoraires après pressage et envoi dans la filière compostage.
- 2016/2017 : CIBEVIAL mène une 2ème phase de travaux, consistant en la rénovation de la salle des ventes sur périmètre CIBEVIAL

En 2017, CIBEVIAL gèrera l’ensemble du site, à savoir :

- l’activité d’abattage avec accueil en stabulation ante mortem des animaux
- la fourniture des utilités nécessaires au process
- la fourniture aux abatteurs de la structure nécessaire pour la vente en gros

2.2 – PLACE DE CIBEVIAL AU SEIN DU POLE VIANDE

Jusqu’en 2016, CIBEVIAL se situait au sein d’un ensemble connu sous la désignation de Complexe de la Viande et qui regroupait 3 sociétés :

- CIBEVIAL qui gèrait le marché vif, la stabulation ante mortem, l’abattage, la conservation, le traitement des effluents et déchets, les utilités
- la SMV en charge du marché des viandes, dont le marché triperie-charcuterie-volailles
- la société ALLAMANCHE, gestionnaire du dépôt de cuirs salés et qui avait développé sur site avec sa société mère, la société SARIA, une activité logistique autour de la récupération des invendus alimentaires des grandes et moyennes surfaces.

En 2017, le Complexe de la Viande comprendra

- CIBEVIAL sur les fonctions abattage et utilités
- les chevillards : SOPACEL, OVIMPEX, MRJ, CHAPELLE, en tant que locataires de la salle des ventes

2.3 – ACTIVITES

CIBEVIAL exerce une activité d'abattage de bovins, équins, ovins, caprins soumise à autorisation.

En 2016, la production de CIBEVIAL a été la suivante :

- Bovins : 4 150 tonnes soit 11 326 têtes
- Veaux : 855 tonnes soit 6 086 têtes
- Chevaux : 141 tonnes soit 492 têtes
- Caprins/ ovins : 671 tonnes soit 36 050 têtes
- **TOTAL : 5 808 tonnes**

L'approvisionnement de CIBEVIAL en animaux se fait :

- à 80 % : de 22h à 6h
- à 20 % : de 6h à 8 h

Les clients de CIBEVIAL sont

- d'une part les grossistes, dont les plus importants sont les sociétés OVIMPEX, SOPACEL, MRJ et CHAPELLE.
- d'autre part des bouchers, des agriculteurs pratiquant la vente directe, des particuliers, soit environ 70 clients, représentant moins de 5% du tonnage produit.

2.4 - SITE

Le site est implanté sur les parcelles de la commune de Corbas référencées en section AS sous les numéros 67, 102, 107, 110 (Annexe 3)

Il couvrira, au terme des ventes de foncier pressenties, une superficie de 33 000 m2 environ, répartie comme indiqué au § 241.1 (Annexe 4)

24.1 - BATIMENTS

241.1 – Consistance

Les bâtiments occupent une surface de 11 300 m2 répartie entre :

- la production : stabulation, halle d'abattage, service maintenance et halle de vente : 10 500 m2.
- les bureaux et la salle des ventes : 800 m2

• Partie abattoir

- **Au rez-de-chaussée** on trouve les locaux de production, la plus grande partie d'un seul bloc (bâtiment principal), une partie restreinte en petits bâtiments isolés.
- **Au Rez-de-chaussée du bâtiment principal**, des locaux d'une superficie de 300 m2. Ils comprennent des bureaux, 2 salles de réunion, des sanitaires et douches, des vestiaires, une infirmerie, des locaux d'archives, des locaux de matériel, des couloirs. Les bureaux de CIBEVIAL sont attribués au Responsable de Production, au Service Pesée.
- **Au 1^{er} étage**, le Directeur du site, le Service Comptabilité et le Service Qualité occupent des bureaux administratifs d'une superficie de 85 m2. Les services vétérinaires de la DDPP occupent des bureaux de 150 m2.

- **Partie Salle des ventes**

Un bâtiment de 800 m² abrite l'activité administrative des principaux abatteurs du site. Ce bâtiment permet aussi l'accueil des clients, qui se dirigent ensuite vers la salle des ventes.

La salle des ventes proprement dite, d'une surface de 2000 m², contient :

- des surfaces de frigo de conservation
- une surface de découpe de gros, appelée « dispatching » permettant le passage des carcasses en réseau bas
- un hall de passage des clients
- des zones, individualisées par abatteur, permettant la présentation des viandes au client, la préparation des commandes et le stockage avant départ
- une zone de quai.

241.2 - Définition

La couverture diffère d'une partie à l'autre :

- Stabulation, fourrage : bacs acier
- Abattage, atelier, salle des machines : toile goudronnée, laine de roche, bacs acier
- Bureaux Direction et bureaux Stabulation : toile goudronnée, laine de roche, bacs acier, faux plafond.

Les murs sont soit en béton banché, soit en béton cellulaire, soit en moellons, soit en panneaux sandwich.

Les sols sont constitués d'une chape en ciment recouverte par un carrelage raccordé aux parois par des angles arrondis ou sont recouverts de résine.

Dans la configuration future du site, les bâtiments CIBEVIAL ne comporte plus d'amiante.

241.3 - Parti architectural

Il est en conformité avec le règlement d'urbanisme :

- Le COS est inférieur à 0,50
- La hauteur des bâtiments est de 10 m
- Les matériaux (nature, couleurs) respectent le règlement de la ZAC
- Les clôtures en grillage font un entourage complet du site
- L'éclairage est assuré par des lampadaires de type urbain
- Il n'y a pas de panneau publicitaire sur la voie publique.

24.2 - TERRAINS "NUS"

Ils s'étendent sur 22 000 m², soit près de 66 % de la surface totale.

Ils comprennent en fait aussi bien des surfaces revêtues et, le cas échéant équipées mais sans bâtiment important, que des surfaces maintenues en herbe et plantées.

Les aires revêtues sont essentiellement : les aires aménagées pour la circulation, les aires de stationnement, l'aire de lavage des bétailières.

Les surfaces non revêtues représentent de l'ordre de 10 % de la surface totale.

24.3 - STATION DE PRE-TRAITEMENT

L'installation est implantée au Sud du bâtiment d'abattage.

La fonction de prétraitement des eaux usées est remplie par un traitement physique composé des étapes suivantes :

- un dégrillage à 6mm
- un tamisage à 750 microns
- un dégraissage par aéroflottation
- un contrôle du rejet.

2.5 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

L'organigramme de l'entreprise est donné dans le paragraphe 1.5.

L'effectif total sur la partie abattoir est de 29 personnes, réparties entre :

- Service production : 20 personnes
- Service maintenance : 3 personnes
- Service administratif : 6 personnes

Les 4 grossistes représentent sur la partie Salle des Ventes un effectif d'environ 50 personnes.

La Direction départementale de la protection des populations est présente sur le site, en la personne du Vétérinaire Inspecteur et de son équipe (3 à 4 personnes en permanence)

Le site fonctionne du lundi au vendredi, jours fériés exceptés.

Le travail commence :

- en salle de vente à partir de 3 heures du matin
- en abattoir entre 5 et 6 heures du matin, selon les postes et les jours de la semaine
- en administration entre 7 et 8 heures du matin.

La durée de travail varie également avec le jour de la semaine mais l'heure de fin de chaîne ne dépasse pas 16 h.

2.6- PROCESS D'ABATTAGE

En 2016, la production est organisée selon 3 process :

- le process Bovins
- le process Equins
- le process Ovins / Caprins

26.1 - PROCESS BOVINS

Il comprend trois (3) phases, organisées chacune en une ou plusieurs étapes

Phase de réception, 3 étapes :

- déchargement en bouverie,
- identification par correspondance entre le document d'accompagnement du bovin et la boucle d'oreille de l'animal

- orientation vers l'abattage traditionnel ou l'abattage rituel

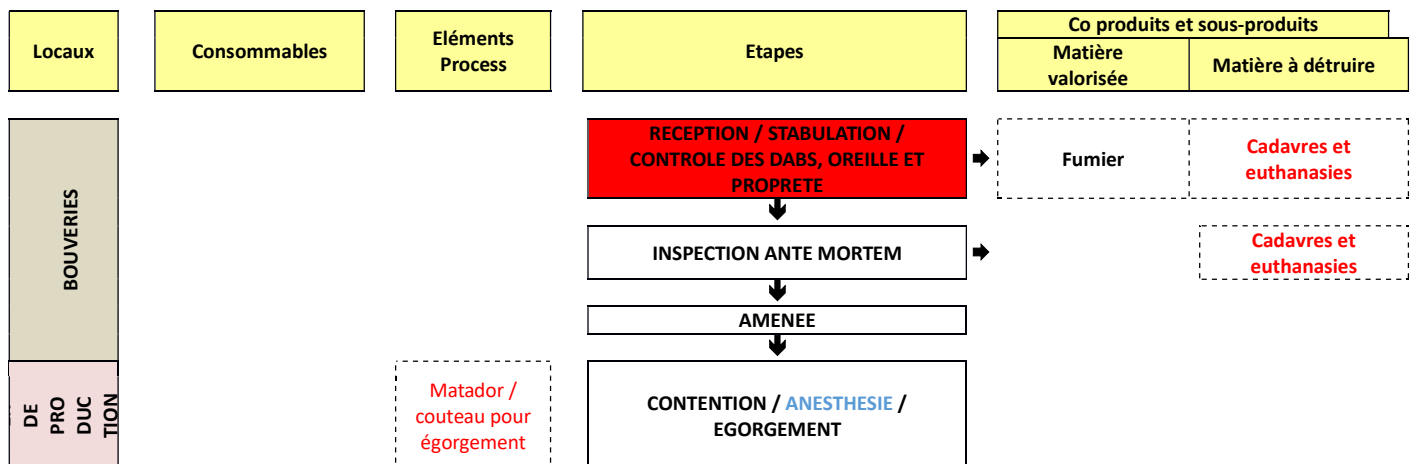
Phase d'abattage, 1 étape alternative (deux modes)

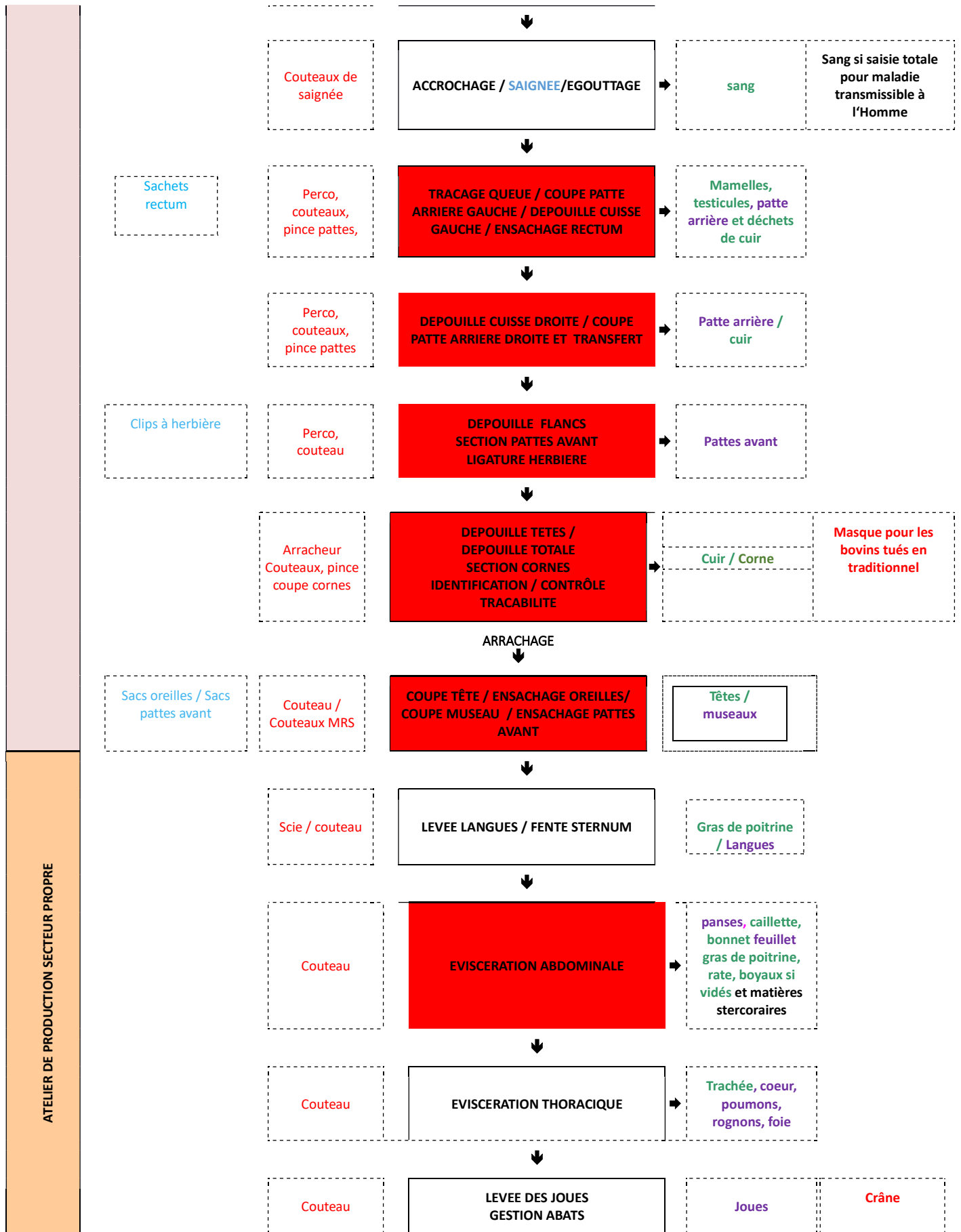
- abattage traditionnel : l'animal est étourdi au pistolet et saigné au-dessus de l'auge de réception
- abattage rituel : l'animal est introduit dans une machine de contention ou piège, égorgé, selon les usages israélites ou musulmans, sans étourdissement préalable.

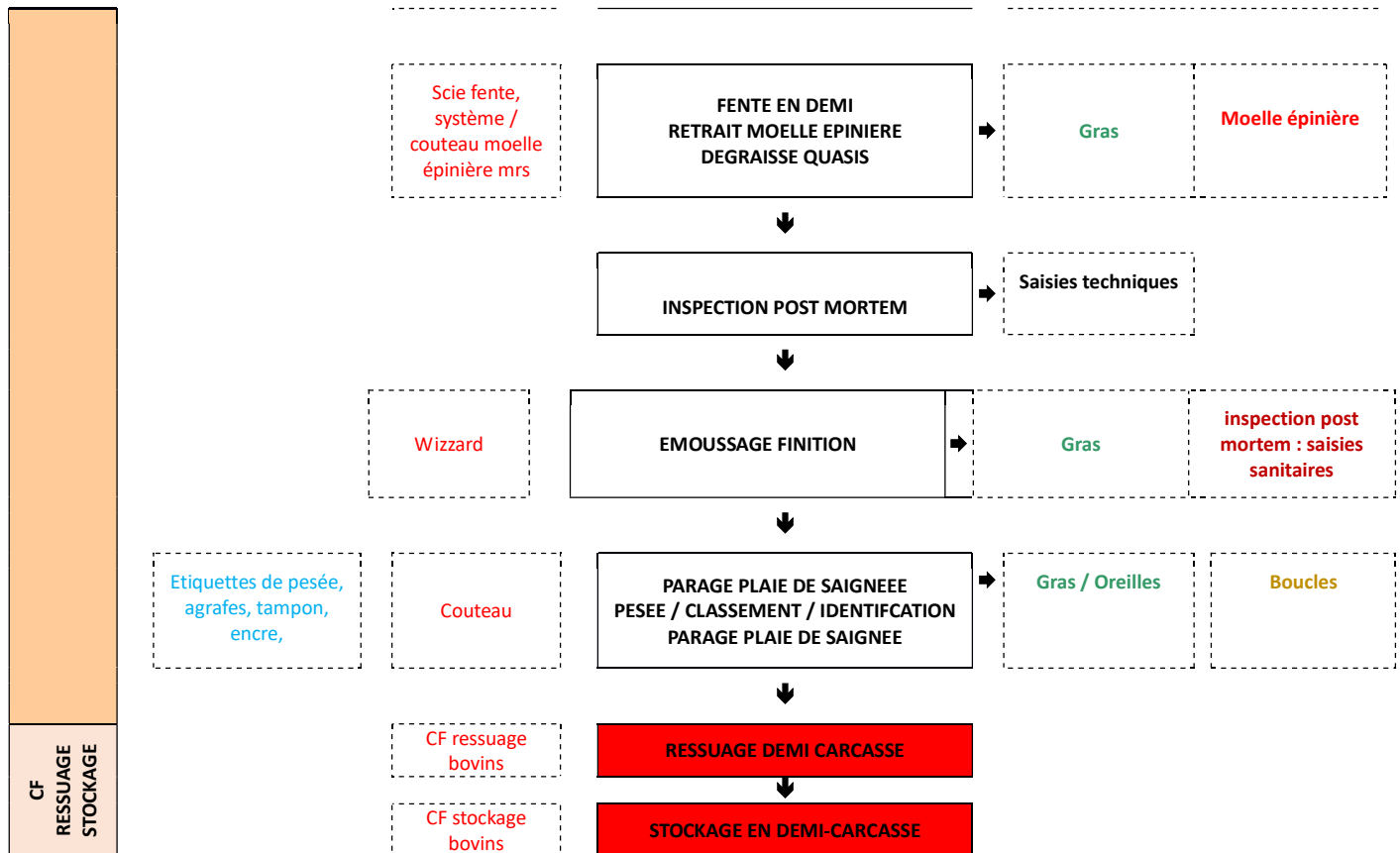
Phase de transformation, 16 étapes

- Pré-dépouille, coupe des pattes et dépouille des têtes
- Dépouille de la partie droite (patte, globe ...) et ensachage du rectum
- Dépouille de la partie gauche et transfert (accrochage des deux pattes sur le rail)
- Dépouille des flancs et ligature de l'herbière
- Dépose du cuir, qui est dirigé par un tapis vers un atelier contigu. Les cuirs sont pris en charge pour salage par les sociétés SARIA et CUIRS ET PEAUX
- Séparation de la tête
- Préparation pour l'ouverture de la cage thoracique
- Éviscération et séparation des abats blancs (panses, boyaux et feuillets), qui vont en triperie et des abats rouges (cœurs et poumons, foies et reins), qui sont commercialisés en alimentation humaine ou animale
- Fente et démoëdulation, pendant laquelle la moëlle épinière est retirée après fente en deux de la carcasse (bovins de + 12 mois uniquement)
- Vérification par les Services Vétérinaires de la carcasse et des abats ; estampillage de la carcasse avec le tampon CEE propre à l'abattoir
- Émoussage, où l'excédent de gras est retiré
- Classement (Machine à classer et validation du classement par le peseur), pesage et étiquetage
- Ressuage : passage pendant deux heures dans une soufflerie de froid qui assure l'abaissement le plus rapide possible de la température de la carcasse en surface.
- Ressuage finition où la température chute plus lentement jusqu'à 7°C à cœur, température réglementaire de livraison
- Stockage dans les chambres frigorifiques des abatteurs où elles sont conservées à une température maximale de 3 °C
- Expédition ou exposition en salle des ventes.

Organigramme - CHAINE BOVINS







26.2 - PROCESS EQUINS

Il comprend trois (3) phases, chacune organisée en une ou plusieurs étapes

Phase de réception, 2 étapes :

- Déchargement en bouverie,
- Identification par correspondance entre le passeport et la puce

Phase d'abattage, 1 étape.

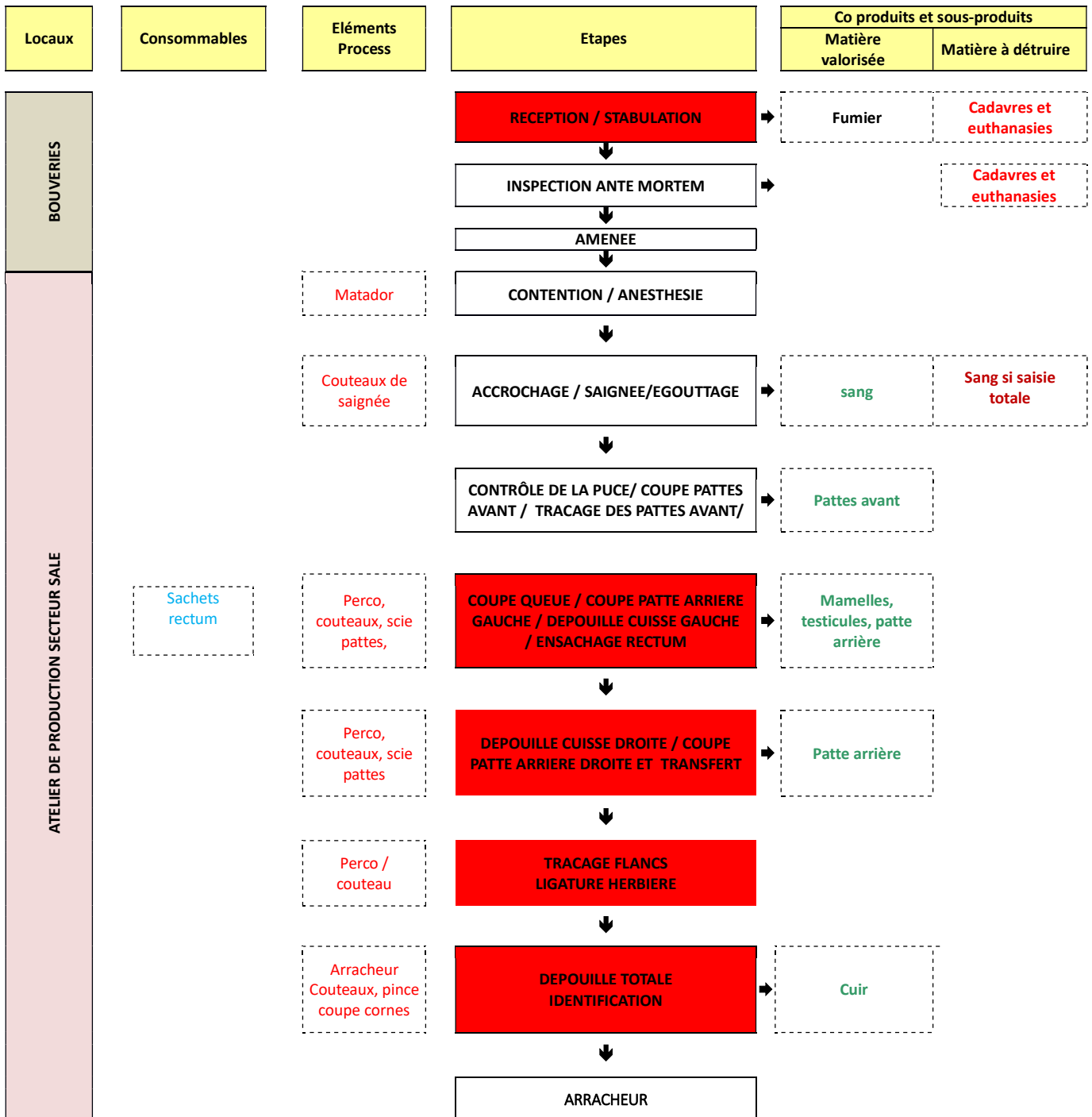
- Abattage traditionnel : l'animal est étourdi au pistolet et saigné au-dessus de l'auge de réception

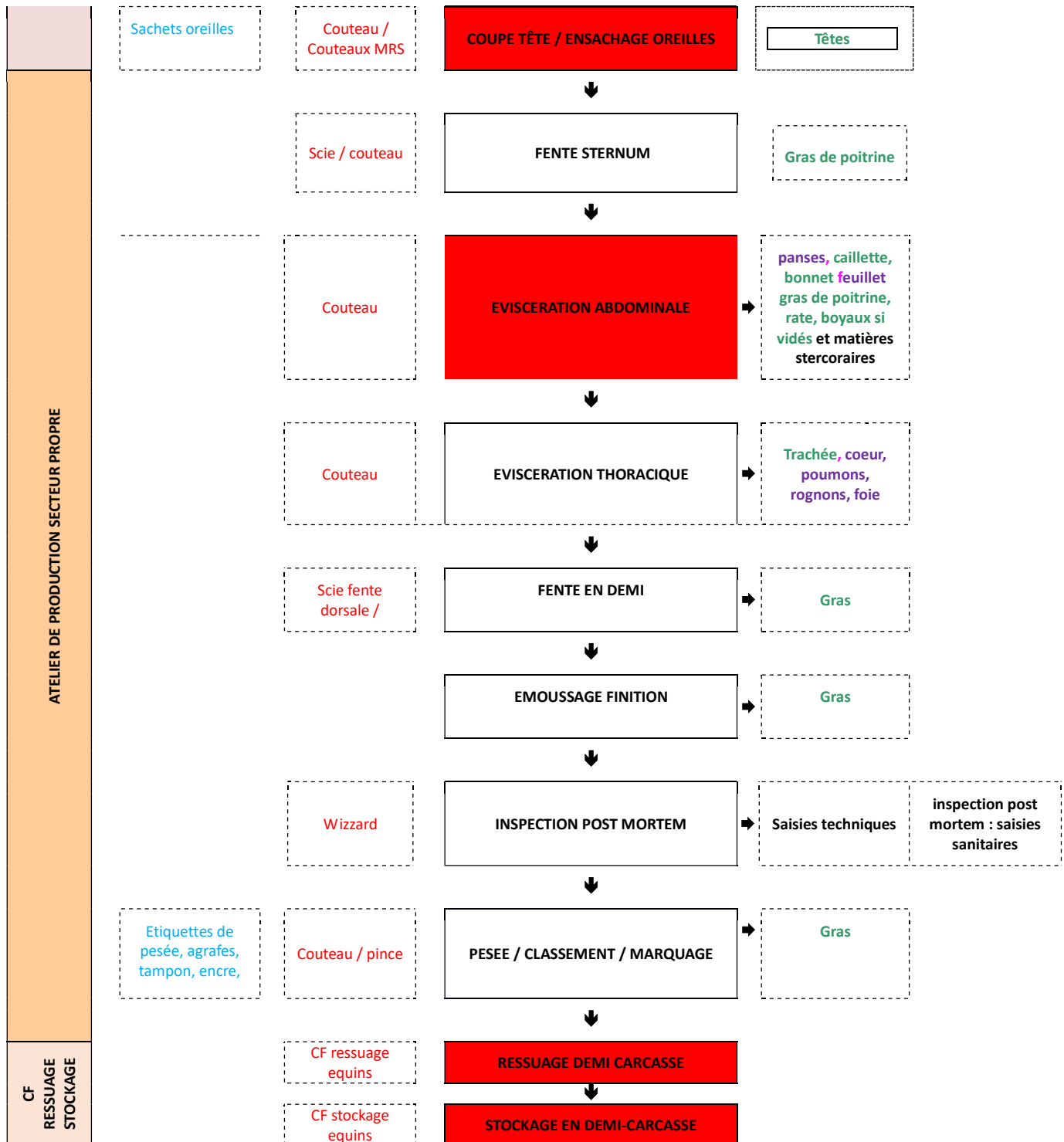
Phase de transformation, 12 étapes

- Coupe des pattes
- Dépouille de la partie arrière droite (patte, globe ...) et ensachage du rectum
- Dépouille de la partie gauche et transfert (accrochage des deux pattes sur le rail)
- Dépouille des flancs.
- Arrachage du cuir. Dépose du cuir, qui est dirigé par un tapis vers un atelier contigu. Les cuirs sont pris en charge pour salage par la société ALLAMANCHE/SARIA située à Revantin Vaugris
- Séparation de la tête
- Préparation pour l'ouverture de la cage thoracique
- Éviscération et séparation des abats blancs (panses, boyaux et feuillets), qui vont en triperie et des abats rouges (cœurs et poumons, foies et reins), qui sont commercialisés en alimentation humaine ou animale

- Fente en deux de la carcasse.
- Vérification par les Services Vétérinaires de la carcasse et des abats ; estampillage de la carcasse avec le tampon CEE propre à l'abattoir
- Pesage et étiquetage
- Ressuage : passage pendant deux heures dans une soufflerie de froid qui assure l'abaissement le plus rapide possible de la température de la carcasse en surface.

Organigramme - CHAINE EQUINS





26.3 - PROCESS OVINS

Il comprend trois (3) phases, chacune avec une ou plusieurs étapes

Phase de réception, 3 étapes

- Déchargement en bergerie
- Contrôle et tri par lots d'après les fiches d'accompagnement portant notamment le numéro de la boucle d'oreille

- Orientation vers l'abattage traditionnel ou l'abattage rituel

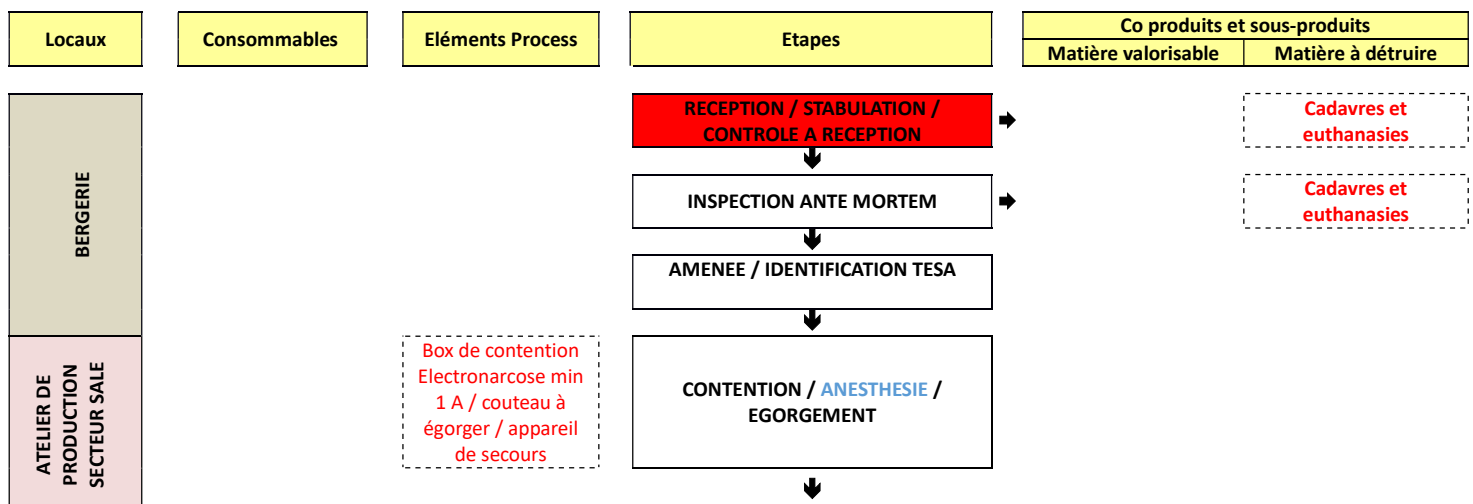
Phase d'abattage, 1 étape d'identification + 1 étape alternative (deux modes)

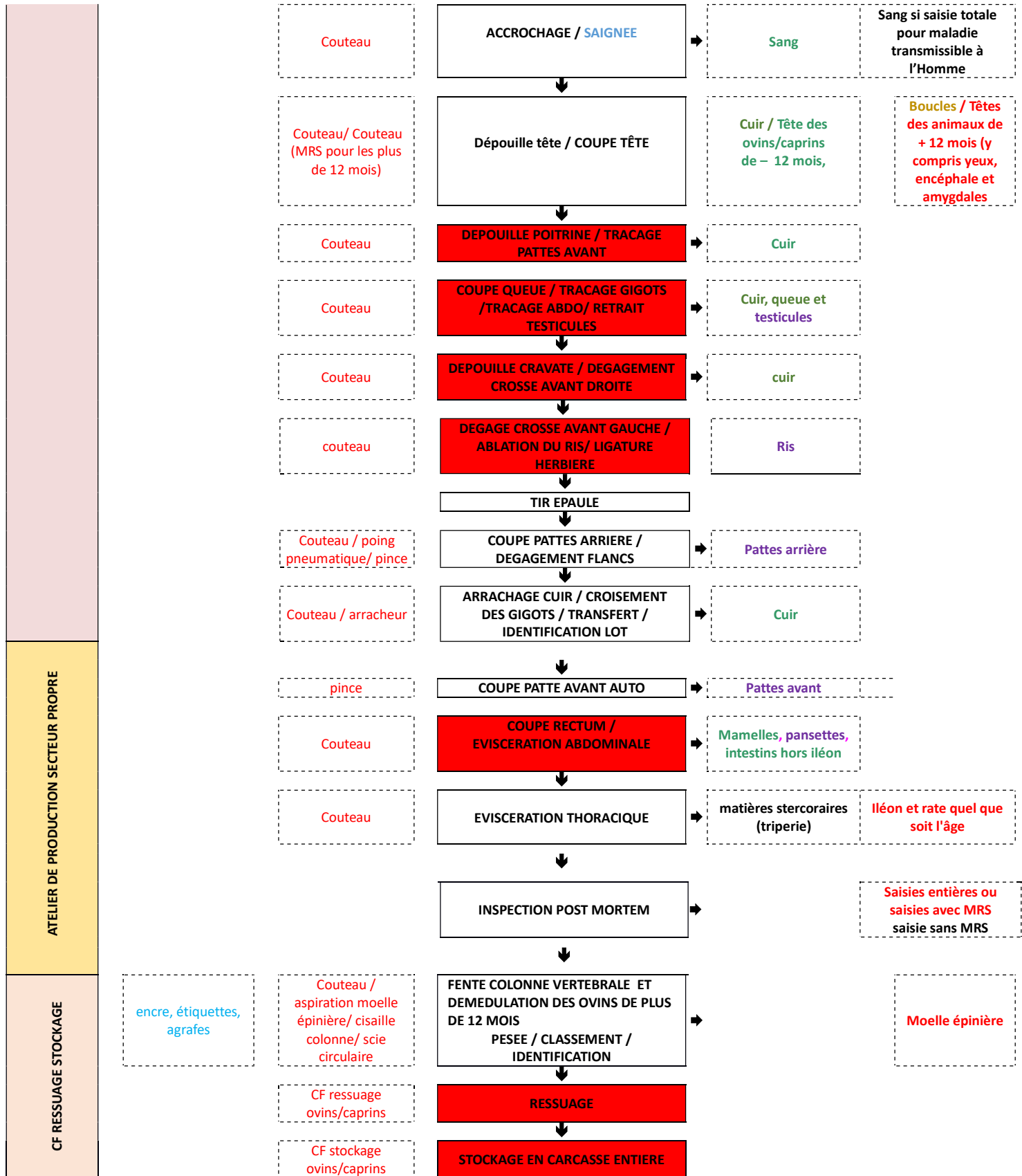
- Saisie par ordinateur du numéro de boucle d'oreille (pour retranscription ultérieure sur l'étiquette de poids de la carcasse) et du numéro de cheptel
- Abattage traditionnel : l'animal est anesthésié avec une pince à électronarcose, saigné et suspendu au-dessus de l'auge d'égouttage
- Abattage rituel : l'animal est introduit dans un piège nommé barillet, égorgé sans anesthésie préalable et suspendu au-dessus de l'auge d'égouttage.

Phase de transformation 17 étapes

- Dépouille des têtes et coupe têtes
- Pré-dépouille poitrine et pattes avant
- Pré-dépouille des gigots, abdominales, retrait testicules et coupes des queues
- Pré-dépouille de la cravate et crosse avant droite
- Pré-dépouille crosse avant gauche, retrait des ris et ligature herbière
- Tire épaule.
- Coupe pattes arrière et dégagement des flancs
- Arrachage du cuir et identification des carcasses par tampon permettant le repérage par lots d'élevage
- Convoyage du cuir dans un local annexe pour y être salé en interne et ensuite stocké au froid en palette.
- Éviscération abdominale et séparation des abats blancs convoyés par tapis jusqu'à un canon hydropneumatique qui les délivre au secteur triperie
- Éviscération thoracique, les abats rouges convoyés par chaîne à crochets jusqu'à la chambre frigorifique de stockage.
- Vérification par les Services Vétérinaires de la carcasse et des abats ; estampillage des carcasses avec le tampon CEE propre à l'abattoir
- Classement, pesage automatique, étiquetage et marquage au jet d'encre
- Démédulation (extraction de la moelle par aspiration pour les ovins de +12 mois)
- Ressuage choc pour abaissement rapide de la température
- Ressuage finition (7°C à cœur) durant la nuit suivante
- Expédition ou exposition en salle des ventes.

Organigramme - CHAÎNE OVINS/CAPRINS





26.4 - SECTEUR TRIPERIE

Il est constitué de deux (2) sous - secteurs :

- Atelier abats blancs
- Atelier poils.

ATELIER ABATS BLANCS

Les abats blancs (panses et boyaux) sont délivrés sur le plan de travail par un tapis tournant ou par un canon pneumatique pour les moutons.

Il y a tout d'abord détachement de la coiffe (résille de graisse entourant la masse gastrique) et dégraissage du feuillet et de la caillette.

Puis la panse est séparée des boyaux.

La panse, le feuillet et la caillette suivent la filière suivante :

- Ouverture et extraction des matières stercoraires (herbe pré-digérée, dénommée aussi « fumier vert »), évacuées par un canon pneumatique vers la benne à matière stercoraire
- Introduction dans une laveuse déhousseuse puis dans une raffineuse
- Stockage en chambre frigorifique et mise à disposition des tripiers dès le lendemain matin.

Les boyaux sont introduits dans une machine dans laquelle une lame les découpe pour les vider de leur contenu (celui-ci est évacué au réseau d'eaux usées). Un canon pneumatique les envoie dans la benne à sous produit C1

L'intestin grêle des moutons (autrement dénommé le « menu ») est :

- Vidé par passage dans une machine à rouleaux,
- Mis en « liasse de 10 » puis en fûts
- Stocké en chambre frigorifique jusqu'à enlèvement.

Le reste des boyaux est introduit dans la machine à « mascagner », comme pour les bœufs.

ATELIER POILS

Il traite bovins (gros bovins et veaux) et ovins :

- La tête et les pieds des veaux et des agneaux, les pieds et le museau des bœufs, sont échaudés dans une parmentière ;
- Toutes ces parties sont stockées dans une chambre frigorifique et mises à disposition des tripiers dès le lendemain matin.

2.7 – DISPOSITIONS SANITAIRES DURANT LE PROCESS

27.1 – PROCESS BOVINS, VEAUX, EQUINS

1 - Les animaux sont réceptionnés en bouverie où ils sont immédiatement identifiés par comparaison entre le « formulaire d'entrée et IAM du bovin » et la boucle d'oreille.

Les bovins nés avant 2002 ou arrivant accidentés sont repérés à ce moment là en vue d'un test ESB.

2 - Après inspection ante-mortem par un Vétérinaire, les animaux sont dirigés, en fonction du choix de l'abatteur, soit vers l'abattage traditionnel soit vers l'abattage rituel.

3 – Tous les déchets issus du process sont identifiés, triés et collectés de manière spécifique, comme cela est décrit en détail dans le chapitre sur les sous produits.

4 - La qualité sanitaire des carcasses et des abats est inspectée par les Services Vétérinaires qui peuvent être amenés à réaliser des consignes en cas de défaut, de maladie ou d'une simple suspicion.

La consigne peut être transformée en saisie par le Vétérinaire Inspecteur, elle touche tout ou partie de l'animal et de ses issues. Les saisies sanitaires (portant sur tout produit impropre à la consommation humaine ou animale) iront en déchet de catégorie 1, les saisies techniques (produit imparfait par son aspect ou sa nature ou n'ayant pas de débouché commercial) sont traités en sous produits de catégorie 3.

5 - Les crises sanitaires ont conduit les autorités à établir des tests de dépistage obligatoire des Encéphalites Spongiformes Bovines (ESB) sur les animaux nés avant le 1^{er} janvier 2002. Ces derniers suivent les différentes étapes d'abattage et de transformation mais passent obligatoirement en dernier sur la chaîne.

Un prélèvement de l'obex (équivalent du cervelet chez l'Homme) est réalisé au moment de la séparation de la tête et envoyé au laboratoire agréé par la Direction Générale de l'Alimentation pour dépistage ESB.

Les carcasses et les issues sont consignées en attente des résultats, qui interviennent dans les 24 heures. Elles sont libérées sur décision du Vétérinaire Inspecteur.

27.2 - PROCESS OVINS

1 - Les animaux sont réceptionnés en bergerie, contrôlés et triés par lots d'après les fiches d'accompagnement sur lesquelles figurent notamment les numéros des boucles d'oreille.

2 - Après inspection ante-mortem par le vétérinaire, les animaux sont introduits sur la chaîne d'abattage.

3 - Le Technicien Sanitaire peut être amené à prononcer des consignes en cas de défaut, de maladie ou d'une simple suspicion. Le Vétérinaire inspecte à son tour les consignes et décide de saisir tout ou partie de l'animal et de ses issues.

Les saisies sanitaires vont en déchet de catégorie 1, les saisies techniques (produit imparfait par son aspect ou sa nature ou n'ayant pas de débouché commercial) sont traités en sous produits de catégorie 3.

4 – Tous les déchets issus du process sont identifiés, triés et collectés de manière spécifique, comme cela est décrit en détail dans le chapitre sur les déchets.

5- La démédulation est opérée sur les animaux de plus de douze mois.

6- La réglementation impose des tests de dépistage des Encéphalites Spongiformes Transmissibles (EST), appelées « tremblante » chez l'ovin, sur les animaux de plus de dix huit (18) mois. A CIBEVIAL, les animaux de plus de 12 mois sont contrôlés. La carcasse est repérée et dirigée, hors du circuit, vers un local annexe où le Service Vétérinaire tranche la tête de l'animal et prélève l'obex, envoyé pour dépistage dans un laboratoire agréé.

27.3 - MOYENS DE MAITRISE DU RISQUE PRION

Suite aux crises de l'ESB, des mesures ont été instaurées dans les abattoirs afin d'éviter la dissémination de l'agent responsable de la maladie (prion) via les carcasses et dans l'environnement. CIBEVIAL a mis en place les dispositions propres à limiter ce risque.

273.1 – Inspection ante-mortem

Un Technicien Vétérinaire est chargé de réaliser l'inspection ante-mortem de tous les animaux introduits à l'abattoir. Ainsi, tout animal suspecté d'EST (animaux présentant des symptômes nerveux évocateurs), est écarté du circuit d'abattage. Si un tel individu se présentait, il serait euthanasié et évacué au titre de déchet de catégorie 1.

273. 2 – Tri des animaux

En bouverie, l'âge des animaux est contrôlé.

Les ovins sont allotés en fonction de critères d'âge (- de 12 mois ; + de 12 mois).

273.3 – Retrait des matières à risque spécifié

Une procédure de gestion du matériel à risque spécifique ou MRS (matières susceptibles de contenir le prion) a été établie et est régulièrement mise à jour au gré de l'évolution de la liste des MRS. Elle reprend un à un les MRS qui doivent être ôtées sur la chaîne d'abattage, ainsi que leur mode de retrait.

Ces déchets sont stockés dans des contenants bien identifiés : bacs bleus avec le marquage indélébile « 1 ».

En plus des déchets classés comme MRS, les déchets *pouvant* contenir des MRS sont automatiquement déclassés en catégorie 1.

273.4 – Cas des animaux testés

La méthode d'abattage ne diffère pas, mais les sous-produits et les carcasses sont consignés dans des lieux fermés à clef, en attente des résultats d'analyse. En cas de résultat positif, CIBEVIAL suit alors les instructions du Vétérinaire Inspecteur.

Dans tous les cas, l'ordre de levée de consigne émane des Services Vétérinaires. Il s'accompagne d'un document écrit, signé conjointement par le représentant du service et par un cadre de l'abattoir.

Les ustensiles utilisés pour prélèvement de l'obex sont jetés dans un sac dédié, qui sera évacué et éliminé en incinération par le prestataire d'élimination des déchets biologiques (SITA)

273.5 – Dégrilleur de 6 mm

CIBEVIAL dispose d'un système de prétraitement des eaux résiduelles avant leur rejet au réseau eaux usées de la ZAC, constitué en premier lieu d'un dégrilleur de 6 mm. Ce prétraitement permet de filtrer l'eau et de recueillir les matières animales supérieures à 6 mm, évacuées au même titre que les déchets de catégorie 1 par la société PRODIA-MONNARD.

Une fois filtrées par ce dispositif, les eaux résiduelles sortent du champ d'application du règlement CE 1069/2009 ; elles ne présentent donc pas de risque vis-à-vis des EST.

273.6 – Matières stercoraires

Les matières stercoraires passent dans une presse avant d'être stockées dans une benne, enlevée pour compostage tous les 15 jours.

En cas de test positif, les matières stercoraires concernées seraient orientées vers la filière « incinération ».

273.7 – Gestion informatique

L'informatique est un soutien et un verrou dans la gestion des MRS. En effet il permet d'effectuer un tri automatique sur l'âge des bovins, en complément à celui réalisé par les chevillards. Il est rendu possible grâce aux informations contenues dans le code à barres du passeport de l'animal. Ainsi pour les bovins nés avant le 1/01/2002, on trouve en supplément :

- l'édition de 8 étiquettes de transfert de traçabilité (au lieu de 5)
- la lettre « A » en haut à gauche sur cette étiquette.

Cinq (5) étiquettes tracent donc la carcasse et les abats et trois (3) étiquettes supplémentaires servent à transmettre les prélèvements.

De plus, pour tous les bovins de moins de 30 mois, CIBEVIAL utilise une étiquette carcasse avec liseré bleu, qui sert de repère pour les clients des chevillards lors du retrait de la colonne vertébrale, qui est un MRS pour cette catégorie d'animaux.

273.8 - Formation

Afin d'informer les opérateurs sur les risques sanitaires généraux et en particulier ceux liés au prion, CIBEVIAL met en place des formations internes complétées par des réunions régulières dispensées par le Responsable Qualité.

Ainsi, fin 2014, un rappel général sur les bonnes pratiques d'hygiène a été réalisé en lien avec les intervenants de l'Ecole Vétérinaire du Rhône.

274.8 – Filières d'évacuation

Les filières d'élimination des déchets sont bien identifiées.

Tous les déchets susceptibles de contenir le prion (de catégorie 1) sont éliminés par la société PRODIA par incinération.

2.8 - FONCTIONS UTILITAIRES

28.1 - ALIMENTATION EN ELECTRICITE

L'électricité est la source d'énergie pour :

- le fonctionnement des équipements
- l'éclairage de l'ensemble de l'établissement
- le chauffage par convecteurs des locaux sociaux et des bureaux.

Un contrat de fourniture d'électricité a été conclu avec EDF ; le dernier avenant a été signé le 1^{er} août 2017 pour une durée de 24 mois.

L'établissement EDF s'engage sur 2 seuils :

- pas plus de 3 coupures longues (supérieures à 3 minutes) par an,
- pas plus de 3 coupures brèves (entre 1 seconde et 3 minutes) par an.

La consommation d'électricité du site en 2015 a été de 4 000 MW.

Il y a 1 transformateur, de marque SCHNEIDER, alimenté en 20 000 volts, de 1600 kVA de puissance unitaire, refroidi à l'air.

CIBEVIAL confie à la société INEO la maintenance annuelle du poste de livraison et du poste de transformation.

Le contrôle de conformité de l'ensemble des installations électriques est effectué par APAVE, la dernière ayant eu lieu le 9 mai 2017 (Annexe 5).

En 2016, un élève ingénieur de l'ISARA est intervenu pendant 3 mois pour travailler sur les économies d'énergies possibles.

28.2 - ALIMENTATION EN GAZ

Le gaz est la source d'énergie pour :

- le chauffage de l'eau servant au process (75°)
- le chauffage de l'eau sanitaire (50°)
- le chauffage des locaux sociaux et des sanitaires.

Un contrat de fourniture de gaz a été conclu avec GrDF; le dernier avenant a été signé le 1^{er} décembre 2014 pour une durée de 24 mois.

La consommation de gaz du site en 2015 a été de 2 500 MW.

CIBEVIAL a confié à la société CHAM la maintenance du brûleur.

28.3 - ALIMENTATION EN EAU

282.1 - Fourniture

L'eau est fournie par VEOLIA, intervenant pour le compte de l'Association Syndicale du Lotissement Industriel Vénissieux-Corbas-Saint Priest. L'eau distribuée provient du captage d'utilité publique Petiot - La Troupillière situé à Corbas et qui exploite la nappe de l'Est Lyonnais. L'eau est traitée au chlore avant distribution.

Le contrat est géré par CIBEVIAL, qui refacture à chaque entité du Complexe de la Viande, au prorata de sa consommation, enregistrée par un compteur propre.

Le forage proche de l'ancienne aire de lavage a été comblé en avril 2016. La société IDEES EAUX a procédé à un prélèvement pour servir au contrôle de la qualité de la nappe après l'incendie de 2012.

Afin de supprimer le risque de retour d'eau vers le système d'alimentation public, le réseau de l'établissement est équipé de disconnecteurs vérifiés annuellement par APAVE, le dernier contrôle a eu lieu en 2016.

282.2 - Consommation

CIBEVIAL réalise le relevé des consommations hebdomadairement.

En 2016, la consommation du site s'est établie à 41 472 m³ :

- Entreprise ALLAMANCHE pour 611 m3
- Marché des viandes pour 5 369 m3
- Abattoir CIBEVIAL pour 34 015 m3, avec le détail suivant :
 - Eau froide : procédé, sanitaires, lavage des camions, abreuvement, station 17 240 m3
 - Eau à 50 °C : nettoyage des sols et matériels..... 8 088 m3
 - Eau à 75 ° C : procédé (surtout en triperie) et stérilisateurs.....5 962 m3
 - Groupes froids : tour aéroréfrigérante..... 2 724 m3

La consommation de la chaîne d'abattage, soit 34 015 m3, s'obtient en sommant les 3 premiers postes d'utilisation, auxquels sont soustraits l'abreuvement des animaux en attente, le nettoyage des camions et le volume passé sur la station d'épuration. Rapportée à un abattage de 5828 tonnes, elle représente un **ratio** de 5.84 L/ Kg. La moyenne de la consommation de CIBEVIAL sur 220 jours travaillés a été ainsi de 154 m3/j.

La consommation actuelle est à rapprocher de la consommation globale du site de 2011, soit 70 000 m3. Cette nette diminution suit bien évidemment la baisse du tonnage abattu mais est surtout le résultat :

- d'une campagne de sensibilisation du personnel sur la consommation d'eau
- du choix d'un matériel peu gourmand en eau : on peut noter en exemple l'investissement dans une tour de réfrigération à air en 2013 permettant de gagner environ 4 000 m3 par an ou le choix d'un matériel permettant le recyclage d'une partie de l'eau utilisée en triperie en 2015.

28.4 - PRODUCTION D'EAU CHAUDE

La chaufferie est située dans un local attenant à la salle des machines.

Fonction de la chaudière

La chaudière sert à :

- la production d'eau à 50 ° pour le sanitaire et le nettoyage
- la production d'eau à 75 ° pour le process (Triperie) et les stérilisateurs à couteau.
- la production d'eau à 85 ° pour le chauffage d'une partie du site

Caractéristiques de la chaufferie

La chaufferie a une superficie de 600 m2 et un volume de 3600 m3.

Les murs porteurs sont en parpaings de 20 cm d'épaisseur, capables de supporter des surpressions dynamiques de 150 millibars. La toiture a une isolation en laine de roche, sa tenue est de 50 millibars. Il y a 3 portes métalliques de tenue 50 millibars et un panneau-verrière de tenue 20 millibars.

Caractéristiques de la chaudière

La chaudière, de marque GAILLOT, est équipée de brûleurs CUENOD. Elle a une puissance maximale de 2500 kW, minimale de 1200 kW. La chambre de combustion a un volume de 2 m³ ; elle est équipée d'organes de régulation, de contrôle et de sécurité.

La canalisation de gaz passe après détente à une conduite d'entrée chaudière de 50 mm de diamètre, de pression 280 millibars, munie d'une électrovanne de sécurité asservie aux détecteurs de gaz et à un pressostat. L'alimentation électrique se fait par le réseau sous 380 volts. L'eau du circuit primaire est livrée par le réseau via un adoucisseur qui abaisse le titre hydrotimétrique à 2°F. Les résidus de combustion du gaz sont évacués par la cheminée située sur la toiture.

Fonctionnement de la chaudière

En marche normale, la chaudière fonctionne en mode automatique, sur 3 allures de flamme réglées par la demande d'eau chaude, avec contrôle permanent de la pression et de la température, maintenues dans le domaine de sécurité de l'équipement.

Les opérations de maintenance entraînent l'arrêt de la chaudière à 2 reprises dans une année normale, sans préjudice des visites opérées en cas de nécessité, selon les dispositions du contrat d'entretien avec la société CHAM, qui valent procédure.

28.5- PRODUCTION DE FRIGORIES

Fonction

Les compresseurs desservent : le ressuage choc, le ressuage finition, la conservation, le dispatching, les chambres froides de l'abattoir et des grossistes présents sur la salle de vente.

Caractéristiques des machines

Deux compresseurs TRANE sont présents sur le site :

- le TRANE 1 possède une puissance électrique de 301 kW et une puissance installée de 800 kW
- le TRANE 2 possède une puissance électrique de 2 fois 152 kW et une puissance installée de 450kW, il est refroidi par un condenseur à air situé à côté de la salle des machines.

CIBEVIAL a fait appel au frigorigène R 134A, gaz homologué, non inflammable, non explosif, non toxique, afin de respecter la réglementation et d'aller vers un dispositif sécuritaire.

Le fluide frigoporteur (eau glycolée) circule à la température de - 7° C et à la pression de 7 bars, dans une canalisation en inox de diamètre 300 mm, qui a été mise en place au moment du passage au fréon 134A.

L'eau de refroidissement du TRANE 1 passe dans la tour aéroréfrigérante située à l'extérieur, à côté de la salle des machines (derrière les locaux de la maintenance). Sa température est abaissée de 40 °C en été ou de 30°C (en général) à 22.5°C. La circulation est assurée par 2 pompes fonctionnant alternativement, de 200 m³/h, de 22 kW de puissance.

Fonctionnement des machines

Pendant les périodes chaudes, le TRANE 1 fonctionne en premier lieu, le complément éventuel est fourni par le TRANE 2.

En période hivernale, la tour aéroréfrigérante est mise à l'arrêt et seul le TRANE 2 est en fonctionnement.

Produits mis en œuvre

Les matières utilisées sont :

- l'eau froide à 15 °C fournie par le réseau
- le glycol
- le R134 A

Approvisionnement en fluides

Le R 134 A est fourni en cas de besoin par MONDIAL FRIGO à Saint Priest.

Principaux stockages

Le R 134 A est stocké dans le compresseur lui-même.

Le circuit d'eau glycolée est équipé d'un ballon tampon de 10 m3.

Contrôle

Le contrôle d'étanchéité du circuit de refroidissement et des opérations de dégazage est contractualisé avec la société MONDIAL FRIGO.

28.6 - PRODUCTION D'AIR COMPRIME

Fonction

L'air comprimé sert dans les chaînes d'abattage et dans les cases des grossistes pour monter et descendre les charges.

Caractéristiques des machines

L'installation est constituée de 2 compresseurs, situés dans la salle des machines, de 180 CV et de 75 kW l'unité, fonctionnant en alternance pendant les heures de travail.

Principaux stockages

Un (1) réservoir tampon de 5 m3, situé en chaufferie, permet de distribuer l'ensemble de l'abattoir.

Trois (3) autres cuves tampon de 2 m3 sont situées sur les lieux de production.

Fonctionnement

Les compresseurs sont munis d'un sécheur, la pression de service est de 8 bars, à l'entrée des vérins l'air est filtré sur un media poreux qui retient les particules abrasives.

Le contrôle et l'entretien sont réalisés par la société ATLAS COPCO.

28.7 – MANUTENTION ET DEPLACEMENTS

CIBEVIAL possède :

- 1 véhicule de société CITROEN JUMPER
- 1 chargeur à bras télescopique JCB pour le chargement des coproduits
- 1 chariot élévateur CATERPILAR 1
- 1 chargeur à paille ZETOR
- 1 chariot électrique

L'essentiel de la circulation sur le site est donc lié à l'activité des grossistes, transporteurs, bouchers et autres prestataires. Le trafic hebdomadaire lié à cette activité est de 540 véhicules légers et 86 poids lourds.

Le plan de circulation mis en place pour l'ensemble du Complexe de la Viande vise à assurer la sécurité et la salubrité en général et particulièrement la séparation des approvisionnements de l'abattoir et des livraisons de la salle des ventes. La circulation des bétailières et celle des véhicules frigorifiques sont physiquement séparées ; de plus elles sont décalées dans le temps.

Les véhicules circulent à la vitesse maximale de 20 km/h.

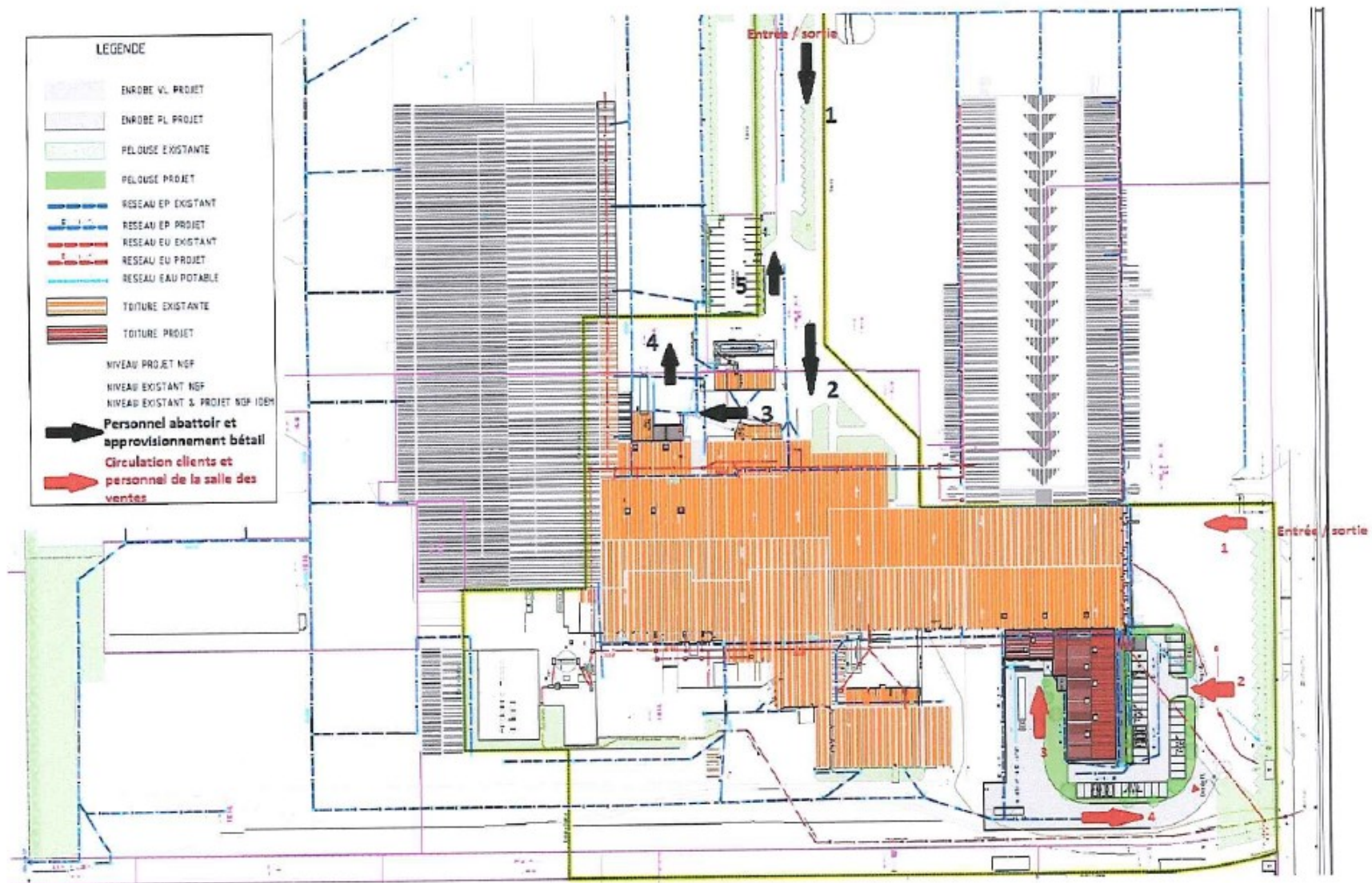
Les aires de circulation et les aires de stationnement figurent ci-dessous.

CIBEVIAL génèrera un trafic dans son activité d'abattage, qui sera sensiblement le même à terme, car l'augmentation de l'activité par rapport à la situation actuelle sera limitée et conjuguée avec l'étalement de l'abattage sur 5 jours (contre 4 précédemment) :

- poids lourds :
 - réception-expédition de produits : 15 PL/semaine
 - élimination des déchets : 3 PL/semaine
- véhicules légers
 - réception de fournitures de bureau et produits de maintenance : 4 VL/semaine
 - trajet domicile-travail du personnel : 100 VL/semaine

CIBEVIAL n'utilisera pas de véhicule spécifique dans l'exercice courant de son activité de vente. Les carcasses seront transférées directement vers le marché des viandes et leur expédition ne sera pas à l'origine d'un trafic sur le site d'abattage. Le transport des matières premières et des produits se fera par les flottes de véhicules gérées par les grossistes eux-mêmes, les transporteurs, les clients.

Plan de circulation



28.7 - RESERVE DE FUEL

Le site possède actuellement une cuve de 1 000 litres sur bac de rétention, dans un local fermé, dans la partie Maintenance du site.

La cuve à fuel oil domestique historique (dite cuve FOD) contenait le carburant destiné à l'approvisionnement des véhicules et des engins de levage. Elle a été démontée et éliminée par filière adaptée en 2013 à la suite de l'incendie.

28.8 - HALLE A FOURRAGE

Ce bâtiment est implanté à l'écart, face au hall d'abattage, coté Nord.

Il dispose d'une ouverture principale, une toiture et des parois en tôle, un sol en béton.

Il est équipé d'un (1) extincteur au CO₂ et est accessible avec les lances incendie du réseau RIA.

28.9 - LOCAL DES BOITIERS AEROSOLS

Caractéristiques générales

Il s'agit d'un petit stockage de boîtiers aérosols contenant des produits utilisés par l'atelier de maintenance comme détergents, solvants, galvanisateurs à froid, dégrippants.

Produits utilisés

Ils sont répertoriés au paragraphe 2.11

Stockages

Le local attenant à l'atelier de maintenance contient environ 50 boîtiers de ce type.

28.10 - POSTES DE SOUDURE

Caractéristiques générales

En service, il y a un (1) jeu de grande capacité (1 acétylène et 1 oxygène) et un (1) jeu de petite capacités (1 acétylène et 1 oxygène), soit au total :

- 7.4 m³ d'acétylène
- 12.9 m³ d'oxygène.

Ils sont utilisés dans l'atelier de maintenance d'une part, dans l'atelier de serrurerie d'autre part.

Produits*

- Acétylène en grande bouteille de 6 m³ et petite bouteille de 1.4 m³
- Oxygène en grande bouteille de 10,6 m³ et petite bouteille de 2.3 m³.
- Consommation annuelle* : une (1) grande bouteille et une (1) petite bouteille de chaque gaz soit
 - 7.4 m³ d'acétylène,
 - 12. m³ d'oxygène.

*les volumes sont susceptibles de varier

2.9 - ASSAINISSEMENT

Le dispositif d'assainissement comprend :

- le réseau d'assainissement du site
- le système de pré-traitement

29.1 - RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Le réseau, de type séparatif, est géré par CIBEVIAL et dessert la totalité du site. Les conventions de traitement conclues précédemment avec les sociétés ALLAMANCHE et BOUCHERIE ANDRE ont été dénoncées.

La dernière convention de rejet a été signée avec le GRAND LYON le 17 janvier 2013 pour une durée de 5 ans. (Annexe 11 : Demande reconduction dérogation seuils de rejet EU 20/12/17)

La METROPOLE DU GRAND LYON, dans sa lettre du 25 avril 2014, a accepté la demande de dérogation aux valeurs limites admissibles (VLA) pour les paramètres DCO, DBO, MEST, NGL, SEH. Elle indique le dispositif d'auto-surveillance à mettre en place. Elle précise qu'elle se réserve le droit de demander un traitement supplémentaire si les VLA ne sont pas respectées.

Le réseau d'eaux usées

Il est constitué de canalisations en ciment de diamètre 600 mm jusqu'à la station de prétraitement. Après traitement, les eaux usées sont reprises en refoulement par une canalisation sous pression en PVC de diamètre 110 mm et rejetées sur l'avenue Montmartin.

Il évacue un mélange d'effluents qui comprend :

- les eaux industrielles, constituées principalement des égouttures et des eaux de lavage des sols et du matériel
- les eaux vannes, eaux des douches, lavabos et éviers
- les eaux pluviales d'aires non couvertes, susceptibles d'être polluées

Les volumes évacués ont été en 2016 de 32 671m³, soit 148 m³/jour travaillé.

Le plan du réseau est présenté dans la planche hors texte.

COURRIER MGL du 25.04.2014

Direction de l'eau
Relations Clientèle

Lyon, le 25 AVR. 2014

Votre interlocutrice : Habiba SAMAD
Tél. : 04 78 95 67 13 Fax : 04 78 95 67 19
e-mail : hsamad@grandlyon.org

Établissement CIBEVIAL
Monsieur DUPERET
4 à 10 rue du Mont Blanc
69960 CORBAS

Nos réf. : ESRC/HS/14-0149
APR : 70

Objet : Autorisation de rejet

Monsieur,

Vous nous avez sollicités dans le cadre du projet de restructuration de votre établissement, afin d'obtenir une dérogation des valeurs limites admissibles au réseau d'assainissement sur les paramètres DCO, DBO, MEST, NGL, SEH.

Compte tenu des éléments techniques et financiers que vous nous avez présentés, et comme convenu lors de notre rencontre du 2 avril 2014, nous vous informons que nous vous accordons cette dérogation selon les valeurs précisées ci-dessous, et ce à compter du démarrage de vos nouvelles installations.

Paramètres	Valeurs limites admissibles Accordé à l'établissement CIBEVIAL
DCO	2 600
DBO	1 500
MEST	800
NGL	170
SEH	200

Nous vous informons également du dispositif d'autosurveillance des rejets d'eaux usées industrielles à mettre en place :

Après 3 semaines d'exploitation : réalisation d'une campagne de mesure sur une durée d'une semaine (5*24h) portant sur les paramètres suivants : pH en continu, DCO, DBO, MEST, NTK, SEH

A l'issue de cette période : réalisation d'une campagne de mesure hebdomadaire d'une durée de 24 heures sur les paramètres suivants : pH en continu, DCO, DBO, MEST, NTK, SEH et métaux totaux (sur 2 campagnes).

A l'issue des campagnes d'auto surveillance des trois premiers mois d'exploitation, votre coefficient de pollution sera recalculé et fixé pour une durée de 1 an.



Tout le courrier doit être adressé à :
Monsieur le président de la communauté urbaine de Lyon
Direction de l'eau, 20, rue du Lac – BP 3103 – 69399 Lyon cedex 03
Tél. : 04 78 63 40 40 – Fax : 04 78 95 89 74
Adresse géographique : 117, boulevard Vivier Merle - 69003 LYON
www.grandlyon.com

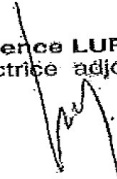
communauté urbaine
GRANDLYON

Par ailleurs, nous vous informons que notre service se réserve le droit de vous demander la mise en place d'un traitement supplémentaire si la qualité des effluents rejetés au réseau ne respecte pas les valeurs limites admissibles autorisées ci-dessus.

Notre unité Relations Clientèle reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions d'accepter, monsieur, nos respectueuses salutations.

Laurence LUPIN
Directrice adjointe



Le réseau d'eaux pluviales

Il évacue un volume estimé à 25 000 m³/an (contre 50 000 m³ dans la précédente configuration), collecté sur une superficie de 30 000 m² (site de 33 000 m² dont 10 % de zone verte).

Il collecte (planche hors texte) :

- les eaux des toitures
- les eaux des aires de circulation et des parkings.

Des dispositions ont été prises, durant les années écoulées, pour que les eaux pluviales issues d'aires réputées polluantes soient dirigées vers le réseau d'eaux usées.

Une estimation des volumes collectés conduit à un chiffre de 500 m³, sur la base d'une pluviométrie annuelle moyenne (874 mm) et d'un calcul des surfaces (560 m²) concernées : l'aire de lavage des bétailières (50 m²), l'aire devant l'ancienne fosse à lisier (200 m²), les aires du pré-traitement (170 m²), les quais de chargement de déchets (140 m²).

Les eaux pluviales sont actuellement rejetées au réseau communautaire. CIBEVIAL envisage, dans la configuration future du site, de continuer à évacuer ses eaux pluviales par cette voie, l'extension des bâtiments devant se traduire par une augmentation minime des volumes rejetés (160 m³ sur l'année).

Le réseau collectif géré par la METROPOLE DU GRAND LYON est équipé d'un bassin de rétention situé à proximité du boulevard urbain sud (BUS).

29.2 – PRETRAITEMENT DES EFFLUENTS

Sont prétraitées **les eaux vannes, ainsi que toutes les eaux industrielles** issues du hall d'abattage, de l'atelier de triperie, de la salle des ventes, de l'atelier de maintenance (et locaux annexés) et des stabulations de CIBEVIAL.

La station de prétraitement a été mise hors service en novembre 2015. Le bâtiment a été détruit en avril 2016 et le terrain vendu en mai 2016 à l'entreprise PAPIERS PAVIOT. Le réseau de raccordement des points de production a été neutralisé (paragraphe 37.8), de sorte que les eaux usées du site convergent dorénavant toutes vers l'avenue de Montmartin après leur passage en station de prétraitement.

Le système est constitué désormais de 5 équipements :

- Le dégrilleur primaire est un tamis élévateur automatique à grille droite de maille 6 mm : les refus (matières stercorales tombées au sol, boyaux, cornes et onglons) sont dirigés vers des bacs C1.
- Le dégrilleur secondaire est un tamis rotatif à 750 microns avec raclage externe, il est équipé d'une rampe de lavage branchée sur le réseau d'eau chaude : les refus de dégrillage sont orientés vers la filière de compostage.
- Le dégraisseur a été équipé d'un système de pressurisation et le nombre de raclages a doublé (4). Il y a possibilité d'adjonction d'un flocculant pour améliorer encore les résultats du prétraitement. Les équipements sont installés dans un container hors gel. Les boues produites sont récupérées dans une benne étanche de type ampliroll et destinées à la filière de compostage.
- Le dessableur élimine vers un bac les matières lourdes décantées en fond de dégraisseur. Les boues produites sont destinées à la filière de compostage.
- Le matériel de contrôle des rejets comprend un échantillonneur isotherme asservi au débit ainsi que des débitmètres entrée/sortie, un pH-mètre, un thermomètre.

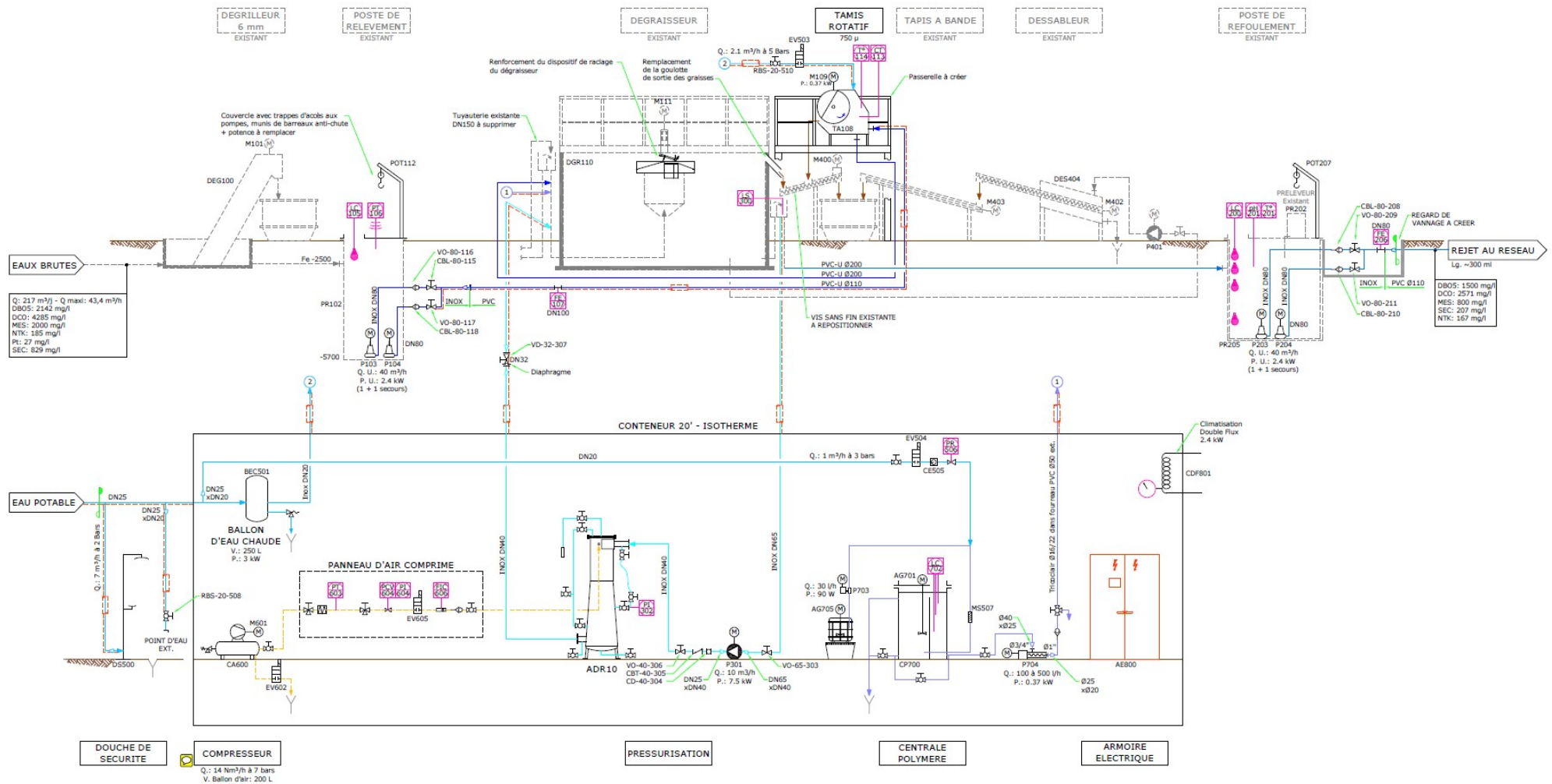
Conformément à la demande de la METROPOLE DU GRAND LYON, en début 2016, CIBEVIAL a fait procéder à une campagne d'analyse des eaux de rejet, avec ou sans adjonction de flocculant par la société PMH.

Dans l'attente d'une demande plus précise de sa part, CIBEVIAL a mis en place un dispositif de contrôle de la qualité des rejets comprenant un prélèvement d'eau par semaine (analyse réalisée par le laboratoire EUROFINS).

Les données de débit d'entrée de station, débit de sortie, pH et températures sont enregistrés et analysés.

Les résultats sont communiqués à l'Agence de l'eau, à la Direction départementale de la protection des populations sur le portail GIDAF et à la Métropole du Grand Lyon.

Synoptique de la filière de prétraitement.



2.10 – GESTION DES DECHETS

CIBEVIAL gère les déchets pour le compte des entreprises du Complexe de la Viande.

On distingue deux grands groupes de déchets, selon les réglementations appliquées à la principale activité du site, qui est l'abattage d'animaux de boucherie :

- Les sous produits d'origine animale non destinés à la consommation humaine, issus principalement du process d'abattage, mais également du travail des peaux ou de la découpe de gros des carcasses
- Les déchets industriels banals et les déchets industriels spéciaux, qui sont issus pour la plupart des activités annexes de l'abattoir et des différents apporteurs.

2.10.1 - SOUS PRODUITS ANIMAUX NON DESTINES A LA CONSOMMATION HUMAINE

2.10.1.1 – Description des sous-produits animaux

Les sous-produits d'abattage sont subdivisés en trois classes, définies par leurs niveaux de risque :

- **Les sous-produits de catégorie 1** sont énumérés dans l'article 8 du règlement CE 1069/2009. Ce sont les matières qui représentent un risque majeur pour la santé humaine et la santé animale de :
 - transmission d'encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST)
 - transmission d'autres maladies aux animaux ou à l'homme
 - contamination par des substances interdites
 - mélange des sous-produits animaux des catégories 1 et 2 ou 3.

A CIBEVIAL ce sont :

- Toutes les MRS (matières à risque spécifié), selon le tableau ci-dessous

Circulaire 27/16	Espèce bovine	Espèce ovine et caprine
Cerveille et yeux	Le crâne entier (à l'exclusion de la mandibule) des plus de 12 mois.	Le crâne entier des 12 mois et plus
Amygdales	Quel que soit l'âge.	Les plus de 2 mois
Moelle épinière	Les plus de 12 mois	Les plus de 12 mois.
Rate	-	Quel que soit l'âge
Intestins	Les 4 derniers mètres de l'intestin	Uniquement l'iléon, quel que soit l'âge.

- Les déchets suivants sont automatiquement déclassés en catégorie 1 :
 - Les déchets issus du raclage des sols
 - Les sciures issues de la fente des carcasses de bovins
 - Les masques de bovins de plus de 12 mois abattus de façon traditionnelle
 - Les matières animales d'une taille supérieure ou égale à 6mm issues de la filtration des eaux résiduelles (dégrillage)
 - Les cadavres de bovins et d'ovins
 - Les saisies sanitaires liées au risque prion
 - Les déchets de peaux pour des raisons technologiques.

- **Les sous-produits de catégorie 3** sont énumérés dans l'article 10 du règlement CE 1069/2009. Ce sont des matières qui ne présentent aucun risque de transmission de maladie à l'homme ou à l'animal. Elles sont cependant exclues de la consommation humaine pour :
- Des raisons commerciales ou culturelles (exemple : saisies techniques),
 - Leur nature (peaux, onglons, ...) qui empêche leur consommation mais non leur orientation vers la fabrication de produits techniques ou pharmacologiques par exemple le sang.

A CIBEVIAL on différencie trois types de sous produits de catégorie 3, qui seront valorisés différemment :

- Les graisses animales issues de l'émoussage et de la découpe primaire des carcasses
- Le sang
- Les autres sous produits de catégorie 3 :
 - Pour les bovins : onglons, queues, matrices/vessies, cornes, déchets de cuir, têtes de veaux blanchies désossées, pattes de bœufs, saisies techniques
 - Pour les ovins : pattes, pansettes, matrices/vessies, déchets de cuir, saisies techniques.
- **Les sous-produits de catégorie 2** sont définis dans l'article 9 du règlement CE 1069/2009 1774/2002 comme étant toutes les matières qui ne sont classables ni en catégorie 1 ni en catégorie 3. Sont notamment classés en catégorie 2 :
 - Les sous-produits d'origine animale pouvant présenter un risque :
 - . bactériologique ou viral comme
 - . les saisies sanitaires (à l'exception des matériels à risque spécifiés –MRS)
 - . les organes et tissus présentant un risque vis-à-vis des EST
 - . le contenu de l'appareil digestif, la bile
 - . le sang déclassé ou contaminé
 - . le mélange des sous-produits animaux des catégories 2 et 3.
 - . chimique
 - . la présence de résidus médicamenteux.

Toutefois, faute de filière industrielle de ces sous produits, ils sont déclassés en sous produits de catégorie 1.

- Les sous-produits bénéficiant d'une dérogation pour une utilisation agricole :
 - fumier, lisier et matières stercoraires : code 02 01 99
 - boues issues du prétraitement des eaux usées : code 02 02 04 (boues issues du traitement sur site des effluents des industries de préparation et transformation de la viande, du poisson et autres aliments d'origine animale (sans préjudice d'autres législations de la communauté européenne, en particulier la Directive 90/667/CEE sur déchets animaux)

2.10.1.2 – Modalités de gestion

➤ Les sous-produits animaux collectés en bac de couleur

- Sur la chaîne d'abattage

Pour réaliser le tri sur la chaîne d'abattage, CIBEVIAL a mis à disposition de son personnel des bacs dédiés et identifiés de façon indélébile au moyen d'une plaque scellée sur laquelle est inscrit le numéro de la catégorie de déchet.

De plus, pour faciliter la reconnaissance et la localisation des différents bacs sur la chaîne, CIBEVIAL a investi dans des bacs de couleur :

- bleu pour les bacs de catégorie 1
- jaune pour les bacs de catégorie 2
- vert et rouge pour les bacs de catégorie 3
- blanc pour les bacs de graisse

L'évacuation des sous-produits générés sur chaîne est gérée par les opérateurs. CIBEVIAL s'assure que les bacs suivent le circuit conforme au niveau d'élimination des sous-produits qu'ils contiennent.

Globalement, les sous produits animaux sont gérés de la manière suivante :

- Le C1 et le C3 sont stockés dans deux bennes ampliroll séparées et évacuée 2 fois par semaine par le prestataire.
- Le gras est stocké en bac blanc en chambre froide et récupéré 2 à 3 fois par semaine par le prestataire.

Pour chaque enlèvement, le prestataire laisse un document d'accompagnement commercial (DAC) relatant le type de sous produit récupéré et éventuellement le poids. Les poids sont définitivement communiqués après réception sur site du prestataire et comparés aux estimations par le service de la Pesée.

- A la salle des ventes

La découpe primaire réalisée sur le Marché des Viandes génère des sous-produits de catégorie 3 collectés dans des bacs blancs (gras) et verts qui sont stockés dans un local réfrigéré dédié à cet usage. Ils sont collectés par un prestataire.

- Déchets de cuir

L'activité de salage des peaux d'ovins génère des sous produits de catégorie 3 non valorisables, versés dans la benne de C1.

➤ Le sang de saignée

Le sang est collecté par un système de pompe contrôlé par les opérateurs sur chaîne. Il est conditionné dans 3 citernes réfrigérées de 4m³ située dans une salle à côté de la Triperie. Il est collecté 1 à 2 fois par semaine, soit en cuve de 1000 litres à destination de la filière « Pet Food Humide », soit en camion citerne pour séchage.

Chaque enlèvement donne lieu à l'établissement d'un DAC. Le service de la pesée contrôle la correspondance entre sang produit et sang enlevé.

➤ Les refus de dégrillage

Les eaux usées en sortie d'abattoir sont interceptées (voir paragraphe consacrée à la filière de traitement des eaux) par un dégrilleur 6 mm. Les déchets relevés par le dégrilleur tombent dans un bac bleu C1 qui est ensuite vidée dans la benne ampliroll C1.

➤ Les boues de dégraisseur

Les boues de flottation séparées des eaux usées sont délivrées dans une benne ampliroll. La benne est récupérée à fréquence bimensuelle par la société VALTERRA pour compostage.

➤ Les cadavres d'animaux et les carcasses saisies

Les cadavres d'animaux morts avant abattage sont déplacés à la morgue en attente d'inspection vétérinaire puis sont chargés dans la benne de C1. Les carcasses saisies par le personnel vétérinaire sont placées dans la benne de C1.

➤ Les matières stercoraires

Les matières stercoraires de catégorie 2 sont délivrées à partir de la Triperie par un canon pneumatique dans une presse à vis avant de tomber dans une benne de C2. La benne est récupérée à fréquence bimensuelle par la société VALTERRA pour compostage.

➤ Les fumiers et les lisiers

Les fumiers sont collectés en stabulation et bergerie par le personnel en charge de l'accueil des animaux et conduits jusqu'à la benne dédiée aux fumiers et au dégrillage de l'aire de lavage des camions. La benne est destinée à la filière compostage via un contrat avec VALTERRA. Les lisiers et les eaux de lavage de la stabulation rejoignent le réseau des eaux usées.

2.10.1.3 – Filières d'élimination

➤ Les déchets de catégorie 1 et les déchets de catégorie 2 déclassés en 1 sont pris en charge et éliminés par la société PRODIA.

Ces déchets sont transportés par la société PRODIA sur son site de Saint Amour pour transformation en farine animale puis seront dirigés en cimenterie

➤ Le sang est collecté 1 à 2 fois par semaine, soit en cuve de 1000 litres à destination de la filière « Pet Food humide » (PRODIA), soit en camion citerne pour séchage (SARIA)

➤ Les sous produits de catégorie 3 sont pris en charge par la société PRODIA

Le gras est transformé chez PRODIA en suif (graisse technique).

Les autres sous-produits de catégorie 3 valorisables sont pris en charge par PRODIA, pour des transformations en produit de consommation animale.

Les fumiers, lisiers, matières stercoraires et boues issus du prétraitement des eaux usées sont pris en charge par VALTERRA jusqu'au site de compostage d'Anthon (38).

2.10.1.4 - Documentation

➤ Les DAC de chaque enlèvement sont remplis par le transporteur et déposés dans une boîte aux lettres à l'attention de l'abattoir. Ces DAC sont remplis en trois exemplaires :

- Un exemplaire blanc conservé par le transporteur,
- Un exemplaire jaune conservé par l'éliminateur,
- Un exemplaire rose conservé par CIBEVIAL.

Chaque enlèvement est recensé par le service de la Pesée et les poids sont comparés à nos estimations.

2.10.2 – AUTRES DECHETS

Les autres déchets, sont ceux qui ne sont pas couverts par le Règlement CE 1069/2009. Ces déchets sont générés par les activités annexes à l'abattage des animaux et la vente des carcasses.

2.10.2.1 – Déchets industriels banals (DIB)

On compte parmi les DIB produits sur le site du Complexe de la viande, les déchets du type cartons et papiers, emballages, matières plastiques, palettes de bois, métaux.

Tous ces déchets sont éliminés par des voies spécifiques par un prestataire spécialisé, la société NICOLLIN.

Le décret 2016-288 du 10 mars 2016 stipule que les déchets de la catégorie des papiers, métal, plastique, verre, bois peuvent être conservés en mélange. Toutefois, les papiers de bureau devront être triés à la source et collectés séparément en vue de leur valorisation ; cette disposition vaudra à compter du 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises employant à cette date 20 personnes et plus (cas de CIBEVIAL).

➤ Bois

Les déchets de bois sont essentiellement représentés par les palettes qui sont amenées par les transporteurs privés. Les palettes en bon état sont regroupées dans la cour de l'atelier de maintenance et sont utilisées pour le stockage des peaux d'ovins.

En revanche les palettes en mauvais état sont évacuées en DIB, dans la benne gérée par NICOLLIN.

➤ Papiers et cartons

Les déchets de papiers et cartons sont principalement issus des apporteurs privés, en particulier la clientèle et les bouchers de la société Marché des Viandes, mais aussi, bien qu'en plus petite quantité, les emballages réceptionnés par l'atelier de maintenance et les papiers de bureaux.

Les papiers et les cartons sont dirigés vers le compacteur loué à la société NICOLLIN.

➤ Matières plastiques

Les déchets de plastiques collectés sur le site du Complexe de la Viande sont constitués de palettes, de films ou d'emballages. Tout comme les autres déchets, les matières plastiques sont issues des transporteurs privés, notamment la clientèle du Marché des Viandes pour les palettes plastiques, alors que le Service Maintenance réceptionne l'essentiel des emballages.

Les palettes sont stockées sur l'aire bétonnée réservée à cet usage, aux côtés des palettes de bois en mauvais état. Comme aucune filière n'a encore été trouvée par CIBEVIAL pour réutiliser ou revaloriser les palettes plastiques, celles-ci suivent la même filière que les palettes de bois (décret 2016-288 du 10 mars 2016).

Les emballages et films sont évacués dans la benne DIB de la société NICOLLIN.

➤ Absorbants, papiers, chiffons d'essuyage

Ces déchets sont directement issus des activités du Complexe de la Viande. Ils sont essentiellement constitués des papiers d'essuie main utilisés dans les sanitaires, des gants utilisés par les ouvriers de maintenance ou les opérateurs de chaîne, des tenues jetables ...

Ces déchets rejoignent la benne DIB de la société NICOLLIN.

➤ Métaux

Les métaux sont principalement produits par les activités de serrurerie et de mécanique de l'atelier de maintenance. Seuls les métaux ferreux sont stockés et revalorisés par un ferrailleur.

Les métaux moins nobles et par conséquent plus difficilement valorisables rejoignent la benne DIB de la société NICOLLIN.

2.10.2.2 – Déchets industriels spéciaux (DIS)

La gestion des déchets industriels spéciaux relève d'un cadre réglementaire plus étoffé que les déchets précédents, notamment en raison de leur composition chimique. Certains d'entre eux sont classés comme dangereux, ce qui nécessite une gestion plus rigoureuse et le recours à des filières d'élimination spécifiques.

Afin de répondre aux contraintes réglementaires qui encadrent l'élimination des DIS, un contrat est passé avec différentes sociétés

- tubes fluorescents (néons) par COMPTOIR LYONNAIS D'ELECTRICITE
- piles et accumulateurs par la Zone Industrielle
- cartouches d'imprimantes et toners d'impression par RICOH
- huiles usagées par SRRHU pour revalorisation.

2.10.2.3– Déchets à risques infectieux

Les déchets à risques infectieux ou d'activités de soin sont composés des matériels utilisés sur les postes de retrait de l'obex et de l'aspiration de la moelle épinière des animaux, à savoir cuillères, gants et canules.

Ces déchets sont placés dans un bac en plastique de couleur jaune muni d'un couvercle inviolable. Leur prise en charge est assurée par le personnel de la société SUEZ- SITA.

2.10.2.4 – Filières d'élimination

Il résulte de ce qui précède que tous les déchets sont éliminés selon des filières adaptées

➤ Les DIB pris en charge par les sociétés NICOLLIN transitent tout d'abord par un centre de tri où les matériaux pouvant être valorisés sont repérés et séparés afin d'être réorientés vers des filières adaptées. Les déchets qui ne sont pas valorisables sont enfouis en Centre de Stockage de Déchets Ultimes (CSDU).

➤ Les DIS classés comme dangereux au sens de la réglementation sont stockés par le Service Maintenance, jusqu'à ce que le stock soit suffisant pour justifier un enlèvement.

➤ Les huiles usagées sont prises en charge par la société SSRHU qui les recycle. Le Responsable Maintenance commande les enlèvements.

Depuis fin 2007, CIBEVIAL a souhaité améliorer la gestion des emballages creux ayant contenu des substances dont certaines présentent un potentiel de danger et mettre en place dans ce but :

- Une politique d'approvisionnement
- Une procédure d'élimination

En amont, **la politique** de CIBEVIAL est inspirée par la volonté de choisir des produits moins dangereux pour un usage et une efficacité équivalents.

En aval, CIBEVIAL applique **une procédure** qui comporte

- La désignation du personnel habilité à gérer ces déchets
- Les modalités du tri entre
 - les emballages assimilables à des DIB qui sont rincés et stockés en attente d'élimination, par exemple les produits utilisés pour le nettoyage, certains des produits utilisés dans la tour aéroréfrigérante ou par la Maintenance
 - les emballages assimilables à des DIS qui sont stockés en attente d'élimination par une filière spécifique, par exemple d'autres produits de la tour ou de la Maintenance.
- L'affectation à chacune de ces catégories de déchets d'un lieu de stockage spécifique
- Les consignes en vue de l'enregistrement des déchets
- L'identification du prestataire chargé de l'élimination
- La destination du déchet

2.10.2.5 - Documentation

Les bons d'enlèvements remis par les chauffeurs lors de la prise en charge sont conservés par le service de pesée, y compris les Bordereaux de Suivi des Déchets Industriels (BSDI) et les attestations de traitement des DIS

Les factures sont conservées par le service comptabilité de CIBEVIAL.

2.10.3- VOLUME DES DECHETS

Les volumes de déchets produits et éliminés par CIBEVIAL SA, pour le compte des acteurs du site, sont indiqués dans le tableau ci-dessous

Nature du déchet	Code déchets	Quantité annuelle (t)	Récupérateur	Eliminateur	Filière d'élimination
Cartons + papiers	200101	17,2 tonnes	Nicollin	Nicollin	Revalorisation
Emballages en papiers et cartons	150101				
Plastiques	200139	28,4 tonnes	Nicollin	Nicollin	Tri et Enfouissement
Palettes bois	200138				
Emballages en matières plastiques	150102				
Absorbants, papiers, chiffons	150299				
Emballages en matière plastique	150122				
Autres fractions non spécifiés ailleurs	200199				
Bois chevron palettes	200138				
Petits métaux	300140	Quantité marginale fluctuante d'une année sur l'autre : Non évaluée			Recyclage
Métaux ferreux	160107	Quantité marginale fluctuante d'une année sur l'autre : Non évaluée			Recyclage
Piles et accumulateurs autres	200134	Quantité marginale fluctuante d'une année sur l'autre : Non évaluée	ZACM	Paprec	Recyclage

Nature du déchet	Code déchets	Quantité annuelle (t)	Récupérateur	Eliminateur	Filière d'élimination
Tubes de réactifs chimiques usagés	160506*	Quantité marginale fluctuante d'une année sur l'autre : Non évaluée			Destruction
	160507*				
Tubes fluorescents	200121*				
Détergents, contenant des substances dangereuses	200129*				
Piles et accumulateurs	200133*				
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses	150110*	65 kg/an	Suez/Sita	Suez/Sita	Destruction
Gaz en récipients à pression contenant des substances dangereuses	160504*				
Matière infectieuse pour l'Homme, échantillons de diagnostic	180202*				
Huiles moteurs usagées	130202				
Huiles isolantes, fluides caloporteurs	130303				
Haut risque sanitaire catégorie 1 et 2	020202	700 tonnes	PRODIA/ Monnard en 2015	PRODIA/ Monnard en 2015	Hygiénisation avant co- incinération
Sang	020202	350 tonnes	PRODIA/ Monnard en 2015	PRODIA/ Monnard en 2015	Initialement co- incinéré le sang est valorisé en C3 depuis 2013
Sous produits catégorie 3	020202	300 tonnes	PRODIA/ Monnard en 2015	PRODIA/ Monnard en 2015	Revalorisation matière
Suif d'abattoir C3	020202	222 t	PRODIA/ Monnard en 2015	PRODIA/ Monnard en 2015	Revalorisation matière
Refus de dégrillage 6 mm	190801	Quantité incluse dans les déchets C1	PRODIA/ Monnard en 2015	PRODIA/ Monnard en 2015	Hygiénisation avant co- incinération
Boues de la station de traitement	020204	500 tonnes	Valtéra	Valtéra	compostage
Fumier, lisier, matières stercoraires	020199				
Boues de curage des égouts et fosses septiques	020201	Quantité marginale fluctuante d'une année sur l'autre : Non évaluée	Bonnefond	Bonnefond	Station dépuración Pierre bénite

2.11 - PRODUITS DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN

Pour les activités de Maintenance

- Colle : Néoprène 400 (inflammable, irritant et dangereux pour l'environnement)
- Nettoyant plastique : Net dex 501 (extrêmement inflammable, irritant et dangereux pour l'environnement)
- Nettoyant injecteur diesel : Bardahl (special chaine) (inflammable, irritant et dangereux pour l'environnement)
- Dégrissant : Reduce 4 800 (inflammable) / Watelec (zep) (nocif) / Dynasthène / Hydrolub HMAX 46 (dangereux pour l'environnement)
- Lubrifiant : CB 6 806 (corrosif)
- Dégraissant : Orange solvant 550 (extrêmement inflammable, irritant et dangereux pour l'environnement)
- Anti corrosion : Galva express 699 (dangereux pour l'environnement) / Laque anti rouille (irritant et inflammable) / Zep restore (extrêmement inflammable, irritant et dangereux pour l'environnement) / Reductalim 220
- Indicateur eau : Coolfluid
- Huile pour circuit pneumatique : Bardahline 32
- un jeu de bouteilles pour la soudure (1 bouteille d'oxygène et 1 bouteille d'acétylène)

Pour l'entretien de la chaudière et du circuit d'eau chaude

- un antitartre

Pour l'entretien de la tour aéroréfrigérante

- un produit Inhibitor en injection continue et Spectrus en traitement de choc 1 fois par semaine.

Pour l'entretien des surfaces de travail et des locaux

- des détergents : Brial Clean S (irritation oculaire ; catégorie 2) / Magic maxx (irritation cutanée ; catégorie 2) / P3-clint KF 200 (irritant) / Sprint glass pur-eco (non classé) /
- des détergents / désinfectants : Diesin maxx (corrosion cutanée ; catégorie 1A et toxicité aiguë pour le milieu aquatique ; catégorie 1) / Deptal RC (corrosif et dangereux pour l'environnement) / Deptal MCL (corrosif et dangereux pour l'environnement)
- un détartrant/désinfectant : Deptacid ARS (corrosif)
- des détartrants : Into WC (corrosif) / Into WC clean (corrosif)
- un décapant : Taski Jontec N°1 (corrosif) / Taski Jontec Eternum (non classé)
- un désinfectant : Javel (corrosif et dangereux pour l'environnement) / Dapta DMD (corrosif et dangereux pour l'environnement)

3 - ETUDE D'IMPACT

ETUDE D'IMPACT

SOMMAIRE

3.1 - Résumé non technique.....	57
3.2 - Etude d'impact.....	67
32.1 - Analyse de l'état de l'environnement.....	67
32.2 - Evaluation des effets du site sur l'environnement.....	80
32.3 - Mesures compensatoires ou conservatoires.....	86
32.4 - Méthodes d'évaluation des effets.....	88
32.5 - Volet sanitaire.....	89
32.6 - Articulation avec les plans EMA.....	101
32.7 - Raisons du parti d'aménagement.....	101
32.8 - Remise en état du site	102

3.1 - RESUME NON TECHNIQUE

DE L'ETUDE D'IMPACT

L'Etude d'Impact vise à établir les effets de l'installation sur l'environnement en fonctionnement normal et à décrire les mesures pour les diminuer ou les supprimer. Le résumé non technique est destiné aux lecteurs non spécialisés.

31.1 – ANALYSE DE L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

CONTEXTE GEOGRAPHIQUE

CIBEVIAL se situe dans la ZAC de Montmartin, elle-même localisée dans la partie Nord-Est de la commune de Corbas (69).

C'est une région de plaine faiblement ondulée, sans thalweg marquant, à l'extrémité méridionale d'une unité géographique dénommée Plaine de l'Est Lyonnais.

PLAN LOCAL D'URBANISME

La commune de Corbas est incluse dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU en paragraphe 321.3) de la Métropole de Lyon approuvé le 11 juillet 2005, CIBEVIAL est situé dans la zone UI 1 du PLU où sont admis sous conditions : les activités économiques, les activités liées (entrepôts, commerces, services), les équipements publics ou d'intérêt collectif.

Les servitudes d'utilité publique concernent la protection des captages d'eau potable dits " CCI de Corbas" et « Corbas Centre ».

ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

Contexte géologique

Le substratum géologique de CIBEVIAL est constitué par la formation fluvio-glaciaire de Grenay creusée par le couloir de Saint Priest, à la racine du V formé par les branches de Vénissieux et de Saint Symphorien d'Ozon.

Contexte hydrogéologique

La nappe circule dans la formation de Grenay à une profondeur moyenne de 20 m, avec des fluctuations saisonnières de faible amplitude (1,50 m), son écoulement général s'oriente d'Est en Ouest.

Elle est utilisée pour des besoins à la fois alimentaires, industriels et agricoles. Les exploitations destinées à une alimentation collective les plus proches sont celles de l'AEP de Corbas - Feyzin (forage Romanette) et de l'AEI de Corbas (forage Ferme Pitot).

L'extrémité Nord du périmètre de protection éloignée de ce forage, situé à une distance de l'ordre de 1 500 m, englobe la partie Sud de la ZAC et du site de CIBEVIAL sur une superficie réduite. La vulnérabilité de la nappe est notée comme très forte (absence de couverture protectrice, profondeur faible, perméabilités élevées, position en amont hydraulique).

Contexte hydrologique

Il n'y a aucun cours d'eau de surface dans ou à proximité de la ZAC, preuve d'une grande perméabilité du sol et du sous-sol. Ainsi, l'évacuation des eaux de pluie se fait soit par infiltration

dans le sous sol là où il est à nu, soit par le réseau d'eaux pluviales mis en place par les collectivités et les établissements de la zone.

ENVIRONNEMENT AGRICOLE

Avec des actifs qui représentent environ 1 % de la population totale, Corbas n'est plus une commune à vocation agricole. Il demeure qu'elle conserve une activité agricole substantielle, qui s'exerce sur une superficie de 500 ha. Totalelement incluse dans la zone d'activités, CIBEVIAL n'est nulle part au contact avec l'espace agricole.

ENVIRONNEMENT NATUREL

Compte tenu des caractères de la zone, la vie animale et la vie végétale sont depuis longtemps déjà totalement perturbées et fortement réduites ; ni l'une ni l'autre ne fait l'objet d'une quelconque protection.

L'inventaire des sites Natura 2000 de la Région Rhône Alpes indique l'existence de 2 Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) à 13.5 km au Nord de CIBEVIAL. Dans une plus grande proximité avec CIBEVIAL, on compte quatre (4) ZNIEFF 1 portées à l'inventaire du patrimoine naturel pour leur avifaune, dont une relative à un milieu aquatique, les Cressonnières de Simandres et Saint Symphorien d'Ozon.

ENVIRONNEMENT HUMAIN

Le PLU de Corbas, mis à jour en février 2016, indique une population totale de 9 259 habitants, en augmentation de 1918 habitants, soit un rythme d'accroissement de 1.5 % par an depuis le recensement de 1999.

La ZAC touche par sa pointe Sud Ouest une zone d'habitat de moyenne densité. Mais CIBEVIAL elle-même n'a pas de contact avec cette zone.

En dehors des personnes dont la présence sur place est nécessitée de jour comme de nuit par des tâches de sécurité, gardiennage, maintenance, logistique, il n'y a pas de population résidente. Il convient cependant de mentionner les étudiants de l'INFOMA qui sont présents dans la zone pendant une bonne partie de l'année.

ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL

La ZAC est jointive au Nord-Ouest avec la zone de Gros Gravier Sud-Montmartin Ouest, dédiée aux activités industrielles, techniques, artisanales, de bureaux et de services. A terme, elle sera mitoyenne à l'Est avec la ZAC n° 3. A sa pointe Nord-Est elle jouxte le site de la carrière de la Société Perrier.

CIBEVIAL, par sa position centrale, est environnée exclusivement d'établissements industriels ou d'établissements liés à l'activité industrielle. L'industrie de la viande y domine à l'évidence fortement.

PAYSAGES

La ZAC est située dans une zone de plaine faiblement ondulée. Il n'y a pas de paysage ou de site spécifiquement protégé à proximité immédiate, mais le zonage exprime la préoccupation de voir les paysages (et naturellement aussi l'activité) agricoles préservés.

Déjà très largement occupée, la ZAC constitue en elle-même un paysage industriel, typique des zones d'activités modernes.

VOIES DE CIRCULATION

La ZAC est bornée par le BUS au Sud Ouest, par la rue Gabriel Péri au Nord Ouest et la Rue du Petit Bois à l'Est.

Le site de CIBEVIAL est ceinturé par 4 avenues constituant un véritable « boulevard de ceinture intérieur ».

31.2– EVALUATION DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Les effets du site sur l'environnement sont analysés d'après ses caractéristiques techniques, en adoptant la méthode dite **SVC** qui consiste à qualifier les sources **S** d'atteinte à l'environnement, les vecteurs **V** de transfert des perturbations, les cibles **C** menacées par les nuisances.

312.1 - Alimentation en eau

CIBEVIAL s'alimente intégralement au réseau de la ZAC, dérivé du réseau autonome de la ZI de Corbas - Saint Priest - Vénissieux. L'établissement ne pratique par lui-même aucun prélèvement à la nappe.

L'alimentation en eau de CIBEVIAL n'a pas d'incidence sur la ressource locale.

312.2- Rejets atmosphériques

➤ *Poussières, gaz, fumées*

Il n'y a rien dans le fonctionnement normal de l'entreprise qui génère des émissions de ce genre. De fait, on n'observe aucune émission de fumées, de gaz ou de poussières. Il n'y a jamais eu de plainte à ce propos.

Les gaz d'échappement des véhicules constituent la source de pollution atmosphérique principale. Le risque d'envol par temps sec et venté de particules bactériologiquement suspectes a été supprimé grâce au remplacement de la fumière à ciel ouvert par une benne fermée.

L'activité normale de CIBEVIAL n'engendre ni pollution atmosphérique par poussières, gaz ou fumées ni rejet perturbateur du climat local.

➤ *Aérosols*

La tour aéroréfrigérante placée sur le circuit de refroidissement des compresseurs de froid rejette en temps normal à l'atmosphère des gouttelettes d'une eau à 24 °C. On sait que ce type d'installation peut conduire à la diffusion dans l'atmosphère de germes de Légionelle.

L'évaluation du risque et les parades sont exposées au paragraphe 32.5 consacré au volet sanitaire de l'étude d'impact.

➤ *Odeurs*

La suppression de la station de pré-traitement des effluents en 2015 a réduit significativement les émissions d'odeurs.

Subsistent des sources secondaires d'odeurs, plus difficiles à neutraliser (car dispersées) sauf à admettre de les placer dans des locaux fermés : le dégrilleur secondaire, les quais de déchargement et chargement, l'aire de lavage des bétailières. Elles sont situées au cœur du site, loin des limites de propriété et l'émission d'odeurs est ponctuelle et souvent intermittente.

Il y a lieu cependant de prendre encore en compte cette nuisance par les odeurs.

312.3 - Rejets liquides, pâteux, solides

➤ *Effluents*

Le réseau d'eaux usées n'est pas source de rejets liquides dans le milieu en fonctionnement normal. Il n'est signalé aucune atteinte à l'environnement par les gestionnaires de la ressource

ou les riverains et aucune observation directe sur le site ne permet de dire que la nappe pourrait avoir subi une pollution.

Le risque d'atteinte à l'environnement réside dans une fuite des canalisations, mais la probabilité d'une fuite importante passant inaperçue au droit du site est faible aujourd'hui car l'établissement contrôle en permanence le bilan d'entrée-sortie des eaux usées.

L'extension des surfaces imperméabilisées rendent le risque d'infiltration des eaux pluviales peu probable, configuration qui se révélerait favorable en cas d'incendie dans la mesure où elle interdirait l'infiltration des eaux d'extinction, susceptibles de véhiculer des polluants.

Il n'y a pas d'impact connu du fonctionnement normal du réseau d'eaux usées de CIBEVIAL sur la qualité de la nappe.

Le rejet des eaux usées s'opère dans le réseau de la METROPOLE DU GRAND LYON.

Depuis 2009, CIBEVIAL est assujettie à la procédure RSDE (Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau)

La phase initiale de la procédure a révélé la présence dans les effluents aqueux de substances dépassant les seuils autorisés (métaux, phénols, fluoranthène), ce qui a conduit à la mise en place d'une surveillance pérenne consistant à contrôler, pendant une durée de 2,5 ans et selon une fréquence trimestrielle, les paramètres en dépassement de la norme.

CIBEVIAL propose de mettre en place le suivi RSDE à l'issue des travaux de réaménagement du site, lorsque les activités d'abattage et de salle des ventes seront portées par une seule et même entité.

➤ *Sang*

Du sang peut rejoindre le réseau d'eaux usées en quantités anormales, provoquant un dépassement des normes de rejet (MO et DBO5 notamment). Des bacs de récupération et de rétention ont été disposés aux deux bouts de la chaîne

Les mesures prises par CIBEVIAL sont de nature à limiter fortement l'occurrence et la gravité de ces émissions.

Fumier, lisier, matières stercorales, sciures

L'impact du stockage sur site s'apprécie principalement en termes d'odeurs.

L'impact du stockage de fumiers et déchets associés renvoie à la question des odeurs.

➤ *Autres déchets liquides, pâteux ou solides*

Ces déchets font l'objet d'une collecte sélective et d'une élimination par des entreprises agréées, selon une procédure bien rodée, qu'il s'agisse du Matériel à Risque Spécifié (MRS), des déchets de tissus animaux, des déchets industriels banal, des déchets industriels dangereux.

Aucun impact local important ne paraît devoir être mis sur le compte de la production et de l'élimination de ces déchets hormis les odeurs.

312.4- Emissions lumineuses

Sur le site de CIBEVIAL, seules sont éclairées les voies de circulation, par des lampadaires du type de ceux qui équipent les voies publiques. Le mât d'éclairage central fait partie du système de sécurité. Il n'y a pas d'enseigne lumineuse à l'entrée ou sur l'alignement du site.

Aucun impact gênant n'est retenu au titre des émissions lumineuses.

312.5 - Emissions sonores

La source de bruit est constituée par l'activité principale, les équipements, le trafic (livraison des animaux, livraison de la viande, élimination des déchets) mais également par des émissions qui lui sont étrangères, le trafic routier alentour, la circulation aérienne, l'activité des sites voisins.

L'étude d'impact acoustique menée en décembre 2011 a montré

- . qu'en limite de propriété, 2 points sont non-conformes la nuit, ce qui au demeurant ne présente pas un caractère de gravité, le site n'étant pas habité la nuit et aucune habitation ne se trouvant à proximité
- . qu'au point d'émergence réglementée, les émissions sont conformes de jour comme de nuit, étant notée la dominance d'un bruit extérieur (circulation sur le Boulevard Urbain Sud)

En 2017, on peut s'attendre à une diminution de cet impact sonore déjà limité, suite à la réduction d'activité accusée par le site depuis 2011.

312.6 - Impact paysager

Le projet de restructuration du site prévoit principalement le repli de la fonction vente du Marché des Viandes dans des locaux existants de CIBEVIAL à aménager ; il est complété par un volet construction pour l'aménagement complémentaire d'un quai dédié à la viande foraine, adossé à un bâtiment de bureaux.

Il a été traduit en termes paysagers par un cabinet spécialisé en architecture industrielle.

Une nuisance visuelle peut résulter, sur certains sites, du fait de leur configuration, des opérations d'élimination des déchets. Dans le cas de CIBEVIAL, ce process est totalement discret vis à vis des tiers puisque la collecte se déroule à l'intérieur de locaux fermés et que l'élimination est opérée dans les parties centrales du site, loin des regards.

Globalement le bâtiment de CIBEVIAL respecte les dispositions du PLU et son impact visuel sur le paysage industriel qui l'entoure peut être considéré comme tout à fait acceptable.

312.7 – Circulation routière

La situation de CIBEVIAL se caractérise par l'absence d'habitation proche, l'existence d'une flotte importante de véhicules frigorifiques, un accès au site facile et bien desservi, des activités dissociées dans le temps et relativement distinctes physiquement.

Au total, aucun impact gênant n'est à retenir en ce qui concerne : l'habitat, la circulation hors site, la circulation sur site, l'ambiance sonore.

31.3 - MESURES COMPENSATOIRES OU CONSERVATOIRES

Ce paragraphe décrit les mesures compensatoires s'appliquant aux installations, ouvrages ou activités ayant un impact sur l'environnement (en distinguant le cas échéant entre mesures

existantes et mesures à créer), à savoir : les aérosols, les odeurs, les effluents, le sang, les déchets, le bruit, l'extension du bâti, la circulation.

313. 1- Consistance des mesures

AEROSOLS

La Tour Aéroréfrigérante fait l'objet de mesures d'entretien et de désinfection annuelles (vidange, nettoyage, désinfection), telles que consignées dans le manuel d'installation et de maintenance et mises en œuvre durant l'hiver.

Le dénombrement de légionelles est assuré à fréquence bimestrielle pendant la phase de fonctionnement de la tour.

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

ODEURS

La suppression de la station de prétraitement et de la fumière a apporté une solution radicale à cette question, qui n'a plus été soulevée par les PAPIERS PAVIOT, auparavant les principaux plaignants en butte aux odeurs émanant de l'abattoir.

On peut estimer aujourd'hui que les quelques sources d'odeurs qui subsistent (dégrilleur secondaire, quais de chargement-déchargement, aire de lavage des bétailières) présentent une nuisance supportable dans la mesure où elles se localisent au sein du site et non sur sa bordure comme naguère les installations supprimées, dans la mesure aussi où certaines d'entre elles ont un caractère intermittent.

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

EFFLUENTS

S'agissant du réseau d'assainissement, CIBEVIAL veille à sa maintenance, en matière d'étanchéité tout particulièrement.

En ce qui concerne les substances dangereuses de l'eau, l'établissement doit répondre à une demande de surveillance pérenne portant sur une période de 30 mois.

Les mesures compensatoires à mettre en place seront définies après achèvement des travaux de restructuration de l'établissement.

SANG

Plusieurs mesures ont été prises pour améliorer significativement sa collecte : chaque début de chaîne est pourvu d'une fosse récupératrice du sang suivie par un bac d'égouttage.

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

DECHETS

L'élimination des déchets en général relève des bonnes pratiques appliquées par les éliminateurs (sociétés PRODIA, NICOLLIN, VALTERRA).

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

FUMIERS, LISIERS, MATIERES STERCORALES

L'impact de l'élimination de ces déchets sur le milieu est amené à un niveau acceptable par l'application stricte du plan de gestion des bennes d'élimination : tri des déchets par

catégories, stockage en benne sur aire étanche et contrôlée, enlèvement régulier par une société spécialisée.

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

BRUIT

L'activité de CIBEVIAL génère un bruit modéré, d'autant plus acceptable qu'il est émis vers des personnes en situation de travail.

L'essentiel du bruit étant lié à la circulation et au stationnement des transporteurs sur le site, les mesures d'atténuation envisageables sont celles qui s'appliquent à cette nuisance.

Les mesures compensatoires sont les mêmes que celles qui s'appliquent à la circulation

CIRCULATION

L'essentiel de la circulation sur le site est lié à l'activité des grossistes, transporteurs, bouchers, prestataires qui génère un trafic hebdomadaire de 540 véhicules légers et 86 poids lourds. Bien que celui-ci soit directement lié à l'activité propre de CIBEVIAL, la conformité des véhicules de transport vis-à-vis de la réglementation n'est pas de sa responsabilité et il revient à chaque transporteur de veiller à son respect.

Néanmoins, CIBEVIAL rappellera les règles qu'elle souhaite voir appliquer, en particulier le respect du plan de circulation, la limitation de vitesse à 20 km/h, l'arrêt du moteur lors d'un stationnement prolongé.

Les mesures compensatoires ressortissent à un code de bonnes pratiques concernant le plan de circulation, la limitation de vitesse, l'arrêt des moteurs.

EXTENSION DU BATI

Le bâtiment existant et le bâtiment projeté seront traités en bardage métallique vertical gris clair pour en limiter l'impact visuel.

Le projet comporte plusieurs actions visant à la végétalisation de l'extension : plantation d'arbres de haute tige en périphérie de l'espace de stationnement au Sud et à l'Est, création d'une bande arborée faisant transition entre le parking et la façade Est et d'espaces engazonnés en pourtour de la zone de stationnement. L'extension du bâti se fera momentanément aux dépens d'un terre-plein engazonné mais les espaces périphériques non impactés par les voiries et la construction seront remis en espace vert.

Les mesures compensatoires d'un impact visuel sont d'ores et déjà intégrées au projet architectural du nouveau bâtiment.

313.2 - Coût des mesures

Le coût des mesures à créer est évalué à 20 000 euros hors taxes, soit le coût de la surveillance pérenne de 30 mois liée à la recherche de substances dangereuses dans l'eau.

Les autres dépenses relatives aux mesures compensatoires sont intégrées au budget général, il est quasiment impossible de les en extraire.

313.3 - Suivi des mesures

Le suivi des mesures compensatoires fait partie du fonctionnement normal de CIBEVIAL et relève de procédures de l'établissement en matière de Qualité-Sécurité-Environnement (manuel QSE).

31.4 - METHODES D'EVALUATION DES EFFETS

On a appliqué pour l'ensemble du site la **méthode S-V-C**, qui analyse à partir de l'activité et des équipements en place, les **sources** de nuisance possibles, leurs effets réels, en précisant chaque fois les **vecteurs** et les **cibles**.

Des **démarches spécifiques** ont été suivies sur les nuisances effectives constatées ou connues antérieurement.

31.5 – VOLET SANITAIRE

La méthode retenue

Le fonctionnement de la tour aéroréfrigérante constitue l'élément principal du volet sanitaire de l'étude d'impact.

Le soin apporté à la conception, à l'exploitation, à la maintenance de l'installation ainsi qu'au contrôle de la qualité des rejets ont été préférés à une étude d'impact dans la mesure où il est bien difficile dans le contexte industriel de CIBEVIAL de distinguer entre les rejets des établissements qui s'y trouvent représentés.

La description de l'installation

La Tour Aéroréfrigérante, élément principal du circuit de refroidissement des compresseurs, a été mise en service en 2013.

Elle fonctionne du printemps à l'automne en circuit d'eau ouvert à l'air sur 1 module. Les eaux de condensation sont aspirées par des pompes situées dans la salle des machines et rejetées dans le réseau d'eaux usées.

Il y a consignation de la consommation d'eau mensuelle et des analyses de suivi.

Le traitement d'eau comprend deux injections à la pompe doseuse à l'entrée du circuit des produits

Les mesures d'entretien et de désinfection annuelles (vidange, nettoyage, désinfection) sont mises en œuvre durant l'hiver (entre novembre et avril)

La surveillance analytique

Les analyses sont réalisées sur l'eau de circuit et l'eau chaude sanitaire, la surveillance porte sur le titre hydrométrique hebdomadaire par méthode interne, le dénombrement bimensuel des Légionelles, le bilan qualité annuel.

Qu'il s'agisse de l'eau de circuit ou de l'eau chaude sanitaire, aucune présence de Legionella sp n'a été détectée, aucune présence de Legionella pneumophila.

L'ensemble des dispositions prises permet de limiter le risque Légionelle à un niveau acceptable au droit du site de CIBEVIAL.

31.6 – ARTICULATION AVEC LES PLANS TOUCHANT LES EMA

S'agissant des incidences du projet, l'article R214-6 du code de l'environnement fait ressortir une attention particulière vis-à-vis des eaux et des milieux aquatiques (EMA), dont les sites Natura 2000, le SDAGE et le SAGE.

L'inventaire des sites Natura 2000 de la Région Rhône Alpes indique l'existence de 2 Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) à 13.5 km au Nord de CIBEVIAL, qui ne peut d'avoir d'impact, direct ou indirect sur eux.

Dans une plus grande proximité avec CIBEVIAL, on compte quatre (4) ZNIEFF 1 portées à l'inventaire du patrimoine naturel pour leur avifaune. L'établissement n'est nulle part au contact direct avec une de ces zones.

Le SDAGE Rhône Méditerranée et Corse établit les grandes orientations de la protection et de la gestion de la ressource en eau.

Le SAGE de l'Est Lyonnais décline ces orientations dans la zone comprise entre Lyon et Satolas en Est-Ouest et de Jonage à Moins en Nord-Sud. Il privilégie le rejet des eaux pluviales dans le milieu souterrain grâce à des dispositifs permettant leur infiltration après une épuration comprenant a minima décantation et déshuilage.

Pour ce qui la concerne, CIBEVIAL est raccordée pour ses eaux pluviales au réseau communautaire. Le futur bâtiment sera assaini de même, selon les dispositions validées par le permis de construire du 14 septembre 2016, qui limite le débit de rejet et impose l'implantation d'un dispositif de rétention d'une capacité de 38 m3. Les eaux de voiries seront collectées et rejetées dans le réseau existant après transit par un séparateur à hydrocarbures.

31.7 - RAISONS DU PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

Le chapitre 2 du DDAE vise à la description de l'état futur du site, qui prend en compte les principales décisions de l'établissement : la cession de la totalité du marché vif et de 80 % du marché des viandes, la déconstruction intégrale de la station d'épuration et la cession du terrain qu'elle occupait, la construction d'un bâtiment administratif.

Sur un site industriel au cœur d'une zone industrielle, le scénario sans projet ne peut guère différer du scénario avec projet du point de vue de l'environnement, qui restera industriel dans les deux cas : des changements naturels ne peuvent pas vraiment être attendus. Cependant, du fait de la réduction des surfaces et de l'activité, il y aura réduction de l'impact du site sur les compartiments du milieu listés à l'article R122-5. II, 5° du code de l'environnement.

L'établissement ne fait pas état de solutions alternatives pour l'aménagement futur du site car il n'a pas vraiment le choix : la délocalisation des abattoirs n'est pas à l'ordre du jour, l'activité d'abattage est en baisse drastique depuis plusieurs années, le nouveau plan masse s'adapte de manière optimale à cette évolution, le bâtiment administratif projeté à l'angle sud-est du corps de bâtiments existant se veut mieux adapté aux besoins, il n'aura pas d'effet significatif sur l'environnement, sauf un effet positif grâce au traitement paysager dont il fera l'objet.

31.8 – REMISE EN ETAT DU SITE A LA CESSATION D'ACTIVITE

318.1 CESSATION TOTALE

En application du décret 77-1133, article 3 - alinéa e, les mesures visant à sécuriser un site en cas de cessation de l'activité sont décrites dans un document produit par l'Entreprise 3 mois avant la fermeture effective du site.

CIBEVIAL s'engage à réaliser le moment venu le document prescrit par le décret en référence (ou par le texte réglementaire qui s'y substituera le cas échéant).

318.2 - CESSATION PARTIELLE

3182.1 - Projet global

Le projet de vente d'une partie du site CIBEVIAL (le Marché Vif, la station d'épuration, la fumière, l'aire de lavage des véhicules) appelait une étude des conséquences d'une cessation d'activité partielle, commanditée par CIBEVIAL, ce qu'elle a fait en missionnant APAVE en juillet 2015.

L'usage futur du site est clairement affiché, en conformité avec les dispositions du PLU, comme la poursuite de l'usage actuel, c'est-à-dire celui d'une zone d'activités économiques.

Les bâtiments de la zone concernée sont décrits, chacun d'entre eux a fait l'objet d'un dossier technique amiante, d'où il résulte que contiennent des matériaux et produits amiantifères : le bâtiment du Marché Vif et le hangar à fourrage ; n'en contenaient pas la fumière et la station d'épuration, aujourd'hui détruits.

L'étude détaille les mesures qui seront prises en vue de la mise en sécurité du site en ce qui concerne l'élimination des déchets, l'accès au site, la gestion du risque incendie, la surveillance des effets de l'installation sur le sol, le sous-sol et la nappe.

3182.2- Diagnostic sectoriel des sols

Deux secteurs ont été investigués depuis 2015 : l'un au Sud Ouest du Marché Vif, l'autre à l'Est du Marché Vif.

31822.1 - Secteur au Sud Ouest du Marché Vif

Les investigations ont conduit à la mise en évidence d'un impact de faible étendue horizontale et verticale et de faible teneur en hydrocarbures lourds dans le secteur de l'ancien compostage des boues de station.

L'analyse conclut à l'absence de risque de transfert de la pollution vers la nappe souterraine d'une part, vers les milieux de surface et les usagers du site d'autre part après application du plan de gestion.

31822.2 - Secteur à l'Est du Marché Vif

Le diagnostic des sols d'une partie (600 m²) de la parcelle AS 86 ne relève aucune anomalie significative sur les composants organiques et métalliques analysés, en foi de quoi, le BET ne formule aucune préconisation pour la gestion future de la parcelle.

3.2 - ETUDE D'IMPACT

L'Etude d'Impact vise à établir les effets de l'installation sur l'environnement en fonctionnement normal et à décrire les mesures propres à les diminuer ou les supprimer. L'étude s'appuie sur le chapitre 2, dont il n'a été extrait que les éléments utilisables pour l'évaluation des impacts.

32.1 – ANALYSE DE L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

321.1– CONTEXTE GEOGRAPHIQUE

- **Localisation**

Les Annexes 6, 7, 8 donnent cette localisation à des échelles croissantes.

CIBEVIAL se situe dans la ZAC de Montmartin, dont elle occupe le centre. La ZAC elle-même se localise dans la partie Nord-Est de la commune de Corbas (69) qui fait partie de la 2^{ème} couronne de communes suburbaines de l'agglomération lyonnaise et qui se place dans la partie Sud de cette couronne.

On est là dans une entité géographique appelée communément Plaine de l'Est Lyonnais, plus précisément à l'extrémité Sud Ouest de cette plaine, là où elle forme un coin, délimité à l'Ouest par le Rhône (qui est à 5 km) et au Sud par l'Ozon (à 5 km également).

- **Accès**

La ZAC est accessible à partir :

- de la Rocade Est A 46 (sortie du Velin, n°14) puis la D 301 (Boulevard Urbain Sud ou BUS) ; de là, en poursuivant par la rue Marcel Mérieux, l'avenue de Montmartin et la rue du Mont Blanc ;
- de l'Autoroute A7 (Echangeur de Feyzin) puis le BUS, la rue du Vercors et la rue du Mont Blanc.

- **Topographie**

La ZAC se situe dans une région de plaine faiblement ondulée, sans thalweg marquant, qui occupe l'extrémité méridionale de la Plaine de l'Est Lyonnais. Celle ci se termine vers le Sud sur la vallée de l'Ozon, au-delà de laquelle commence un autre paysage, celui des collines molassiques de Marennes et de Chaponnay.

L'altitude moyenne de cette plaine est de 203 m.

321.2 – ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

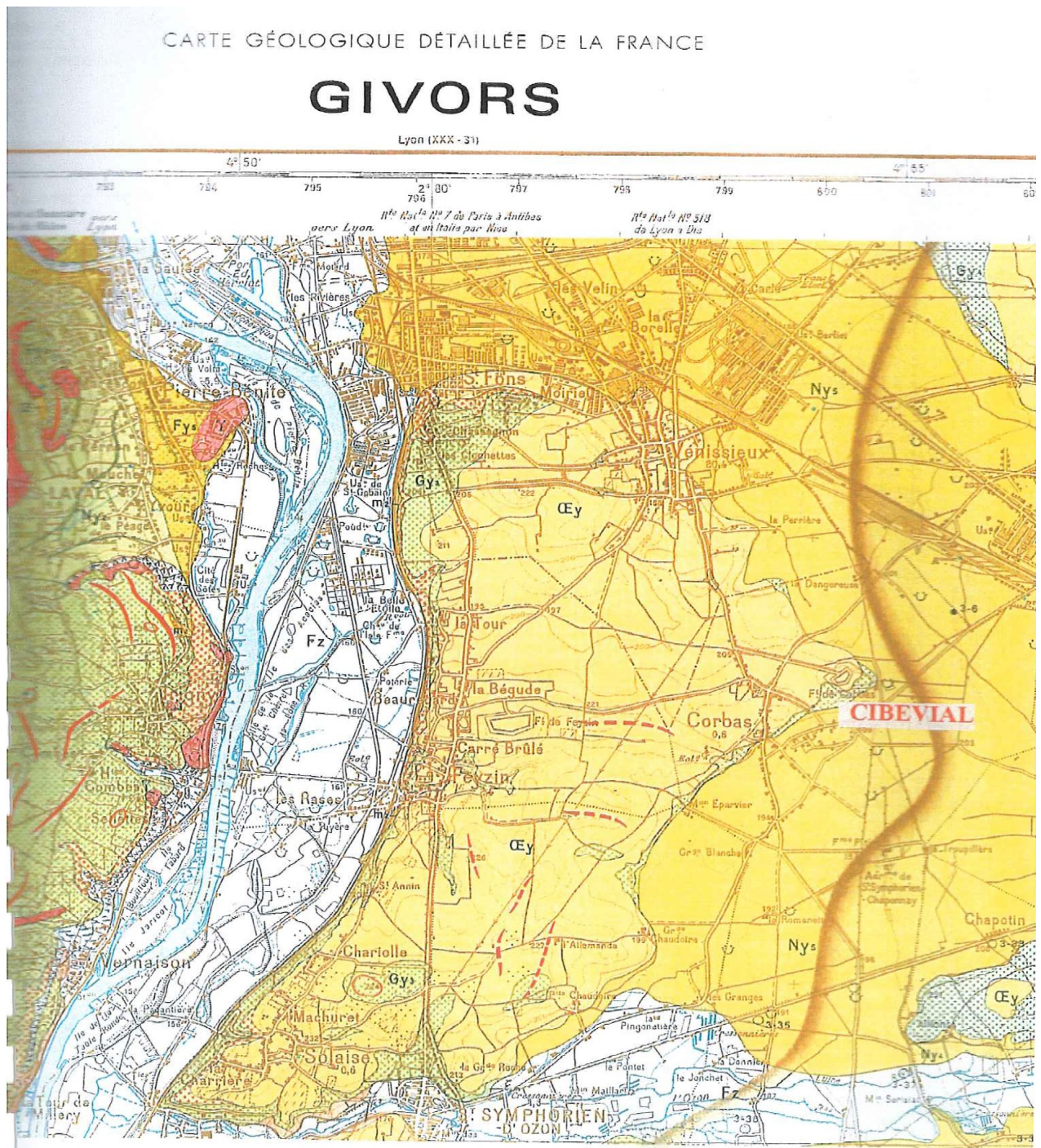
- **Contexte géologique**

La carte au 1/50 000^e de GIVORS n° 722 et sa notice explicative constituent la référence de cette description.

Le substratum géologique de CIBEVIAL est constitué par la nappe du fluvio-glaciaire de Grenay (formation notée Ny 5), très vite recouverte à l'Ouest par une formation morainique à faciès argileux dominant (dite du stade de Communay et notée Gy 3), elle même recouverte par un dépôt d'origine éolienne (loess noté OEy).

La formation Ny5 constitue les couloirs d'écoulement fluvio-glaciaires de la rive gauche du Rhône : CIBEVIAL se situe ainsi dans le couloir de Saint Priest, à la racine du V formé par la branche de Vénissieux (orientée vers le Nord Ouest) et la branche de Saint Symphorien d'Ozon

(orientée vers le Sud Ouest). Cette position géo-topographique est importante à souligner car elle a des implications hydrogéologiques.



➤ Contexte hydrogéologique

La ZAC se situe au-dessus du **système aquifère noté 152 e** (nomenclature de L'AGENCE DE L'EAU), qui a une extension plurikilométrique et est constitué par une formation fluvioglaciale à faciès sablo graveleux à caillouteux.

Pour l'ensemble du système 152 e, **la surface de la nappe** est à une profondeur moyenne de 20 m, avec des fluctuations saisonnières de faible amplitude (1,50 m), entre des hautes eaux qui se situent en automne-hiver et des basses eaux qui se produisent le plus souvent en juillet-août. La

piézométrie de l'aval du système est contrôlée, depuis 1990, par le forage n° 16 du réseau exploité par la DIREN.

L'écoulement général est orienté Est- Ouest, mais il s'infléchit au droit du site, le plus souvent vers le Sud Ouest, avec possibilité de s'orienter au contraire vers le Nord Ouest dans certaines conditions hydrogéologiques (ce comportement instable est propre aux lignes de crête hydraulique).

Les caractéristiques hydrauliques moyennes sont les suivantes :

- porosité : 15 % ;
- perméabilité horizontale : de 10-3 m/s à 0,5.10-3 m/s ;
- perméabilité verticale : de 1 m/h à 1 m/j selon les endroits.

L'eau de la nappe a une **composition** de type bicarbonaté calcique. Les teneurs en nitrates sont élevées, dépassant en plusieurs endroits le seuil de potabilité (50 mg/l). Sa température moyenne annuelle est de 12-13° C. Les caractéristiques physico- chimiques de la nappe sont contrôlées par un forage appartenant au réseau de surveillance de la DIREN et situé dans la partie Nord Est de la commune de CORBAS.

La nappe est utilisée pour des besoins à la fois alimentaires, industriels et agricoles.

Les exploitations destinées à une alimentation collective les plus proches sont celles de :

- l'AEP de Corbas - Feyzin : forage Romanette, lieu dit Les Bruyères, exploité par la SDEI pour le GRAND LYON ;
- l'AEI de Corbas : forage Ferme Pitot (alias forage CCI), exploité par VEOLIA pour le compte de l'Association Syndicale du Lotissement Industriel de Vénissieux - Corbas - Saint Priest.

L'extrémité Nord du périmètre de protection éloigné de ce forage (voir infra) concerne la partie Sud de la ZAC et du site de CIBEVIAL sur une superficie réduite.

La vulnérabilité de la nappe doit être envisagée d'une part vis à vis de la sécheresse, d'autre part vis à vis de la pollution.

Vis à vis de **la sécheresse**, la nappe présente une vulnérabilité faible car l'aquifère a des réserves interannuelles importantes lui permettant d'effacer, la plupart du temps, les périodes d'alimentation déficitaire.

Vis à vis de **la pollution** (carte de vulnérabilité des eaux de LYON au 1/250 000^e) sa vulnérabilité est notée comme très forte (absence de couverture protectrice, profondeur faible, perméabilités élevées, position en amont hydraulique). Le développement économique de la région (industrie, agriculture, urbanisation) est un facteur d'agressivité potentielle vis à vis du milieu souterrain. La conjonction d'une forte vulnérabilité et d'un aléa de pollution élevé constitue ainsi un risque important pour la nappe.

Cette dernière appréciation vaut pleinement pour l'aquifère 152 e en général, mais elle doit être atténuée au droit de CIBEVIAL dont l'activité présente un niveau d'aléa de pollution peu élevé et génère donc un risque limité. Toutefois, on ne perdra pas de vue que sa localisation, à la racine du V du couloir de Saint Priest, c'est à dire sur la ligne de partage des eaux souterraines, fait que si une pollution intervenait en cet endroit elle risquerait de se propager à la fois (ou successivement) dans la branche Nord-Ouest et dans la branche Sud-Ouest.

La question de la protection des eaux souterraines est développée plus loin. La vérification périodique de l'étanchéité du réseau est à même de garantir cette protection.

➤ *Contexte hydrologique*

Il n'y a aucun cours d'eau de surface dans ou à proximité de la ZAC, preuve d'une grande perméabilité du sol et du sous-sol. Ainsi, l'évacuation des eaux de pluie se fait soit par infiltration dans le sous sol là où il est à nu, soit par le réseau d'eaux pluviales mis en place par la collectivité et par les établissements de la zone.

➤ *Contexte climatologique*

Les données utilisées ont été fournies par la Station de BRON Aéroport, gérée par METEO France.

Elles couvrent la période allant de janvier 1991 à décembre 2000.

La rose **des vents** figure la fréquence des vents en fonction de leur provenance, pour 3 groupes de vitesse (ou force). On voit que les vents dominants sont les vents du Nord- Nord Ouest, repère 34 (12,1 % des vents), suivis de très près par les vents du Nord, repère 36 (11,6 % des vents), puis par les vents du Sud, repère 18 (10,7 % des vents). Ainsi, le climat régional est rythmé par 3 types d'influences : océaniques, continentales et méditerranéennes.

Autre caractéristique du régime éolien régional : les vents de moins de 2 m/s totalisent 31 % de l'ensemble des vents, les vents de plus de 8 m/s représentent 4,9 % de l'ensemble. Parmi ces derniers, ce sont les vents de secteur Sud (entre 160° et 240°) qui présentent les vitesses instantanées les plus élevées (comprises entre 24 et 32 m/s).

La température moyenne annuelle de la période est de 12°5, la température moyenne mensuelle la plus élevée étant observée au mois d'août (22°8), la plus basse au mois de janvier (3°8). C'est également au mois d'août que l'on constate la valeur la plus élevée de la moyenne des températures maximales (28°) et aussi de la moyenne des températures minimales (16°5). C'est également au mois de janvier que l'on constate la valeur la plus basse de la moyenne des températures maximales (6°8) et aussi de la moyenne des températures minimales (0°7), mais c'est février qui a en moyenne le plus de jours de gelée (5,0) et le plus de jours de neige (3,3). Et c'est encore un mois d'août (celui de 1998) qui détient le record des températures élevées (37°7) et un mois de janvier (celui de 1999) le record des températures basses (- 11°8).

Les précipitations moyennes annuelles se sont montées à 874,1 mm, le mois le plus arrosé en moyenne ayant été septembre (122,3 mm) et le moins arrosé février (39,6 mm). Le maximum quotidien absolu de précipitations a été enregistré en septembre 1993 avec 80 mm.

Le brouillard (défini par une visibilité inférieure à 1 km) est le plus fréquent en février (5,1 jours en moyenne) et en janvier (5,0 jours), puis en décembre (3,8 jours) et en novembre (3,3 jours).

321.3- PLAN LOCAL D'URBANISME

La commune de Corbas est incluse dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la METROPOLE DU GRAND LYON approuvé le 11 juillet 2005, déclaré opposable le 5 août 2005 et mis à jour le 23 février 2016.

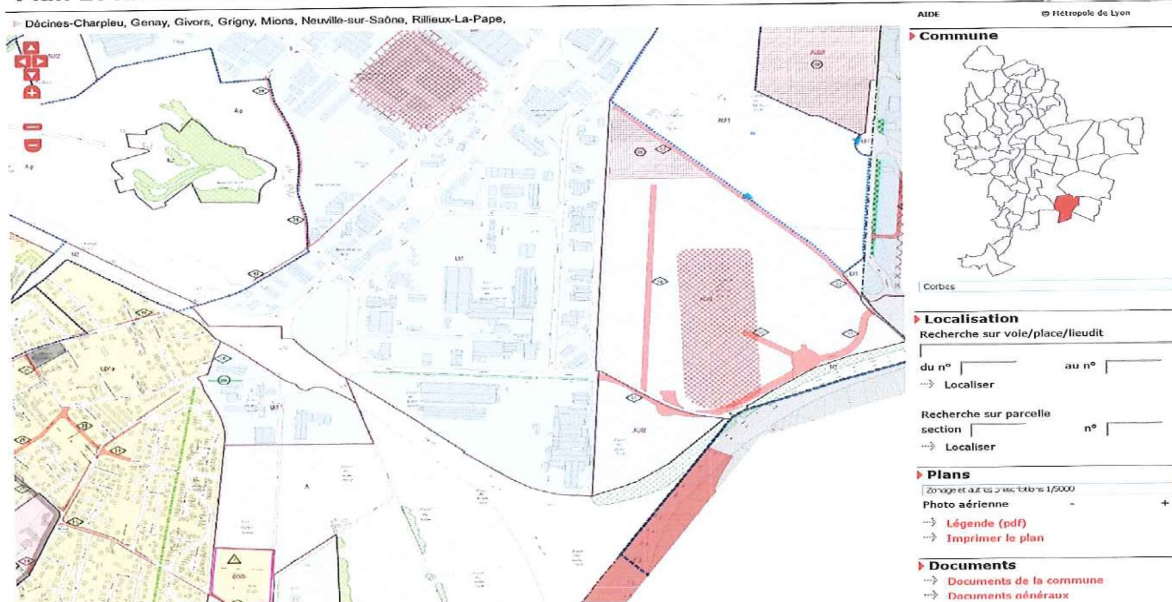
L'extrait du PLU centré sur CIBEVIAL est donné en

Local d'Urbanisme de la Métropole de Lyon

http://plu.grandlyon.com/plu.php?select_commune=CORBAS

Plan Local d'Urbanisme

Annexe 16



EXTRAIT DU PLU DE CORBAS ZONAGE

EXTRAIT DU PLU DE CORBAS REGLEMENT

LES ZONES

Urbaines



UA



UB



UV



USP



UC



URP



UI



UD



UL



UX



Contour de zone



UE

A urbaniser



AUA-C-D-E ou V



AUL



AUI-AUL



AU1-2 ou 3



AUX



AUSP

Agricoles



A

Naturelles



N

AUTRES PRESCRIPTIONS

Les emplacements réservés

Equipement public
ou d'intérêt généralEspace vert
ou terrain de sport public

Voirie

Cheminement
piéton ou cycliste

Servitudes L 123-2-

Périmètre d'attente
de projet
art.L.123-2-a)Réserve pour
programme de
logements
art.L.123-2-b)Localisation préférentielle
pour équipement
art.L.123-2-c)

Dispositions particulières aux activités économiques

L'induire
toutes ActivitésL'induire artisanal
et commercial

Richesse du sol et sous-sol

Prescriptions relatives au patrimoine végétal et bâti

Espace
boisé
ClasséEspace
boisé
Classé Partiel
Arbre remarquablePlantation sur
domaine publicEspace
végétalisé à
mettre en valeurTerrain
urbain
CultivéFilament Bâti
à préserver

Prescriptions relatives à l'implantation des constructions

Espace
non-aedificandi

Marge de recul

Ligne
d'implantationPolygone
d'implantationContinuité
ObligatoireDiscontinuité
Obligatoire

Prescriptions d'aménagement

Débouché
piétonnierDébouché
de voirieCheminement
à préserverEspace Végétalisé à créer
prescription illégale
jugement du T.A. de Lyon
8.02.2007

Périmètres de Risques



Technologique ZPR



Technologique ZPE



Technologique ZPE1



Technologique ZP

Inondation
(Ruisseaux non
domaniaux)Mouvements Terrain
Zone de préventionMouvements Terrain
Zone de vigilance

Commune



Arrondissement

Voir plan 2 000'
ou plan masseVoir orientations
d'aménagement
(L123-1 3et.)

CIBEVIAL est situé dans la zone UI 1 du PLU, à l'intérieur d'un triangle délimité par :

- la voie ferrée à l'Est,
- le Boulevard Urbain Sud (BUS) au Sud Ouest,
- la rue Louis Pradel au Nord Ouest.

Sont admis sous conditions :

- les activités économiques
- les entrepôts et commerces de gros
- les bureaux, services, hébergements hôteliers et restaurants
- les carrières (dans le périmètre de richesse du sous-sol)
- les équipements publics ou d'intérêt collectif
- les commerces de détail nécessaires à la vie quotidienne (inférieurs à 100 m²), les dépôts de vente, les commerces liés à l'automobile
- l'habitat lié aux activités de la zone et les extensions limitées à 30 m²
- en UI1, le stockage et le dépôt de matériaux et de matériel à l'air libre s'il est lié à l'activité et s'ils ne sont pas visibles depuis les voies ou les terrains voisins.

Les points remarquables de l'environnement au large de l'établissement sont :

- l'aérodrome de CORBAS, un des principaux centres de parachutisme de France
- le Fort de CORBAS, ancien fort militaire, actuellement propriété de l'Etat et dans laquelle la Commune souhaite développer à terme un projet d'intérêt collectif
- la ZAC du Pôle Alimentaire également appelée ZAC 3.

Les servitudes d'utilité publique concernent :

- **la protection des captages " CCI de CORBAS"**, qui alimentent la ZI de Vénissieux, Corbas, Saint Priest et sont situés au Sud de la ZAC : l'arrêté préfectoral du 04.10.1972 institue l'obligation pour les établissements de prendre des précautions en cas d'accident à telle fin que la nappe d'eau souterraine n'en subisse aucun préjudice.
- **la protection des captages de CORBAS Centre** (arrêté du 03.06.1976)

A noter qu'ont été abrogées, lors de la mise à jour du POS de la COURLY, les servitudes liées à :

- **la protection du Centre de réception–émission radioélectrique du Fort de CORBAS**, tant en ce qui concerne les perturbations électromagnétiques que les perturbations dues à des obstacles physiques.

Le règlement de la zone UI prévoit :

- un Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de 60 % (le Coefficient d'Occupation des Sols n'est pas réglementé)
- une hauteur maximale des bâtiments imposée à la limite de la zone (4 mètres à la limite d'une zone d'habitat)
- une distance minimale
 - avec la limite de référence (voies et places) : entre 10 et 25 mètres le long des voies délimitant la zone UI1 et ne donnant pas accès au terrain d'assiette de la construction
 - avec la limite séparative latérale : 4 mètres
 - avec la limite séparative de fond de parcelle : 4 mètres
- un aspect extérieur respectant les règles d'insertion du site dans l'environnement pour le volume, les matériaux, les couleurs, les façades, les clôtures, les mouvements de terrain, les équipements techniques enterrés ou aériens, le plan masse.
- un stationnement devant
 - correspondre aux besoins
 - se faire en dehors de la voie publique
 - tenir compte de la fonction livraison (y compris son impact sur le trafic)

- comporter au moins 1 arbre pour 4 places de stationnement
- des espaces libres et des plantations (surfaces non occupées par l'emprise des constructions, les aménagements de voiries, les accès et les aires de stationnement), censés :
 - représenter au moins 10 % de la surface totale du terrain
 - participer à « la mise en scène qualitative du bâtiment ».

321.4 – ENVIRONNEMENT AGRICOLE

Avec des actifs (au sens de l'INSEE) qui représentent environ 1 % de la population totale, Corbas n'est évidemment plus une commune à vocation agricole. Il demeure qu'elle conserve une activité agricole substantielle puisque s'exerçant sur une superficie de 500 ha.

L'évolution future de l'espace agricole est contrastée. A l'Ouest de la ZAC, le domaine agricole est en zone de richesse naturelle en raison de la valeur agricole de la terre et de la qualité des paysages ruraux. Au Sud, commence une zone où l'activité à dominante agricole est à pérenniser. Au Nord Est de la rue Louis Pradel, à l'Est de STEF Logistique, au Sud Ouest des PAPIERS PAVIOT, existent des zones qui sont des espaces naturels peu ou pas construits et équipés, destinés à accueillir à plus ou moins long terme le développement de l'agglomération ; actuellement, les possibilités d'aménagement et de construction sont limitées aux activités qui y sont implantées et notamment le maintien de l'espace agricole. A l'Est de la ZAC l'espace est dévolu à l'aménagement de la ZAC n° 3.

Totalement incluse dans la zone d'activités, CIBEVIAL n'est nulle part au contact avec l'espace agricole.

321.5 – ENVIRONNEMENT NATUREL

Compte tenu des caractères de la zone, la vie animale et la vie végétale sont depuis longtemps déjà totalement perturbées et fortement réduites ; ni l'une ni l'autre ne fait l'objet d'une quelconque protection.

L'inventaire des sites Natura 2000 de la Région Rhône Alpes indique l'existence de 2 Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) à 13.5 km au Nord du site de CIBEVIAL :

. FR 820 1638 - Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône de Jons à Anthon

. FR 820 1785 - Pelouses et milieux alluviaux et aquatiques de l'Ile de Miribel Jonage

En outre, dans une plus grande proximité avec le site CIBEVIAL, on compte 4 sites ZNIEFF 1 portés à l'inventaire du patrimoine naturel.

. ZNIEFF 1 n° 69000007 - Les Gravières de Berlay et de Pierre Blanche, à la sortie ouest de Mions, à l'Est immédiat de l'avenue Montmartin, juste derrière la ligne des entreprises qui la bordent : « zone associant des milieux aquatiques d'origine artificielle et un espace bocager favorisant la diversité de l'avifaune, au cœur d'une vaste plaine agricole uniforme »

. ZNIEFF 1 n° 69000008 - La Plaine des Grandes Terres, à la sortie Ouest de Corbas : « vastes parcelles de pleines cultures composant la totalité du secteur, intégrant 10 km de haies et des jachères étendues ayant favorisé le développement de l'avifaune »

. . ZNIEFF 1 n° 69000009 - Les cressonnières de Simandres et Saint Symphorien d'Ozon : « ilot aquatique d'origine artificielle, le castor est présent »

. ZNIEFF 1 n° 69000010 - Les Prairies de l'Aérodrome de Corbas, au Sud Est immédiat de Corbas : « ensemble prairial sans piste revêtue, produisant 900 tonnes de foin par an depuis 1990, ayant permis le développement de l'avifaune »

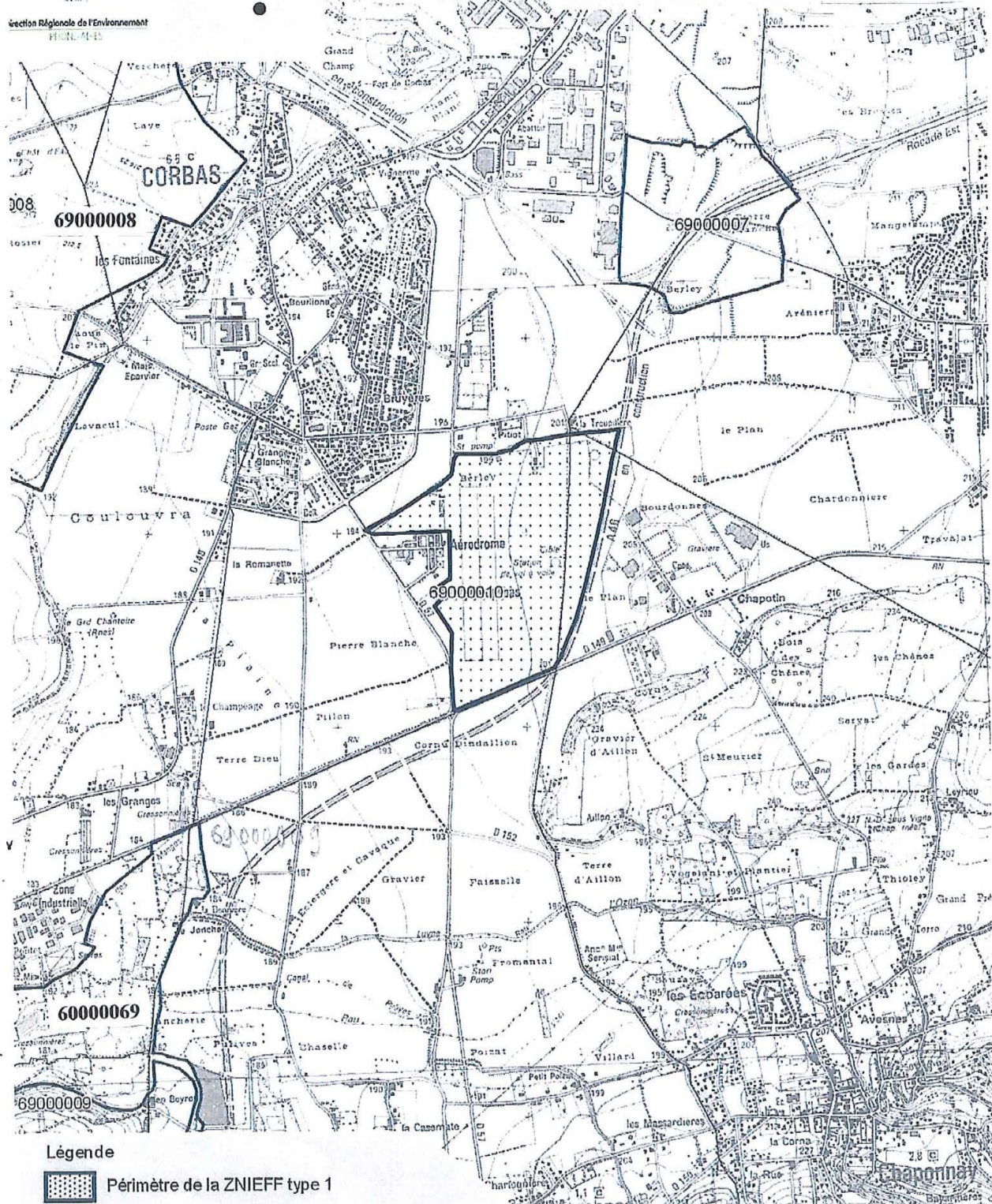
Aucun de ces sites n'est en contact direct avec le site CIBEVIAL, qui ne saurait avoir d'impact significatif sur l'avifaune



Ministère de l'Environnement
Direction Générale de l'Équipement Rural
Service de l'Équipement Rural

Direction Régionale de l'Environnement
Rhone-Alpes

Inventaire du patrimoine naturel ZNIEFF* N°69000010



* Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique 2e édition 2007
Il constitue un outil d'alerte et ne peut être interprété à une échelle plus fine sans investigation complémentaire
Edition : InfoSIG Cartographie - www.infosig.net - Annecy

Echelle : 1 / 25 000
fonds IGN Scan 25 (C)

321.6 – ENVIRONNEMENT HUMAIN

➤ *Population*

Le PLU de Corbas, mis à jour en février 2016, indique une population totale de 9 259 habitants, en augmentation de 1918 habitants, soit un rythme d'accroissement de 1.5 % par an depuis le recensement de 1999 (dans le même temps, le Grand Lyon affiche un rythme de 0.32 % l'an).

Avec une tranche d'âge des moins de 20 ans établie à 30%, Corbas fait figure d'une commune jeune, à potentiel de développement économique et résidentiel fort.

Et d'une commune qui a su conserver un bon équilibre entre les occupations des sols, puisqu'on y trouve un habitat dense et étendu, plusieurs zones industrielles, de vastes espaces agricoles, un aéroport militaire.

➤ *Habitat*

La ZAC touche par sa pointe Sud Ouest une zone d'habitat de moyenne densité. Mais CIBEVIAL elle-même n'a pas de contact avec cette zone.

En dehors des personnes dont la présence sur place est nécessitée de jour comme de nuit par des tâches de sécurité, gardiennage, maintenance, logistique, il n'y a pas de population résidente.

Il convient de mentionner par ailleurs les étudiants de l'INFOMA qui, sans constituer une population résidente à proprement parler, sont présents dans la zone pendant une bonne partie de l'année.

➤ *Sites classés*

Le territoire de la commune recèle plusieurs sites de recherches archéologiques mais aucun ne se situe à proximité de CIBEVIAL.

➤ *Zones de loisirs*

Aucune de ces zones ne se situe à proximité de CIBEVIAL.

321.7 – ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL

La ZAC est jointive au Nord-Ouest avec la zone de Gros Gravier Sud-Montmartin Ouest, dédiée aux activités industrielles, techniques, artisanales, de bureaux et de services. A terme, elle sera mitoyenne à l'Est avec la ZAC n° 3. A sa pointe Nord-Est elle jouxte le site de la carrière de la Société Perrier.

CIBEVIAL, par sa position centrale, est environnée d'établissements industriels ou d'établissements liés à l'activité industrielle. L'industrie de la viande y domine à l'évidence fortement, accompagnée par plusieurs métiers d'importance pour elle (entrepôts frigorifiques, soudure, garage poids lourds), par les structures professionnelles afférentes et par un centre de formation spécialisé ; des métiers immédiatement connexes (métiers de bouche : gastronomie, traiteurs, fournisseurs de restauration) sont également présents sur le site.

La liste, l'implantation, l'activité principale des voisins immédiats de CIBEVIAL, désignée par « les entreprises du premier cercle » sont données en ci-dessous : il s'agit des établissements présents de part et d'autre des 4 avenues qui enserrent le site des CIBEVIAL. Le numéro d'ordre affecté aux établissements de la liste, purement interne au présent dossier, est attribué « dans l'ordre des aiguilles d'une montre » en partant du site de BIO-DISTRIFRAIS, point de repère très visible au carrefour de la rue du Mont Blanc et de la rue du Vercors.

La liste indique également le classement des entreprises : parmi les 30 entreprises répertoriées, 4 sont sous le régime de l'autorisation, 6 sous le régime de la déclaration.

LOCALISATION DES ENTREPRISES RIVERAINES

Rue du Mont Blanc

Gauche

1. Bio-Distrifrais (fruits et légumes frais) - Fermé
2. ARCUS INOX
3. GAM.PRO (mobilier, conditionnement, matériel de pesage et de boucherie)
4. Locaux inoccupés
5. AMBALIA - Papiers Services V
6. Bigard - Régime D

Droite

- 6 bis - SOROVIM - Friche 3 ha

Rue de la Chartreuse

Droite

7. La Poste Ro

Gauche

8. Corallis (groupement d'employeurs JOBWAY, institut de formation AGMETRA) 50 employés
9. Carnegie Hall (restauration) 350 clients + 15 employés

Avenue de Montmartin

10. Davigel – Davifrais (groupe Nestlé : glaces, surgelés) - 200 employés - Régime D
11. Brake France (plats cuisinés) - 85 employés
12. Paloma (ex Bô et Zin)
13. Rolland Emballages (fruits et légumes) 6 employés
14. SOBEVAL Rhône (négoce en gros de viande de veau) 23 p
15. Centre Express Limousin (transport logistique) - 90 employés
16. Le Ryad (restauration) - Capacité 200 clients - Fermé
17. Le Ryad (restauration)

Rue Marcel Mérieux

Gauche

18. STEF (transports frigorifiques) - 150 employés - Régime A
- 19 - France Express - 145 employés
- 20 - GEODIS (transports frigorifiques)
- 21 - France Express - 145 employés

Droite

22. Saveurs d'Antoine (logistique en produits carnés)
23. PAE dont Carrier Transicold (centre de test de véhicules frigorifiques) - 17 employés
24. Grand Frais (produits de la mer) - Régime D
25. Cerise et potiron (fruits et légumes) - 60 employés
26. PROVIDIS
27. Gobillot (climatisation de véhicules légers et de poids lourds) - 30 employés

Rue du Vercors

Gauche

28. Bassin de rétention de la ZAC
29. Institut de soudure
30. Côté Grais
31. Reverchon Sports (pièces et produits pour voitures de sport) - 4 employés

- 32. Central Cash (volailles, charcuterie) - 9 employés
- 33. Saveurs d'Antoine (logistique en produits carnés)
- 34. Viabat (traitement et vente d'abats) - 20 employés -Régime D
- 35. A2F - EKIPLC (location de matériel des BTP)

Droite

- 36. Gobillot (climatisation de véhicules légers et de poids lourds) - 30 employés
- 37. Papiers Paviot (papiers peints) - 80 employés - Régime D
- 38. Gast (produits d'Alsace) - 50 employés - Régime A
- 39. INFOMA (Institut National de Formation du Ministère de l'Agriculture) - 88 étudiants
- 40. Allamanche (travail du cuir)- Régime D

321.8 – PAYSAGES

La ZAC est située dans une zone de plaine faiblement ondulée. Elle a été gagnée sur l'espace agricole, qui reste cependant très présent puisqu'il borde en grande partie les 3 côtés du triangle qu'elle forme. Et s'il n'y a pas de paysage ou de site spécifiquement protégé à proximité immédiate, le zonage exprime la préoccupation de voir les paysages (et naturellement aussi l'activité) agricoles préservés.

Le côté Ouest est bordé, sur le tiers Nord, par une zone d'activité. Sa pointe Ouest est au contact avec l'agglomération de Corbas. Le site de la carrière de Mions - Corbas, situé à l'angle Nord Est mais à l'extérieur, est exploité par la Société PERRIER.

Déjà très largement occupée, la ZAC constitue en elle-même un paysage industriel, typique des zones d'activités modernes. CIBEVIAL est totalement englobée dans cet ensemble, dont la vue aérienne (mission IGN 1999) montre les particularités paysagères (Annexe 7)

321.9 -VOIES DE CIRCULATION

La ZAC est **bornée** par le BUS au Sud Ouest, par la rue Gabriel Péri au Nord Ouest et la Rue du Petit Bois à l'Est.

Elle est desservie par un « boulevard de ceinture intérieur » constitué par la rue Marcel Mérieux, l'avenue de Montmartin, la rue du Mont Blanc et la rue du Vercors.

On entre dans CIBEVIAL, comme dans les autres unités du Complexe, par la rue du Mont Blanc et la rue Montmartin.

32.2– EVALUATION DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Les effets du site sur l'environnement sont analysés ici d'après ses caractéristiques techniques, en adoptant la méthode dite **SVC** qui consiste à qualifier :

- les sources **S** potentielles d'atteinte à l'environnement : prélèvements dans le milieu, rejets atmosphériques, rejets liquides, rejets solides, odeurs, bruit ...;
- les vecteurs **V** de transmission des nuisances : atmosphère, sous sol, équipements
- les cibles **C** : air, eau, sols ...

322.1 - ALIMENTATION EN EAU

La ZAC est alimentée par un réseau unique (eau potable et eau industrielle confondues) dérivé du réseau autonome de la ZI de Corbas - Saint Priest - Vénissieux exploité par VEOLIA. Le Complexe de la Viande et donc CIBEVIAL s'alimentent à ce réseau et à ce titre ils participent à l'impact du prélèvement sur la ressource dans la zone du captage CCI ; cet impact doit, autant que nécessaire, être évalué globalement au droit du captage.

Par contre aucun prélèvement autonome à la nappe n'est opéré par CIBEVIAL.

L'alimentation en eau de CIBEVIAL n'a pas d'incidence sur la ressource locale.

322.2- REJETS ATMOSPHERIQUES

➤ *Poussières, gaz, fumées*

Il n'y a rien dans le fonctionnement normal de l'entreprise qui génère des émissions de ce genre. De fait, on n'observe aucune émission de fumées, de gaz ou de poussières. Il n'y a jamais eu de plainte à ce propos.

Il pourrait se produire que la chaudière, alimentée au gaz, rejette des gaz imbrûlés à teneur anormale en NOx. Cette anomalie relèverait d'un défaut de réglage du gaz, n'ayant pas un caractère permanent et qui serait rapidement corrigé.

Les gaz d'échappement des véhicules constituent une source de pollution atmosphérique mais d'une part ils émanent très majoritairement de gros porteurs qui n'appartiennent pas à CIBEVIAL, d'autre part rien n'indique que ces véhicules ne sont pas conformes sur ce plan là.

Certains produits utilisés sur le site peuvent être à l'origine d'émanations gazeuses mais ils sont en faibles concentrations et/ou volumes et ne peuvent constituer une gêne substantielle pour l'environnement et l'homme.

Certains déchets (boues, fumiers, lisiers) ou effluents sont source d'émissions atmosphériques mais la nuisance correspondante se perçoit principalement en termes d'odeurs (voir ce paragraphe).

Le risque d'envol par temps sec et venté de particules organiques bactériologiquement suspectes a été supprimé par suppression de la fumière et son remplacement par une benne fermée.

La question de l'émission de fumées toxiques lors d'un incendie affectant l'établissement et des effets sur les établissements voisins est traitée dans l'étude de dangers.

L'activité normale de CIBEVIAL n'engendre ni pollution atmosphérique par poussières, gaz ou fumées ni rejet perturbateur du climat local.

➤ *Aérosols*

La tour aéroréfrigérante placée sur le circuit de refroidissement des compresseurs de froid rejette en temps normal à l'atmosphère des gouttelettes d'une eau à 24 °C. On sait que ce type d'installation peut conduire à la diffusion dans l'atmosphère de germes de Légionelle.

L'évaluation du risque et les parades sont exposées au paragraphe 32.5 consacré au volet sanitaire de l'étude d'impact.

➤ *Odeurs*

La mise en fonction de la station d'épuration en 1997 a généré des nuisances olfactives, perceptibles dans certaines conditions météorologiques (direction et vitesse du vent) par les personnes travaillant dans les sociétés voisines, principalement la société PAVIOT.

La suppression de cette installation a réduit significativement les émissions d'odeurs.

Subsistent des sources secondaires d'odeurs, plus difficiles à neutraliser (car dispersées) sauf à admettre de les placer dans des locaux fermés : le dégrilleur secondaire, les quais de déchargement et chargement, l'aire de lavage des bétailières. Elles sont situées au cœur du site, loin des limites de propriété et l'émission d'odeurs est ponctuelle et souvent intermittente.

L'activité normale de CIBEVIAL n'engendre plus de nuisance due à l'émanation d'odeurs gênantes au-delà des limites du site.

322.3 - REJETS LIQUIDES, PATEUX, SOLIDES

➤ *Effluents*

→ **En fonctionnement normal, le réseau d'eaux usées n'est pas source de rejets liquides dans le milieu.** Il n'est signalé aucune atteinte à l'environnement par les gestionnaires de la ressource ou les riverains et aucune observation directe sur le site ne permet de dire que la nappe pourrait avoir subi une pollution.

Le risque d'atteinte à l'environnement réside dans une fuite des canalisations, le vecteur de pollution serait alors le sous-sol, la cible principale les eaux souterraines. Un tel dysfonctionnement peut d'ailleurs être long à se manifester et du coup revêtir un caractère permanent.

La probabilité d'une fuite importante passant inaperçue au droit du site est faible aujourd'hui car l'établissement contrôle en permanence le bilan d'entrée-sortie des eaux usées. Compte tenu de la dispersion des équipements sur le site, on considère que le tracé du réseau est optimisé et que le transport des matières (qui se fait essentiellement par canalisation) est bien adapté. La qualité du matériau, l'épaisseur de la canalisation (4 à 5 mm) constituent aussi une garantie contre les risques de détérioration.

Par ailleurs, la distance du site au captage permet le jeu plein des protections naturelles du milieu souterrain (filtration physique, activité microbienne, dilution, dispersion) : on compte généralement qu'un trajet d'une centaine de mètres dans un milieu souterrain poreux suffit à bloquer l'essentiel de la pollution bactérienne et organique de l'eau infiltrée.

L'extension des surfaces imperméabilisées rendent le risque d'infiltration des eaux pluviales peu probable, avec les inconvénients que l'on sait en matière d'alimentation de la nappe de l'Est.

Cette configuration se révèle favorable par contre en cas d'incendie dans la mesure où elle interdirait l'infiltration des eaux d'extinction, susceptibles de véhiculer des polluants et qu'il faudrait en tout état de cause traiter avant rejet au milieu.

Il n'y a pas d'impact connu du fonctionnement normal du réseau d'eaux usées de CIBEVIAL sur la qualité de la nappe.

→ CIBEVIAL est assujettie depuis 2009 à la procédure de Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau (dite procédure RSDE).

Dans le cadre de la phase initiale de la procédure, elle a fait réaliser par le Laboratoire d'Analyses Environnementales des Pays de Savoie (LAEPS du groupe CARSO), deux campagnes de mesures sur CIBEVIAL et sur le Marché des Viandes (en 2011 et 2012), qui ont révélé la présence dans les effluents aqueux de substances dépassant les seuils autorisés (métaux, phénols, fluoranthène).

Au vu de ces résultats, la DDPP a énoncé que CIBEVIAL devait passer à la phase de surveillance pérenne consistant à contrôler pendant une durée de 2,5 ans et selon une fréquence trimestrielle, les paramètres en dépassement de la norme 10*NQE : métaux (Cr, Pb, Cd, tributylétain), nonylphénols, di (2-éthylhexyl) phtalate (DEHP).

CIBEVIAL, s'appuyant sur l'avis du syndicat professionnel CELENE, a fait valoir :

- . qu'elle demandait l'application de la Circulaire MEDD du 27 avril 2011, selon laquelle les dispositions RSDE ne s'appliquent qu'aux rejets directs dans le milieu
- . que les substances détectées ne pouvaient être reliées à l'activité de l'entreprise
- . que la surveillance pérenne prescrite se traduirait par une dépense de 20 000 € en 30 mois.

Dans sa lettre du 12 mars 2015, la DREAL précise

- . que les STEP urbaines ne sont pas conçues pour éliminer les substances dangereuses

. que poursuivre la surveillance pérenne sans qu'il soit nécessaire d'étudier les moyens de réduction de leurs émissions paraît être une réponse adéquate à cette problématique.

CIBEVIAL propose de mettre en place le suivi RSDE à l'issue des travaux de réaménagement du site, lorsque l'activité d'abattage et de salle des ventes seront portée par une seule et même entité.

➤ *Sang*

Du sang peut rejoindre le réseau d'eaux usées en quantités anormales, augmentant la charge polluante des effluents, mais les mesures prises par CIBEVIAL sont de nature à en limiter fortement l'occurrence et la gravité.

Du sang peut rejoindre les eaux usées en quantités excessives et provoquer un accroissement de leur charge polluante (MO et DBO5 notamment), CIBEVIAL a mis en place un dispositif de récupération permettant de limiter les atteintes à la qualité des effluents.

➤ *Fumier, lisier, matières stercorales, sciures*

L'impact du stockage sur site s'apprécie principalement en termes d'odeurs.

L'impact du stockage de fumiers et déchets associés renvoie à la question des odeurs.

➤ *Autres déchets liquides, pâteux ou solides*

Ces déchets font dans l'ensemble l'objet d'une collecte sélective et d'une élimination par des entreprises agréées, selon une procédure bien rodée. Cela est particulièrement vrai pour le Matériel à Risque Spécifié (MRS). Mais l'est également pour les déchets hors MRS, qu'il s'agisse des déchets de tissus animaux (refus de dégrillage primaire), des huiles usagées, des emballages, des papiers et cartons, des bois, des gravats. Des procédures de collecte et d'élimination sont mises en œuvre pour les déchets spéciaux (piles, accumulateurs, tubes fluorescents).

Aucun impact local important ne paraît devoir être mis sur le compte de la production et de l'élimination de ces déchets hormis les odeurs.

322.4 - EMISSIONS LUMINEUSES

Sur le site de CIBEVIAL, seules sont éclairées les voies de circulation, par des lampadaires du type de ceux qui équipent les voies publiques. Le mât d'éclairage central, qui se trouve dans le parking Nord, projette, pendant la nuit uniquement, une lumière forte, mais constante en intensité et sans caractère éblouissant ; il fait partie du système de sécurité. Les façades ne sont jamais illuminées. Il n'y a pas d'enseigne lumineuse à l'entrée ou sur l'alignement du site.

Aucun impact gênant n'est retenu au titre des émissions lumineuses.

322.5 - EMISSIONS SONORES

La source de bruit est constituée par l'activité principale, les équipements, le trafic (livraison des animaux, livraison de la viande, élimination des déchets).

Le vecteur est l'air et dans une moindre mesure les structures.

La cible potentielle principale est le voisinage, qu'il s'agisse des personnes résidant dans la zone (au demeurant on l'a vu peu nombreuses) ou de celles résidant en dehors.

La gêne est constatée selon des critères qui ont trait au niveau d'urgence sonore.

Une étude d'impact acoustique a été menée en décembre 2011 par le bureau d'études ACSO

Les sources de bruit liées à l'activité de CIBEVIAL sont multiples :

- . l'activité de production qui a lieu principalement à l'intérieur des bâtiments
- . le fonctionnement des utilitaires qui s'opère lui aussi principalement à l'intérieur des bâtiments
- . la récupération et l'élimination des déchets
- . le fonctionnement des équipements techniques extérieurs
- . les entrées - sorties des poids lourds
- . le fonctionnement à l'arrêt du groupe froid des poids lourds
- . les chargements et déchargements des poids lourds
- . la circulation des véhicules légers et des tracteurs (à l'arrêt moteur allumé ou en circulation)

Parmi ces sources, les poids lourds occupent une place prépondérante, tant par le fait même de leur circulation que par le fait du maintien en marche des groupes froids et des moteurs, même à l'arrêt du transporteur.

Les émissions sonores étrangères à l'activité de CIBEVIAL sont également intégrées :

- . le trafic routier alentour
- . le trafic aérien
- . les activités des sites voisins

Les mesures ont été effectuées selon la norme NFS 31.010

- . en 7 points de la limite de propriété : C1 face au hall d'abattage, C2 à l'angle sud-est du site, C3- C4-C5 sur la façade sud des bâtiments, C6 près de ALLAMANCHE, C7 à l'angle sud-ouest du site
- . en 1 point de la zone à émergence réglementée, situé Rue des Allobroges, au Nord-Ouest du site.

Les résultats indiquent que :

- en limite de propriété, les points C1, C3, C5, C6, C7 sont conformes, de jour [65 dB(A)] comme de nuit [55 dB(A)] ; les points C2 et C4 sont conformes de jour mais non-conformes de nuit, ce qui au demeurant ne présente pas un caractère de gravité, le site n'étant pas habité la nuit et aucune habitation se trouvant à proximité
- au point d'émergence réglementée, les émissions sont conformes de jour comme de nuit, étant notée la dominance d'un bruit extérieur (circulation sur le Boulevard Urbain Sud)

En 2017, on peut s'attendre à une diminution de cet impact sonore déjà limité, suite à la réduction d'activité accusée par le site depuis 2011.

Aucune mesure compensatoire n'est envisagée, face à des émanations sonores conformes, en limite de propriété et au point d'émergence réglementée, de jour comme de nuit, exception faite de 2 points situés en limite de propriété mais sans habitation proche.

322.6- IMPACT PAYSAGER

Le règlement d'urbanisme fait un certain nombre de recommandations en vue du respect du paysage intérieur des sites et de leur insertion dans l'environnement. Dans les programmes de verdissement, le choix des essences est limité à une gamme restreinte de végétaux se développant naturellement dans la région lyonnaise.

Les préconisations faites sont respectées par CIBEVIAL en ce qui concerne les espèces d'arbres et arbustes à planter dans le cadre du projet d'extension vers le Sud du bâtiment « bureau » de la salle des ventes.

Le projet d'extension prévoit principalement le repli de la fonction vente du Marché des Viandes dans des locaux existants de CIBEVIAL à aménager ; il est complété par un volet construction pour l'aménagement complémentaire d'un quai dédié à la viande foraine, adossé à la construction d'un bâtiment de bureaux. Il a été traduit par le Cabinet Z ARCHITECTURE (Annexe 8).

Une nuisance visuelle peut résulter des opérations d'élimination des déchets dans certaines configurations. Dans le cas de CIBEVIAL, ce process est totalement discret vis à vis des tiers puisque la collecte se déroule à l'intérieur de locaux fermés et que l'élimination est opérée dans les parties centrales du site, loin des regards. Ainsi est respectée une des dispositions importantes en matière de paysage qui est que les dépôts permanents ou temporaires en plein air de marchandises ou de déchets doivent être impérativement dissimulés à la vue des tiers.

Aucune intervention n'est à signaler à ce propos de la part de riverains, de toute façon très éloignés de la zone d'activités.

Globalement le bâtiment de CIBEVIAL respecte les dispositions du PLU et son impact visuel sur le paysage industriel qui l'entoure peut être considéré comme tout à fait acceptable.

322.7 – CIRCULATION ROUTIERE

Sur ce plan, la situation de CIBEVIAL est spécifique puisque :

- il n'y a pas d'habitation proche
- le site se trouve au cœur d'une zone d'activités industrielles
- cette zone est clairement dédiée à l'agro-alimentaire, ce qui conduit à une forte concentration d'entrepôts frigorifiques, desservis par une flotte importante de véhicules conditionnés
- l'accès au site est bien desservi par des voies correctement dimensionnées et proches des voies rapides, ce qui exclut pratiquement la création de bouchons
- les activités du Complexe de la Viande (abattage, salle des ventes) sont dissociées dans le temps et relativement distinctes physiquement ce qui conduit à une meilleure sécurité et à un lissage de la circulation automobile
- l'activité de CIBEVIAL commence très tôt dans la matinée.

En s'en tenant à une approche semi-qualitative, on peut estimer l'impact relatif de la circulation induite par l'activité de CIBEVIAL sur le reste de la circulation comme suit (+++ : impact fort ++ : impact moyen + : impact faible)

	Circulation générale		Circulation de la ZAC
Matinée	5h	+++	+
	11h	+	+
Après-midi		+	+

Au total, aucun impact gênant n'est à retenir en ce qui concerne l'habitat, la circulation hors site, la circulation sur site, l'ambiance sonore.

32.3 - MESURES COMPENSATOIRES OU CONSERVATOIRES

Ce paragraphe décrit les mesures compensatoires s'appliquant aux installations, ouvrages ou activités ayant un impact sur l'environnement, en distinguant le cas échéant entre mesures existantes et mesures à créer, à savoir : les aérosols, les odeurs, les effluents, le sang, les déchets, le bruit, l'extension du bâti, la circulation.

323. 1- CONSISTANCE DES MESURES

AEROSOLS

La Tour Aéroréfrigérante fait l'objet de mesures d'entretien et de désinfection annuelles (vidange, nettoyage, désinfection), telles que consignées dans le manuel d'installation et de maintenance et mises en œuvre durant l'hiver (entre novembre et avril).

La surveillance analytique porte sur le titre hydrométrique hebdomadaire par méthode interne ; les analyses sont réalisées sur l'eau de circuit et l'eau d'appoint.

Le dénombrement de légionelles est assuré à fréquence bimestrielle pendant la phase de fonctionnement de la tour

Les actions correctives sont définies en fonction des seuils atteints.

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

ODEURS

La suppression de la station de prétraitement et de la fumière a apporté une solution radicale à cette question, qui n'a plus été soulevée par les PAPIERS PAVIOT, auparavant les principaux plaignants en butte aux odeurs émanant de l'abattoir.

On peut estimer aujourd'hui que les quelques sources d'odeurs qui subsistent (dégrilleur secondaire, quais de chargement-déchargement, aire de lavage des bétailières) présentent une nuisance supportable dans la mesure où elles se localisent au sein du site et non sur sa bordure comme naguère les installations supprimées, dans la mesure aussi où certaines d'entre elles ont un caractère intermittent.

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

EFFLUENTS

S'agissant du réseau d'assainissement, CIBEVIAL veille à sa maintenance, en matière d'étanchéité tout particulièrement.

En ce qui concerne les substances dangereuses de l'eau, l'établissement doit répondre à une demande de surveillance pérenne portant sur une période de 30 mois dont la DREAL attend des indications sur l'origine des composants décelés. Face à la dépense correspondante, évaluée à 20 000 €HT, CIBEVIAL a proposé de faire un nouveau bilan de la qualité de ses rejets lorsque la configuration définitive du site aura été réalisée.

Les mesures compensatoires à mettre en place seront définies en suite de ce bilan

SANG

Plusieurs mesures ont été prises pour améliorer significativement sa collecte : chaque début de chaîne est pourvu d'une fosse récupératrice du sang suivie par un bac d'égouttage. Le tout est relié par pompe à 3 cuves de 4000 litres refroidies.

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

DECHETS

L'élimination des déchets en général relève des bonnes pratiques appliquées par les éliminateurs (sociétés PRODIA, NICOLLIN, VALTERRA).

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

FUMIERS, LISIERS, MATIERES STERCORALES

L'impact de l'élimination de ces déchets sur le milieu est amené à un niveau acceptable par l'application stricte du plan de gestion des bennes d'élimination : tri des déchets par catégories, stockage en benne sur aire étanche et contrôlée, enlèvement régulier par une société spécialisée.

Aucune mesure compensatoire supplémentaire n'est envisagée

BRUIT

L'activité de CIBEVIAL génère un bruit modéré, d'autant plus acceptable qu'il est émis vers des personnes en situation de travail.

L'essentiel du bruit étant lié à la circulation et au stationnement des transporteurs sur le site, les mesures d'atténuation envisageables sont celles qui s'appliquent à cette nuisance.

Les mesures compensatoires sont les mêmes que celles qui s'appliquent à la circulation

CIRCULATION

L'impact de la circulation automobile sur la qualité de l'air mérite attention.

L'essentiel de la circulation sur le site est lié à l'activité des grossistes, transporteurs, bouchers, prestataires : le trafic hebdomadaire correspondant est de 540 véhicules légers et 86 poids lourds. Bien que celui-ci soit directement lié à l'activité propre de CIBEVIAL, la conformité des véhicules de transport vis-à-vis de la réglementation n'est pas de sa responsabilité et il revient à chaque transporteur de veiller à son respect.

Néanmoins, CIBEVIAL rappellera les règles qu'elle souhaite voir appliquer, en particulier la limitation de vitesse à 20 km/h et l'arrêt du moteur lors d'un stationnement prolongé.

Le plan de circulation mis en place pour l'ensemble du Complexe de la Viande (page 39) vise en outre à assurer la sécurité et la salubrité en général et particulièrement la séparation des approvisionnements de l'abattoir et des livraisons de la salle des ventes. La circulation des bétailières et celle des véhicules frigorifiques sont physiquement séparées ; de plus elles sont décalées dans le temps.

Les mesures compensatoires ressortissent à un code de bonnes pratiques concernant le plan de circulation, la limitation de vitesse, l'arrêt des moteurs.

EXTENSION DU BATI

Le bâtiment existant et le bâtiment projeté seront traités en bardage métallique vertical gris clair pour en limiter l'impact visuel.

Le projet prévoit 11 arbres de haute tige intégrés en périphérie de l'espace de stationnement au Sud et à l'Est pour apporter une protection visuelle du cœur du projet. Une bande végétalisée faisant transition entre le parking et la façade Est recevra des arbres en cépée. Des espaces engazonnés seront conservés et réaménagés principalement en pourtour de la zone de stationnement. L'extension du bâti se fera momentanément aux dépens d'un terre-plein engazonné mais après réalisation du projet, les espaces périphériques non impactés par les voiries et la construction seront remis en espace vert.

Les mesures compensatoires d'un impact visuel sont d'ores et déjà intégrées au projet architectural du nouveau bâtiment.

323.2 - COUT DES MESURES

Le coût des mesures à créer est évalué à 20 000 euros hors taxes, soit le coût de la surveillance pérenne de 30 mois liée à la recherche de substances dangereuses dans l'eau.

Les autres dépenses relatives aux mesures compensatoires sont intégrées au budget général, il est quasiment impossible de les en extraire.

323.3 - SUIVI DES MESURES

Le suivi des mesures compensatoires fait partie du fonctionnement normal de CIBEVIAL et relève de procédures de l'établissement en matière de Qualité-Sécurité-Environnement (manuel QSE).

32.4- METHODES D'EVALUATION DES EFFETS

Sur un plan général, cette étude a été menée, en référence permanente à la réglementation, à partir d'entretiens menés auprès des principaux responsables de CIBEVIAL, d'une analyse des documents existants, des observations de terrain, de la consultation des fournisseurs publics de données : BRGM, Commune de CORBAS, IGN, INSEE, METEO FRANCE.

On a appliqué pour l'ensemble du site la **méthode S-V-C**, qui analyse à partir de l'activité et des équipements en place, les **sources** de nuisance possibles, leurs effets réels, en précisant chaque fois les **vecteurs** et les **cibles**.

Des **démarches spécifiques** ont été suivies sur les nuisances effectives constatées ou connues antérieurement.

En ce qui concerne les **odeurs**, CIBEVIAL est passé au traitement de la nuisance et une nouvelle étude n'a pas paru nécessaire.

En ce qui concerne les **fumiers, lisiers, matières stercorales, refus de flottation, refus de tamisage**, on a analysé les phases de leur production, collecte, élimination pour conclure à l'innocuité du process.

En ce qui concerne le **bruit**, les mesures ont été effectuées sur le site et interprétées par des moyens classiques, la situation de CIBEVIAL ne présentant pas de particularité sur ce plan.

32.5 - VOLET SANITAIRE

La méthode retenue

Le fonctionnement de la tour aéroréfrigérante constitue l'élément principal du volet sanitaire de l'étude d'impact.

L'analyse méthodique des risques (AMR), réalisée en avril 2015 par CIBEVIAL, complétée par une procédure détaillée de gestion de la TAR a été préférée à une étude d'impact car elle est estimée apporter une meilleure évaluation des effets engendrés par l'installation en fonctionnement normal.

En effet, si la modélisation d'une pollution atmosphérique ne présente pas de difficulté particulière pour un établissement isolé, il est impossible de distinguer entre les émissions des différents établissements composant un site comme celui de la ZAC de CORBAS.

La description de l'installation

La tour aéroréfrigérante, élément principal du circuit de refroidissement des compresseurs, a été mise en service en 2013.

Elle est située à l'extérieur, derrière les locaux de la Maintenance, à 15 m des groupes froids de la salle des machines, de 2 à 5 m des ouvrants, les prises d'air neuf sont à une hauteur de 3 m.

L'installation, de marque BALTIMORE AIRCOIL COMPAGNY, d'une puissance de 1220 kW, fonctionne du printemps à l'automne en circuit d'eau ouvert à l'air sur 1 module.

L'eau de refroidissement du Trane 1 subit à son passage dans la tour aéroréfrigérante un abaissement de température de 40°C en été (30°C en général) à 22.5°C. Sa circulation est assurée par 2 pompes fonctionnant alternativement, d'un débit de 200 m³/h, d'une puissance de 22 kW.

Les eaux de condensation sont aspirées par des pompes situées dans la salle des machines et rejetées dans le réseau d'eaux usées.

Il y a consignation de la consommation d'eau mensuelle et des analyses de suivi. Le prélèvement d'eau est possible sans la présence d'un technicien sur une purge du circuit de refroidissement.

L'analyse méthodique des risques (AMR) traite de la conception, de l'exploitation, de la maintenance et de la surveillance de l'installation, en croisant pour chacune de ces phases les thèmes (environnement de l'installation, hydraulique, matériaux, traitement de l'eau, indicateurs) et les rubriques (facteurs de risque, risque associé, mesures réalisées, mesures envisagées) ; elle est donnée ci-dessous. Elle indique les mesures réalisées pour compenser les risques mis en évidence.

ANALYSE METHODIQUE DES RISQUES

I- FICHE DESCRIPTIVE DE L'INSTALLATION

Exploitant	Cibevial.sa 4 rue du Mont Blanc ZI Corbas Montmartin 69 960 CORBAS
Type d'activité	Abattage d'animaux de boucherie

CONCEPTION DE L'INSTALLATION DE REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR

INFORMATIONS A RENSEIGNER	DONNEES FOURNIES
Marque de la tour de refroidissement Modèle	BALTIMORE AIRCOL type VTL-E-245-P
Type de circuit primaire	<input checked="" type="checkbox"/> pas de type « circuit primaire fermé » <input type="checkbox"/> de type « circuit primaire fermé »
Matériaux en présence	Parois : Acier Corps d'échange/Packing : PVC Dévésiculateur : PVC Rampes de dispersion d'eau : az
Puissance thermique évacuée nominale (Kw)	1220 KW
Régime selon la rubrique 2921 des ICPE	<input type="checkbox"/> enregistrement <input checked="" type="checkbox"/> déclaration dossier administratif réalisé : <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Implantation du ou des tours dans l'établissement	Cours intérieure service Maintenance
Implantation des groupes froid/distance par rapport à l'installation	Salle des machines 15 mètres
Distance de l'installation par rapport aux ouvrants et aux prises d'air neuf (spécifier les distances en mètres)	<i>Ouvrants : accès salle des machines 3 m – accès local transfo = 2 m et cogénération 5 m</i> <i>Prises d'air neuf : passage tuyauterie aérienne H=3m – aération niveau du sol</i>
Caractéristiques de l'environnement	<input type="checkbox"/> urbain <input checked="" type="checkbox"/> industriel <input type="checkbox"/> rural Liste des installations de refroidissement à proximité (rayon de 800 mètres) : Condenseur à air
Alimentation en eau d'appoint	<input checked="" type="checkbox"/> réseau d'eau public <input type="checkbox"/> forage privé <input type="checkbox"/> superficielle <input type="checkbox"/> recyclée Bilan qualité disponible : <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Type de purge de déconcentration	<input checked="" type="checkbox"/> manuelle

	<input type="checkbox"/> volumétrique <input type="checkbox"/> séquentielle <input checked="" type="checkbox"/> selon facteur de concentration défini Tx de concentration <4 conductivité < 2800µs
--	---

TRAITEMENT D'EAU/SURVEILLANCE ANALYTIQUE DE L'INSTALLATION

TRAITEMENTS REALISES	PRODUITS UTILISES/FABRICANTS/CONCENTRATIONS D'EMPLOI	DOCUMENTS ASSOCIES A CES OPERATIONS – DATE DE LA DERNIERE VERSION
<i>Traitement d'eau en continu</i> (nature des produits, nom et fabricant, concentrations d'emploi/m ³) <i>Société intervenante</i>	GE Water Inhibitor ZP8503 (bidons 25 L) inhibiteur de corrosion Concentration : 1L/jour Injection via pompe doseuse	Fiche technique produit Pas de procédure associée à ce traitement
	GE Water Spectrus NX 1169 (bidons 25 L) biocide et biodispersant Concentration : Injection via pompe doseuse	Fiche technique produit Pas de procédure associée à ce traitement
	GE Water Spectrus NX 1164 (bidons 25 L) Biocide et biodispersant Concentration : Injection via pompe doseuse	Fiche technique produit Pas de procédure associée à ce traitement
<i>Traitement d'eau en discontinu, fréquence</i> (nature des produits, nom et fabricant, concentrations d'emploi/temps) <i>Société intervenante</i>	GE Water GenGard GN 7004 (bidons 25 l) Biodispersant Concentration : 150 ppm en choc Injection via pompe doseuse	Fiche technique produit Protocole « désinfection en marche » ST.PR.Gestion.TAR
	GE Water OX 1272 (bidons 25 L) Biocide et biodispersant Concentration : 200 ppm en choc journalier Injection en pompe doseuse	Fiche technique produit Protocole « désinfection en marche » ST.PR.Gestion.TAR
Analyses réalisées sur l'eau du circuit et l'eau d'appoint - fréquences Laboratoires intervenants	TH : hebdomadaire Méthode interne Légio : bimensuel Eurofins Bilan qualité : annuel Eurofins	Résultats d'analyses archivés Pas de procédures et fiches d'enregistrement pour ces prélèvements

Périodes d'arrêt programmées de l'installation	Novembre jusqu'à avril
--	------------------------

Intervenants – responsables

FONCTIONS	NOM DE LA PERSONNE ET COORDONNEES TELEPHONIQUES	RESPONSABILITES AU SEIN DE LA GESTION DE L'INSTALLATION
Directeur de l'entreprise	Jean-Luc DUPERRET	Directeur
Responsable de l'exploitation	Thierry SCHOLIVET	Responsable Maintenance
Responsable de la surveillance	Thierry SCHOLIVET	Responsable Maintenance
Responsable des procédures	Thierry SCHOLIVET	Responsable Maintenance
Traiteur d'eau	Daniel JAMBINI (GE Water)	Bilan trimestrielle
Laboratoire	EUROFINS	Prélèvement et analyses eau

Détermination des facteurs de risques de prolifération des légionelles dans l'installation

Hiérarchisation des risques

La hiérarchisation des facteurs de risques selon leur gravité et leur fréquence d'apparition, apparaît trop complexe par rapport au mode de fonctionnement et à la structure de l'entreprise Cibévial.sa.

C'est pourquoi l'analyse méthodique des risques a été volontairement simplifiée, pour s'adapter aux ressources de Cibévial.sa, en termes de compétence, de personnel et de temps.

Conception initiale/amélioration technique conceptuelle

(Emplacement de l'installation et des différents équipements – choix des matériaux de canalisation, du type d'équipements)

Environnement de l'installation (conditions d'accessibilité aux équipements, locaux à proximité, signalétique autour de l'équipement...)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Tour implantée dans la cour intérieure du service maintenance	Contamination du personnel du service Maintenance	Périmètre de sécurité + port des EPI	
Absence de signalétique, ex : port EPI, accès réservé, etc.	Réglementaire	Mise en place de panneaux de signalisation	
Absence de délimitation : équipements accessibles aux personnes non habilitées	Réglementaire	Mise en place d'un périmètre de sécurité (barrières métalliques)	

Hydraulique (vitesses, débits...)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Présence de coudes et bras morts : circulation de l'eau	Développement du biofilm	Injection de biocide et biodispersant dans le réseau	
Régime turbulent	Développement du biofilm	Deux pompes montées en parallèle	
Cavitation des pompes	Mauvaise circulation de l'eau	Vérification des pompes + nettoyage des filtres	

Matériaux (nature, compatibilité avec les produits utilisés en nettoyage, désinfection, état...)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Tuyauterie Inox prise sur galva : effet pile et	Développement du biofilm	Installation de joints spéciaux entre deux	

développement de la corrosion		sections de tuyaux pour éviter l'effet pile	
Revêtement interne tour	Corrosion et développement du biofilm	Revêtement spécial + inhibiteur de corrosion	

Traitement d'eau

(Pompes d'injection des produits antitartre, anticorrosion, biocide, adoucissement de l'eau, filtration...)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Absence de mesure de conductivité et purge automatique	Entartrage et développement du biofilm	Mesure de la conductivité en permanence et purge manuelle < 10	Installation transmetteur + sonde en 2014
Dysfonctionnement adoucisseurs	Entartrage et développement du biofilm	Mesure de dureté après chaque régénération < 1	
Absence de disconnecteur d'eau sur l'eau d'appoint	Retour eau d'appoint dans réseau de ville	Disconnecteur sur le réseau d'entrée d'eau générale	
Absence de clapet anti-retour sur le pot mélangeur	Retour eau de ville dans eau d'appoint de la tour	Clapet anti-retour	

Indicateurs (critères permettant de vérifier que les opérations de pose, d'entretien, de maintenance, de surveillance des équipements sont bien réalisées)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Installation non conforme	Règlementaire	Attestations de conformité Mondial frigo + docs constructeurs	
Absence de système de mesures du niveau de corrosion et d'entartrage dans les tours (manchettes, coupons de corrosion...)	Impossibilité de mesurer les degrés de corrosion ou d'entartrage	Tests de corrosion + inhibiteur de corrosion	

Exploitation

(Entretien réalisé au quotidien sur l'installation et gestion du ou des circuits d'eau)

Environnement de l'installation

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisés	Mesures envisagées
Absence de signalétique, ex : port EPI, accès réservé, etc.	Règlementaire	Panneaux de signalisation	
Absence de délimitation :	Règlementaire	Périmètre de sécurité	

équipements accessibles aux personnes non habilitées		(barrières métalliques)	
--	--	-------------------------	--

Hydraulique

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisés	Mesures envisagées
Encrassement des filtres sur pompes : cavitation et perte de charge,	Régime non turbulent, manque eau : développement du biofilm	Changement des filtres par Mondial frigo	
Arrêt annuel périodique	Stagnation et développement du biofilm	Vidange du circuit + désinfection poussée	

Mains d'œuvre (personnel intervenant sur l'installation lors de la pose des équipements, son exploitation, les travaux ponctuels ou encore les analyses d'eau)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisés	Mesures envisagées
Compétences du personnel	Mauvaise exploitation, Contamination du personnel	Formation aux risques légionelles + procédures	
Interventions réalisées	Absence de consignation	Carnet de suivi	
Information sur les produits utilisés	Mauvaise utilisation + risque d'accident de travail	Fiches techniques + EPI	
Prélèvements pour analyses légionnelles	Contamination des échantillons	Personnel Eurofins Qualifié	

Matériaux

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisés	Mesures envisagées
Tour entartrée	Corrosion +développement du biofilm + perte rendement	Nettoyage + désinfection hebdomadaires	

Traitement d'eau

(Pompes d'injection des produits antitartre, anticorrosion, biocide, adoucissement de l'eau, filtration...)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures compensatoires
Disfonctionnement adoucisseurs	Entartrage et développement du biofilm	Mesure de dureté après chaque régénération	Purge
Stock produit	Rupture de stock	Inventaire + commande prévisionnelle	

Redémarrage des installations après arrêt annuel	Développement du biofilm	Procédure de désinfection	
Consommation eau d'appoint	Renouvellement insuffisant	Relevé des compteurs	

Indicateurs

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Taux de concentration		Contrat GE Water	
Qualité eaux appoint	Entartrage	Suivi TH	Purge
Efficacité des produits injectés	Inefficacité	Arrêt de la tour + remplacement des produits + nettoyage-désinfection	

Maintenance

(Changement de pièces réalisés de manière planifiée sur l'installation : maintenance préventive ou interventions en cas de défaillance d'un équipement : maintenance curative)

Environnement de l'installation

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Accessibilité des équipements	Intervention difficile sur un poste		

Hydraulique

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées

Mains d'œuvre

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Absence de plan d'entretien	Mauvaise exploitation	Elaboration plan d'entretien préventif	
Organisation du travail	Mauvaise exploitation	Répartition des tâches	

Matériaux

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Absence de suivi de l'intégrité du dévésiculeur, du corps d'échange et des rampes de distribution	Corrosion et entartrage	Entretien préventif	

Traitement d'eau

(Pompes d'injection des produits antitartre, anticorrosion, biocide, adoucissement de l'eau, filtration...)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Consignation des interventions	Absence de consignation	Carnet de suivi	

Indicateurs

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures compensatoires
Consignation des actions réalisées	Mauvaise traçabilité	Carnet de suivi	
Connaissance et respect des procédures	Mauvaise exploitation	Habilitation du personnel intervenant	

Surveillance

(Observations et analyses réalisées sur l'installation)

Environnement de l'installation

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Point de prélèvement pour l'analyse légionelles	Point de prélèvement non identifié ou incorrect	Identification du point de prélèvement	

--	--	--	--

Hydraulique

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Renouvellement eau du circuit		Relevés compteur eau d'appoint	

Mains d'œuvre

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Connaissances des procédures	Mauvaise exploitation		
Prélèvement et analyse légionelles	Condition de prélèvement	Personnel et laboratoire accrédité	

Matériaux

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisés	Mesures envisagées
Etat de corrosion et d'entartrage	Développement du biofilm	Injection d'inhibiteur de corrosion + biocide + biodispersant	

Traitement d'eau

(Pompes d'injection des produits antitartre, anticorrosion, biocide, adoucissement de l'eau, filtration...)

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures envisagées
Adoucisseurs	Entartrage et développement du biofilm	Mesure de dureté après chaque régénération < 1	
Pompes injection	Mauvais dosage des produits	Vérif niveau d'anticorrosion et antitartre	
Stock produit	Rupture de stock		
Efficacité des produits	Taux de concentration	Suivi trimestrielle GE Water	

Indicateurs

Facteur de risque	Risque associé	Mesures réalisées	Mesures compensatoires
Rapports d'analyses	Présence de légionelles	Procédures spécifiques préventives	
Efficacité des produits	Taux de concentration	Suivi trimestrielle GE Water	
Contrôles réglementaires	Réglementaire	AMR	Contrôle annuel

Le traitement d'eau comprend après un traitement d'adoucissement de l'eau brute pour amener le TH à 2° F

- un traitement en continu par injection à la pompe doseuse à l'entrée du circuit des produits :
 - inhibiteur de corrosion GE Water Inhibitor ZP 8500, concentration 1L/jour
 - biocide et biodispersant GE Water Spectrus NX 1169
- un traitement en discontinu par injection à la pompe doseuse à l'entrée du circuit des produits :
 - biodispersant GE Water GenGard GN 7004, concentration 150 ppm en choc journalier
 - biocide et biodispersant GE Water OX 1272, concentration 200 ppm en choc journalier

Les mesures d'entretien et de désinfection annuelles (vidange, nettoyage, désinfection) sont mises en œuvre durant l'hiver (entre novembre et avril)

Les actions correctives sont définies en fonction des seuils atteints, dont le détail est donné dans l'analyse méthodique des risques (AMR)

Le manuel d'installation et de maintenance, la déclaration de conformité ont été établis par SNC-MONDIAL FRIGO pour les organes principaux : tour de refroidissement BALTIMORE, condenseur PROFROID, pompes KSB, régulations, schéma électrique, fiches de sécurité, mise en service

La surveillance analytique

La surveillance porte sur le titre hydrométrique hebdomadaire par méthode interne ; les analyses sont réalisées sur l'eau de circuit et l'eau d'appoint.

Le dénombrement de légionelles est assuré à une fréquence bimestrielle pendant la phase de fonctionnement de la tour par le laboratoire EUROFINs, accrédité COFRAC

Les points de prélèvement se situent dans la tour aéroréfrigérante à l'entrée du circuit sur la vanne de purge, sur le réseau d'eau chaude sanitaire, sur la douche des vestiaires hommes, au lavabo de la Maintenance, sur le fond de ballon.

Les résultats de la surveillance

La présence de Legionella sp n'a pas été détectée, non plus que celle de Legionella pneumophila.

Dans le tableau figure également le résultat du contrôle opéré sur l'eau chaude sanitaire durant la même période. On ne relève pas non plus la présence de Légionelle.

L'ensemble des dispositions prises permet de limiter le risque Légionelle à un niveau acceptable au droit du site de CIBEVIAL.

Recherche de Légionelles

Date du prélèvement	Point de prélèvement	Legionella sp (UFC/L)	Legionella pneumophila (UFC/L)	Température prélèvement	Remarque
---------------------	----------------------	-----------------------	--------------------------------	-------------------------	----------

EAU TOUR AEROREFRIGERANTE

04.06.14	eau TAR	<500	<500	18°C	
05.08.14	Eau TAR	<500	<500	22°C	
22.10.14	eau de la TAR	<500	<500	22°C	
12.06.15	eau de la TAR	<100	<100	22°C	
17.07.15	eau de la TAR	<100	<100	22.7°C	
05.10.16	eau de la TAR	<100	<100	20° C	
22.06.17	eau de la TAR	<100	<100	18.8 °C	
17.10.17	eau de la TAR	<100	<100	26°C	

EAU CHAUDE SANITAIRE

05.08.14	Douche vestiaire Hommes	<250	<250	52°C	Légionella non détectée
10.07.15	Fond de ballon	<10	<10	50°C	
18.07.15		<10	<10	60°C	
16.08.16	Douches Hommes	100	100	47°C	Legionella sp. détectée (1)
7/08/17	Douche hommes	<10	<10	45°C	Légionella non détectée

(1) Une action corrective a été mise en œuvre

32.6 - ARTICULATION AVEC LES PLANS TOUCHANT LES EMA

S'agissant des incidences du projet, l'article R214-6 du code de l'environnement fait ressortir une attention particulière vis-à-vis des eaux et des milieux aquatiques (EMA), dont les sites Natura 2000, le SDAGE et le SAGE.

L'inventaire des sites Natura 2000 de la Région Rhône Alpes indique l'existence de 2 Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) à 13.5 km au Nord de CIBEVIAL. A cette distance, l'établissement ne peut d'avoir d'impact, direct ou indirect sur les SIC inventoriés.

Dans une plus grande proximité avec CIBEVIAL, on compte 4 ZNIEFF 1 portées à l'inventaire du patrimoine naturel pour leur avifaune, dont une relative à un milieu aquatique, les Cressonnières de Simandres et Saint Symphorien d'Ozon. L'établissement n'est nulle part au contact direct avec une de ces zones, il en est toujours séparé par une agglomération ou une zone industrielle.

Le SDAGE Rhône Méditerranée et Corse établit les grandes orientations de la protection et de la gestion de la ressource en eau.

Le SAGE de l'Est Lyonnais décline ces orientations dans la zone où se trouve implantée CIBEVIAL et dans une zone très au large qui va en Est-Ouest de Lyon à Satolas et en Nord-Sud de Jonage à Mions. Compte tenu des caractéristiques hydrologiques de la plaine ainsi définie, le SAGE s'applique très majoritairement à la préservation des eaux souterraines, tant au plan qualitatif qu'au plan quantitatif. Dans cette optique, il privilégie le rejet des eaux pluviales dans le milieu souterrain grâce à des dispositifs permettant leur infiltration après une épuration comprenant à minima décantation et déshuilage.

Ces mesures présentent d'autant plus d'importance ici que l'on se trouve dans le périmètre de protection éloigné du captage AEP de la Ferme Pitiot dans la ZI de Corbas-Vénissieux-Saint Priest.

Pour ce qui la concerne, CIBEVIAL est raccordée pour ses eaux pluviales au réseau communautaire. Le futur bâtiment sera assaini de même, selon les dispositions validées par le permis de construire du 14 septembre 2016. Celui-ci admet un rejet pluvial au réseau public sous un débit limité de 3 L/s, ce qui impose en amont l'implantation d'un dispositif de rétention dimensionné pour un épisode de pluie d'occurrence trentennale correspondant à un maximum de 50 mm sur 30 minutes, soit une capacité de 38 m³. Les eaux de voiries seront collectées et rejetées dans le réseau existant après transit par un séparateur à hydrocarbures.

32.7 - RAISONS DU PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

Rappel réglementaire

L'article R122-5.II.3° du code de l'environnement demande une description de l'état actuel et de son évolution en cas de mise en œuvre du projet et un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence du projet, dans la mesure où les changements naturels peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable.

L'article R122-5.II.5° de son côté demande une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant entre autres : des constructions et démolitions prévues, de l'utilisation des ressources naturelles, de l'émission de polluants, de bruit, de vibration, de lumière, de chaleur, de radiation, de déchets, des risques pour la santé humaine, le patrimoine naturel, l'environnement, du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés.

La situation de CIBEVIAL

Le chapitre 2 du présent DDAE vise à la description de l'état futur du site, lequel prend en compte les principales décisions de l'établissement : la cession de la totalité du marché vif et de 80 % du marché des viandes, la déconstruction intégrale de la station d'épuration et la cession du terrain qu'elle occupait, la construction d'un bâtiment administratif.

Sur un site industriel au cœur d'une zone industrielle, le scénario sans projet ne peut guère différer du scénario avec projet du point de vue de l'environnement, qui restera industriel dans les deux cas : des changements naturels ne peuvent pas vraiment être attendus. Cependant, du fait de la réduction des surfaces et de l'activité, il y aura réduction de l'impact du site sur les compartiments du milieu listés à l'article R122-5. II, 5°.

L'établissement ne fait pas état de solutions alternatives pour l'aménagement futur du site car il n'a pas vraiment le choix : la délocalisation des abattoirs n'est pas à l'ordre du jour, l'activité d'abattage est en baisse drastique depuis plusieurs années, le nouveau plan masse s'adapte de manière optimale à cette évolution, le bâtiment administratif projeté à l'angle sud-est du corps de bâtiments existant se veut mieux adapté aux besoins, il n'aura pas d'effet significatif sur l'environnement, sauf un effet positif grâce au traitement paysager dont il fera l'objet.

32.8 – REMISE EN ETAT DU SITE A LA CESSATION D'ACTIVITE

327.1 CESSATION TOTALE

En application du décret 77-1133, article 3 - alinéa e, les mesures visant à sécuriser un site en cas de cessation de l'activité sont décrites dans un document produit par l'Entreprise 3 mois avant la fermeture effective du site.

CIBEVIAL s'engage à réaliser le moment venu le document prescrit par le décret en référence (ou par le texte réglementaire qui s'y substituera le cas échéant).

327.2 - CESSATION PARTIELLE

3272.1 - Projet global

Le projet de vente d'une partie du site CIBEVIAL appelait, dans la logique des articles R512-74 à 76 du Code de l'environnement et de l'article 1.5.5 de l'Arrêté préfectoral du 31 janvier 2008, une étude des conséquences d'une cessation d'activité partielle, commanditée par CIBEVIAL, ce qu'elle a fait en missionnant APAVE en juillet 2015.

Le projet concerne une grande partie des surfaces couvertes par le Marché Vif, la station d'épuration, la fumière, l'aire de lavage des véhicules.

L'usage futur du site est clairement affiché, en conformité avec les dispositions du PLU, comme la poursuite de l'usage actuel, c'est-à-dire celui d'une zone d'activités économiques.

Les bâtiments de la zone concernée sont décrits, chacun d'entre eux a fait l'objet d'un dossier technique amiante, d'où il résulte que contiennent des matériaux et produits amiantifères : le bâtiment du Marché Vif et le hangar à fourrage ; n'en contenaient pas la fumière et la station d'épuration, aujourd'hui détruits.

L'étude détaille les mesures qui seront prises en vue de la mise en sécurité du site

- élimination comme déchets, sans réemploi sur place, des produits dangereux, des équipements et matériels, des déchets générés par la démolition des bâtiments (12.5 tonnes)
- interdiction ou limitation d'accès au site par maintien de la clôture de 1.80 m de haut et des 2 accès contrôlés au site, dont l'un donne directement dans la zone de la vente
- suppression du risque incendie par : mise hors tension des circuits électriques, suppression des arrivées d'eau, de gaz, d'électricité, mise à la terre des installations, vidange des circuits, signalisation par panneaux
- surveillance des effets de l'installation
- sur le sol et le sous-sol : APAVE diagnostique en juin 2015, sur la base de 13 sondages à la tarière à la profondeur de 1-2 m dans 7 zones et de la détermination des teneurs en HCT, HAP, CAV, COHV que seuls les HAP de la zone S1 (zone devant l'ancien hangar à fourrage) présentent des concentrations anormales (200 mg/kg) et préconise soit une investigation complémentaire soit une excavation des terres polluées
- sur la nappe d'eau souterraine : IDEES EAUX a fait réaliser en novembre 2012 une analyse de l'eau du forage (aujourd'hui condamné), qui a montré une contamination bactériologique (présence de 6 coliformes et de 1 entérocoque).

3272.2- Diagnostic sectoriel des sols

Deux secteurs ont été investigués depuis 2015 : l'un au Sud Ouest du Marché Vif, l'autre à l'Est du Marché Vif.

32722.1 - Secteur au Sud Ouest du Marché Vif

Les investigations menées sur ce périmètre par APAVE à deux reprises (rapports des 30.06.2015 et 04.10.2016) ont conduit à la mise en évidence d'un impact de faible étendue horizontale et verticale et de faible teneur (250 mg/kg) en hydrocarbures lourds (C21-C40) dans le secteur de l'ancien compostage des boues de station.

L'analyse menée par ENVISOL (rapport du 26.07.2017) conclut à l'absence de risque de transfert de la pollution vers la nappe souterraine d'une part, vers les milieux de surface et les usagers du site d'autre part après application du plan de gestion. Celui-ci consistera principalement en des dispositions constructives sécuritaires pour le bâtiment futur et en un confinement des terres impactées dans l'ancienne fosse de stockage des boues de station (pour un coût estimé de 18 000 euros hors taxes)

32722.2 - Secteur à l'Est du Marché Vif

APAVE (rapport 30.06.2017) a opéré le diagnostic des sols d'une partie (600 m²) de la parcelle AS 86, entièrement recouverte par un enrobé bitumineux.

Le BET a effectué 4 sondages mécaniques à la profondeur de 4 m, avec relevé des venues d'eau et prélèvement d'échantillons de sols pour dosage des hydrocarbures totaux HCT (fractions C5-C10 et C10-C 40), du groupe benzène- toluène-éthylène-xylène (BTEX), des composés organiques halogénés volatils (COHV), des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les métaux lourds (ML).

Aucune anomalie significative n'a été relevée en ce qui concerne les HCT légers, les COHV, BTEX, HAP, ML, les HCT lourds présents entre 2 et 3 m sur 50 % des sondages sont considérés comme peu impactant pour des raisons qui sont explicitées, il n'a pas été rencontré de niveau d'eau.

En foi de quoi, le BET ne formule aucune préconisation pour la gestion future de la parcelle.

4 - ETUDE DE DANGERS

ETUDE DE DANGERS

SOMMAIRE

Résumé non technique.....	106
Etude de dangers.....	118
4.0 - Méthode suivie.....	118
4.1 - Description de l'établissement.....	118
4.2 - Organisation générale sécurité.....	123
4.3 - Risques par installation.....	130
4.4 - Synthèse et hiérarchisation des risques.....	158
4.5 - Risque incendie.....	158

RESUME NON TECHNIQUE

DE L'ETUDE DE DANGERS

4.1 - DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) décrit de manière détaillée le site de CIBEVIAL SA, tant en ce qui concerne sa localisation et son voisinage que ses structures et ses moyens. Il s'agit bien de l'état futur du site, tel qu'il se présentera en 2017 après les aménagements programmés par CIBEVIAL.

CIBEVIAL se situe dans la partie sud-ouest de la Métropole de Lyon, sur la commune de CORBAS, au sein de la ZAC de Montmartin, qui figure au PLU en zone U.

Son voisinage est défini comme l'ensemble des entreprises présentes au bord des 4 avenues qui bordent le site, il n'y a pas d'habitation dans cet environnement.

CIBEVIAL exerce depuis sa création en 1997, une activité d'abattage de bovins, équins, ovins et caprins soumise à autorisation, se traduisant par une production de 5 823 tonnes en 2016.

Le site couvrira au terme des ventes de foncier projetées une superficie totale de 33 000 m² environ.

L'effectif de CIBEVIAL est de 27 personnes, il faut leur ajouter les 4 personnes de la DDPF présentes en permanence sur le site et les 50 personnes employées par les grossistes.

Le process d'abattage est décrit très précisément pour chaque chaîne, ainsi que les dispositions sanitaires prises pendant le process, en particulier en ce qui concerne les moyens de maîtrise du risque prion.

CIBEVIAL dépend de fournisseurs extérieurs en ce qui concerne son alimentation en électricité (par EDF), son alimentation en gaz (par GrDF), son alimentation en eau (par le réseau de la ZAC géré par l'ASLI).

CIBEVIAL assure par contre elle-même la production d'eau chaude, la production de froid, la production d'air comprimé. Elle utilise très peu d'utilitaires propres pour la manutention et les déplacements à l'intérieur du site (1 véhicule de société, 3 chariots).

Le trafic routier lié à l'abattage se limitera à 15 PL/semaine pour la réception-réexpédition des produits, 3 PL/semaine pour l'élimination des déchets, 4 VL/semaine pour la réception des fournitures de bureau et des produits de maintenance, tandis que le trajet domicile-travail du personnel de CIBEVIAL atteindra 100 VL/semaine, l'essentiel de la circulation (540 VL, 86 PL/semaine) étant lié à l'activité des grossistes, transporteurs, bouchers, prestataires.

L'assainissement du site est assuré par un réseau entièrement séparatif. Les eaux usées se rejettent à raison de 148 m³/jour travaillé en un point unique au réseau métropolitain situé avenue Montmartin, après un pré-traitement sur le site. Les eaux pluviales se rejettent également au réseau métropolitain sous un volume annuel de 25 000 m³.

La gestion des déchets s'applique à une quantité totale de l'ordre de 2460 tonnes par an de déchets constitués des sous-produits d'origine animale, des déchets industriels banals, des déchets industriels spéciaux, des déchets à risque infectieux, chacune de ces catégories de déchets suivant une filière d'élimination spécifique sécurisée.

4.2 - ORGANISATION GENERALE EN MATIERE DE SECURITE

Le DDAE décrit les 13 mesures générales mises en place pour gérer la sécurité sur le site

- les grands principes retenus pour la régulation, le contrôle, la surveillance, la commande, les alarmes
- les équipements secourus en cas de panne de l'alimentation électrique
- les mesures pour pallier les ruptures d'approvisionnement des autres utilités
- les mesures pour faire face aux risques incendie, explosion, pollution des eaux, pollution de l'air, circulation automobile
- les dispositifs de détection des intrusions
- la formation des personnels et l'application des mesures de maintien et de contrôle du niveau des connaissances
- les dispositifs de commande propres à éviter une erreur humaine et l'outil d'aide à la décision en situation dégradée.
- les exercices de simulation visant à entraîner les opérateurs à faire face à des situations accidentelles
- les dispositions pour contrôler que les opérateurs restent physiquement aptes à la conduite de l'installation
- la procédure d'urgence pour ramener l'installation en sécurité
- les procédures d'élaboration, de modification et d'application des consignes opératoires
- la procédure pour analyser les accidents affectant le personnel
- l'organisation des secours

4.3 - ANALYSE DES RISQUES PAR INSTALLATION

Ce chapitre répertorie les potentiels de danger, les risques associés, les mesures de maîtrise existantes, pour conclure sur l'acceptabilité des risques.

La nécessité de procéder à l'analyse détaillée des risques est décidée à l'issue de cette démarche en 7 étapes.

Dix (10) installations pouvant présenter un danger ont été répertoriées, elles sont décrites en termes de risques.

En comparaison avec la configuration du site lors du DDAE 2006, le potentiel de dangers se situe à un niveau substantiellement moindre, en raison de la réduction des volumes et surfaces utiles et de la surface des cloisonnements équipés de panneaux sandwich, suite à la cession de la quasi-totalité du Marché Vif et d'une grande partie du Marché des Viandes.

43.1 - CHAUFFERIE

Les dangers propres à l'installation

Ils résident dans les propriétés explosives et inflammables du gaz de ville. En cas de fuite, sa libération aurait des conséquences sur l'homme à l'intérieur du bâtiment abritant la chaufferie, sur la salle des machines qui lui est contigüe. Par contre, compte tenu de la situation de la

chaufferie au cœur du site, lui-même au cœur d'une ZAC, il y a lieu de ne redouter aucune conséquence sur l'environnement.

L'analyse préliminaire des risques

Elle conduit à identifier 2 scénarios d'accident possibles

. *l'explosion de la chaudière* est considérée comme un accident très improbable, de cinétique lente, de distance d'effets létaux de surpression sur l'homme et d'effet de dégâts graves pour les structures à 4 m, d'effets irréversibles et des dégâts légers pour les structures à 11 mètres, de gravité nulle en dehors du site

. *la création d'une atmosphère explosive* est considérée comme un accident très improbable, de cinétique lente, de distance d'effet de surpression amenée à 10 m avec sécurité, de gravité nulle à l'extérieur du site

Les conclusions sur l'acceptabilité du risque

Les mesures de réduction des risques existantes permettent déjà d'afficher l'acceptabilité du risque inhérent à la chaufferie. Des mesures de réduction sont prévues qui permettront de renforcer cette acceptabilité.

43.2 – SALLE DES MACHINES

Les dangers propres à l'installation

Ils résident dans une fuite des liquides utilisés : le fluide frigorigène est un hydrofluocarbure, le fluide frigoporteur une eau glycolée, stables à température ambiante mais présentant des risques en cas d'exposition à la chaleur.

L'analyse préliminaire des risques

Elle conduit à identifier 3 scénarios d'accident possibles

. *la fuite sur les compresseurs de froid sans élévation de température* ne peut en aucun cas être considérée comme un accident majeur : les substances en jeu ont une faible toxicité, sont susceptibles de se répandre en faibles quantités, elles resteront confinées dans le local, le risque peut être considéré comme acceptable

. *la fuite sur les compresseurs de froid avec élévation de température* : de l'acide fluorhydrique est susceptible de se former en faible quantité, il restera confiné dans le local.

. *la fuite sur les compresseurs d'air* ne présente pas de risque pour l'homme ou l'environnement à l'extérieur du site, il peut être considéré comme acceptable ; l'enjeu est la production même de l'abattoir, des mesures de contrôle et de traitement d'une crise sont en place pour en assurer la pérennité et la qualité.

Les conclusions sur l'acceptabilité du risque

Aucun des scénarios identifiés ne peut conduire à un accident majeur (à des effets sortant des limites du site), grâce aux faibles quantités de produits impliquées et au confinement permis par les dispositions constructives.

43.3 – HALLE A FOURRAGE

Les dangers propres à l'installation

Ils résultent de la présence de 2 tonnes de paille et 2 tonnes de foin au maximum (le jour de l'approvisionnement), produits inflammables. Un incendie ruinerait tout ou partie de la halle mais les quantités de fourrage stockées sont limitées, la propagation aux bâtiments proches est

peu probable (le bâtiment est isolé), il est en béton entouré d'un bardage simple peau, il est équipé d'un extincteur.

L'analyse préliminaire des risques

L'inflammation du stock de paille et de fourrage est considérée comme un événement probable, de cinétique lente au-delà des limites du site, d'intensité de nulle (effets de surpression, effets missiles) à faible (effets toxiques, effets thermiques), de gravité au niveau « infra modéré », y compris pour les personnes présentes à proximité ou même à l'intérieur de la halle.

Les conclusions sur l'acceptabilité du risque

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site, le risque toxique et le risque thermique sont faibles à proximité immédiate et même à l'intérieur du bâtiment compte tenu de ses dimensions et des dispositions constructives, il n'y a pas de risque de surpression ou de risque de missiles. Le risque est considéré comme acceptable.

43.4 - LOCAL DES BOITIERS AEROSOLS

Les dangers propres à l'installation

Les produits contenus présentent plusieurs dangers : inflammabilité, explosivité, irritation (peau, yeux, poumons), toxicité / système nerveux central (pour de fortes concentrations de vapeur). Le principal danger lié au procédé réside dans la vaporisation de produit près d'un point chaud et dans l'exposition du stockage de boîtiers à une élévation de température.

L'analyse préliminaire des risques

L'explosion des boîtiers aérosol est considérée comme un événement extrêmement peu probable, de cinétique lente vis à vis des personnes extérieures au site, d'intensité limitée en distance pour les effets thermiques, les effets toxiques, les effets de surpression. On ne peut exclure des effets missiles générés par la projection de l'enveloppe déchiquetée des boîtiers, de gravité nulle vis à vis de personnes extérieures au site.

Les conclusions sur l'acceptabilité du risque

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site, il peut générer des effets (thermiques, toxiques, missiles) mais sur des distances ou des durées limitées, on peut proposer le risque correspondant comme acceptable.

43.5 – POSTES DE SOUDURE

Les dangers propres à l'installation

Les produits utilisés (acétylène, oxygène) sont explosibles et inflammables aux conditions normales de pression et de température. Les conséquences d'une atteinte à l'intégrité des bouteilles contenant ce gaz sont humaines (possiblement mortelles, plus souvent il s'agit de blessures : intoxication par le gaz, choc lié à l'explosion, choc lié à un projectile, acouphènes), matérielles (endommagement du matériel, bris de vitres), environnementales (pollution de l'air par des fumées noires).

L'analyse préliminaire des risques

L'explosion de bouteille et l'inflammation de gaz sont considérées comme un événement probable, de cinétique lente (éloignement des limites du site), d'intensité nulle en dehors du

site pour les effets thermiques, de surpression, missiles (quantités faibles de gaz, protection assurée par les murs), de gravité nulle en dehors du site (pas de létalité).

Les conclusions sur l'acceptabilité du risque

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site, le risque peut être considéré comme acceptable. Il y a lieu cependant de le réduire pour assurer une meilleure protection des personnes à l'intérieur du local en plaçant les bouteilles sous auvent dès lors qu'elles ne seront pas utilisées.

43.6 - LOCAL D'ARCHIVES

Les dangers propres à l'installation

Le potentiel de danger réside dans le caractère inflammable des archives. En cas de départ de feu dans le local, l'incendie pourrait se propager aux installations voisines, étant remarqué toutefois que le local se trouvera dans le bâtiment et l'étage de la Direction, qui se prêtent moins à cette propagation.

L'analyse préliminaire des risques.

L'inflammation des archives est un risque évalué dans un scénario d'incendie limité aux archives elles-mêmes. L'incendie d'archives est un événement considéré comme probable, de cinétique lente (en raison de l'éloignement des limites du site), d'intensité nulle pour les personnes extérieures au bâtiment et a fortiori extérieures au site, de gravité nulle (pas de létalité) hors du site.

Les conclusions sur l'acceptabilité du risque

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site sauf s'il constitue un point de départ de feu sectoriel ou général.

43.7 - LOCAL DES EMBALLAGES

Les emballages de papiers, cartons, plastiques seront stockés dans un local, d'une surface de 25m², séparé du bâtiment salle des Ventes.

Les dangers propres à l'installation

Le potentiel de danger réside dans le caractère inflammable des emballages. On ne peut exclure un départ de feu à leur endroit, dû à un contact avec un point chaud (cigarettes, court-circuit). En cas de départ de feu dans le local, l'incendie pourrait se propager aux installations voisines.

L'analyse préliminaire des risques

L'inflammation du stock d'emballages et la propagation d'un incendie à d'autres parties de l'établissement est considéré comme un événement de probabilité B (probable), de cinétique lente (en raison de l'éloignement des limites du site), d'intensité de niveau 0 pour les personnes extérieures au bâtiment et a fortiori extérieures au site, de gravité nulle (pas de létalité) hors du site.

Les conclusions sur l'acceptabilité du risque

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site, sauf s'il constitue un point de départ de feu sectoriel ou général, on serait alors dans le scénario d'incendie du dispatching. Il représente un risque modéré à l'extérieur du local, sérieux à l'intérieur pour les personnes.

43.8 - STOCKAGE DES PALETTES

Les palettes en bois ou en matière plastique sont réparties en 2 stocks de petite taille :

. 1 stock de 10 palettes dans la cour de la maintenance

. 1 stock de 10 palettes dans la halle à fourrage

On considère que le stock à l'air libre, qui est sous surveillance constante du personnel de CIBEVIAL et particulièrement du Service Maintenance et qui est sans contact avec les bâtiments, représente un risque faible.

Quant au stock de palettes du hangar à fourrage, il est pris en compte dans la problématique incendie de ce local (paragraphe 43.3)

43.9 - CUVE A FUEL

La réserve de fuel, d'une capacité de 1000 litres est placée sur cuvette de rétention dans un local fermé attenant à la salle des machines.

Les dangers propres à l'installation

Le produit stocké est inflammable, l'équipement est constitué par la cuve qui peut fuir, le procédé de mise en œuvre se résume aux opérations de remplissage qui comportent un danger potentiel de déversement hors la cuve. En cas d'atteinte à l'intégrité de la cuve et d'inflammation du fuel, on aurait un impact sur les autres équipements du local et un risque de propagation de l'incendie en dehors du local.

L'analyse préliminaire des risques

L'inflammation du fuel est considérée comme un événement probable, de cinétique lente (en raison de l'éloignement des limites du site), d'intensité au-delà des limites au niveau 0 pour les effets thermiques (sauf s'il y a propagation de l'incendie aux panneaux sandwich, auquel cas on est ramené au scénario triperie), à un niveau peu sensible pour les effets toxiques, à un niveau nul pour les effets de surpression et les effets projectiles, de gravité nulle (pas de létalité) hors du site.

Les conclusions sur l'acceptabilité du risque

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site, sauf s'il se concrétise par un départ de feu se propageant à des panneaux sandwich, on serait alors dans le scénario d'incendie du dispatching.

Hormis ce cas, il représente un risque d'effets thermiques, toxiques, de surpression, de projection, modéré à infra-modéré à l'extérieur du local, sérieux à l'intérieur du local pour les personnes présentes au moment de l'accident.

On peut considérer le risque de ce scénario comme acceptable.

4.5 – SYNTHÈSE ET HIERARCHISATION DES RISQUES

A la suite de l'analyse préliminaire des risques, on peut classer les risques selon trois (3) catégories :

- les risques restant confinés à l'intérieur du bâtiment abritant l'installation
- les risques sortant du bâtiment mais restant confinés à l'intérieur du site
- les risques sortant des limites du site

Relèvent de la première catégorie :

- la halle à fourrage,
- le local des boîtiers aérosols
- l'atelier de soudure

De la deuxième catégorie :

- la chaudière
- la chaufferie
- la salle des machines

De la troisième catégorie

- les locaux équipés de panneaux sandwichs

Ce classement fait apparaître que l'établissement se situe à un faible niveau de risque global, les risques excédant les limites de propriété sont soit de faible extension, soit de faible intensité et dans l'ensemble maîtrisables.

Cependant, il fait ressortir l'incendie comme un risque majeur, susceptible d'avoir des effets à l'extérieur du site, ce qui justifie qu'on le soumette à une analyse détaillée des risques adaptée à sa gravité.

4.5 - RISQUE INCENDIE

Le risque incendie requiert une attention particulière dans le site CIBEVIAL dans la mesure où d'une part il implique, à des degrés divers, plusieurs de ses installations soit comme source, soit comme cible et d'autre part il est susceptible de se concrétiser à l'extérieur du site par certains de ses effets.

Il fait l'objet de ce fait d'un chapitre à part, mais il est analysé strictement dans la même logique que les risques attachés à ces installations : analyse des dangers puis analyses des risques.

45.1 - IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dans son APCI (Audit de Prévention et de Conseil contre l'Incendie) 2016, APAVE a identifié et hiérarchisé les points dangereux du site, susceptibles d'engendrer et/ou développer un incendie, selon leur extension et leur probabilité d'occurrence d'une part, selon qu'ils ont un caractère général ou ponctuel d'autre part.

Il ressort de cet inventaire que les panneaux sandwich constituent les seuls points dangereux probables quoique ponctuels.

45.2 - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS

S'agissant des dangers liés aux installations assurant des fonctions utilitaires, l'étude de dangers expose

- . la justification de leur localisation et de leur conception : ce sont des installations implantées à proximité du lieu d'utilisation, dans un local à part
- . les moyens de prévention et de secours spécifiques comme l'interdiction de fumer, l'éloignement des produits inflammables, l'équipement en extincteur
- . l'organisation de l'exploitation : le Service Maintenance est le service responsable de l'application des consignes établies en concertation avec le Service Qualité.

S'agissant des murs de séparation, dans la mesure où les risques de départ de feu sont liés principalement aux installations électriques et aux travaux par points chauds, la priorité en matière de sécurité incendie a été donnée au traitement des non conformités des installations

électriques et à la prévention du risque lié aux panneaux sandwich par application des dispositions du D14-A de l'APSAD : plus de 80 % des locaux ont fait l'objet de ces travaux.

La priorité porte désormais sur

- . l'achèvement des travaux d'installation des RIA
- . la montée en puissance de l'organisation de la sécurité incendie mise en œuvre début 2018
- . la poursuite de la mise en sécurité pour les 20 % de locaux non encore traités selon APSAD-D14-A.

45.3 - LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Le site a été en 2012 le siège d'un incendie dont **la gravité** se situe à un niveau plutôt bas pour CIBEVIAL mais à un niveau élevé pour les établissements voisins, dont la **cinétique** a été très rapide, dont **l'intensité** des effets thermiques explique les dégâts constatés sur les constructions.

Il n'a pas été signalé d'effets toxiques liés à l'émission d'un nuage de fumée. Mais il y aura lieu de prendre en compte le risque toxique à cause de la présence dans les fumées d'acide cyanhydrique, d'oxyde de carbone, de gaz carbonique.

Dans le cas présent, il paraît légitime de ne pas prendre en compte le risque d'effets de surpression et d'effets de projection, dans la mesure où les structures les plus dangereuses à cet égard se trouvent localisées au cœur même du site et où les calculs montrent que ces effets ne sortent des bâtiments que sur de faibles distances et n'atteindraient donc pas les limites du site.

45.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

La relation de l'incendie de 2012 est donnée dans le BARPI (ARIA 2675 - 29 août 2012).

L'incendie a eu des conséquences multiples : émission d'un important panache de fumée noire, évacuation des employés du site, interruption de la circulation, destruction de bâtiments voisins.

Les moyens mis en œuvre (matériels et personnels du SDIS, poteaux incendie extérieurs et intérieurs, interconnexion des réseaux d'alimentation, bassin de rétention des eaux de pluie de la ZAC) ont permis de limiter l'extension de l'incendie et d'éviter la pollution du milieu.

45.5 - EVALUATION DES RISQUES

455.1 - Analyse Préliminaire des Risques (APR)

On a recours à l'APCI 2016, bien qu'elle soit destinée à la protection des moyens de production de l'établissement, car APAVE y procède à l'analyse de la vulnérabilité et du risque selon la procédure APSAD-R11 modifiée, distinguant dans ce cadre les **points névralgiques** (éléments dont la défaillance impacte les activités), les **points dangereux** (élément susceptible d'engendrer et ou développer un incendie), les **points vulnérables** (classés dans une grille de niveau de risque croisant fréquence des points dangereux et gravité de l'atteinte aux points névralgiques), le **niveau de risque** enfin (croisement des points névralgiques et des points dangereux) :

Ce classement ne traite pas explicitement des effets thermiques, toxiques, de surpression en dehors du site. Toutefois on rappelle que les niveaux de gravité des points névralgiques 3 (conséquences internes et externes réversibles) et 4 (conséquences externes irréversibles) prennent en compte les risques externes au site.

455.2 - Analyse Détaillée des Risques (ADR)

4552.1 - Modélisation des effets toxiques

Le potentiel de danger pris en compte est celui d'un incendie affectant les panneaux sandwich présents dans le local Triperie, choisi parce qu'il représente la surface d'éléments isolants la plus importante (990 m²) et conséquemment le poids de polyuréthane le plus élevé (3 tonnes).

Considérant les dispositions constructives prises sur le site et la nature des produits stockés (carcasses), on n'a pas retenu la possibilité d'un incendie généralisé au site. Par contre, le local Triperie est pris en compte dans son entièreté.

Le risque d'émission de fumées toxiques en cas d'incendie est évalué sur la base des données bibliographiques. On identifie comme polluants l'acide cyanhydrique, les oxydes d'azote et de carbone (CO, CO²).

La dispersion du nuage toxique est évaluée par le logiciel Phast 7.21 de DNV qui met en œuvre les caractéristiques de l'incendie, les conditions météorologiques, la nature de l'évènement initiateur.

Les résultats de la modélisation se traduisent par des distances maximales d'effets :

- . le seuil des effets létaux significatifs (SELS) n'est pas atteint
- . le seuil des effets létaux (SEL) est inférieur à 2 m
- . le seuil des effets irréversibles (SEI) se situe à 227 m, sous les conditions météorologiques D10.

Le nuage toxique :

- . sort donc des limites du site
- . tangente le bâtiment du Carnégie Hall (365 personnes) au Nord, 2 établissements à l'Est (Rolland 6 personnes, SOBEVAL 23 personnes), 1 établissement au Sud (France Express 145 personnes), 2 établissements à l'Ouest (Papiers Paviot 80 personnes, INFOMA 88 personnes)
- . englobe 4 établissements au Sud (Saveurs Antoine, Carrier Transcold 17 personnes, Grand Frais, Cerise et Potiron 60 personnes).

A ne prendre en compte que les établissements englobés dans le périmètre des SEI, les cibles humaines seraient au nombre de 77, non comprises celles présentes dans les établissements n'ayant pas voulu donner leur effectif et surtout non comprises les 365 personnes se restaurant au Carnégie Hall. A ce propos, il doit être mentionné que la diffusion du panache toxique a été calculée aux conditions météorologiques majorantes du D10, qui s'appliquent en fait à la période nocturne où il n'y a plus de consommateurs au Carnégie Hall. Sous cette double réserve, le nombre de cibles humaines classerait l'accident en gravité III (importante).

A noter que lors de l'incendie de 2012, le REX décrivant l'émission d'un important panache de fumée noire, il y a eu 11 personnes hospitalisées, dont 3 intervenants, les 8 autres personnes ne sont pas situées, non plus que la gravité de l'atteinte.

La probabilité de l'accident est cotée C.

La cinétique est considérée comme lente : le temps d'atteinte est compatible avec une évacuation des personnes (ou leur confinement), il n'y a pas de personnes à mobilité réduite dans les cibles exposées.

4552.2 - Modélisation des effets thermiques

Les effets thermiques, définis par la grille de l'arrêté du 29 septembre 2005 pour les structures (flux de 8 kW/m²) et l'homme (flux de 3, 5, 8 kW/m²), ne sortent pas des limites du site, qu'il s'agisse des effets létaux significatifs, des effets létaux, des effets irréversibles.

Le même calcul des distances relatives à un incendie déclenché dans le local du Dispatching a conduit à des effets SELS, SEL, SEI sortant des limites du site. CIBEVIAL devra mettre en place un mur coupe-feu entre l'ancien local Dispatching (amené à être la future salle de vente) et l'ancien Marché des Viandes, situé à une distance de 6.7 m par rapport au local et haut de 4 m.

45.6 - MESURES DE MAITRISE DU RISQUE

L'APCI 2016 définit des mesures de prévention et des mesures de protection auxquelles elle affecte une priorité de mise en œuvre.

Le présent chapitre aborde également les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un incendie.

456.1 - Les mesures de prévention et de protection

Les points dangereux sont classés par priorité :

- . priorité 1 : le permis de feu, les installations électriques, les panneaux sandwich, le groupe hydraulique en mezzanine, l'organisation et la formation incendie, la chaufferie, la salle des machines, le local Maintenance, les fumeurs, le stock d'huile sous auvent
- . priorité 2 : aucune car pas de point vulnérable confirmé compte tenu du plan existant
- . priorité 3 : détection automatique d'incendie (DIA), robinets d'incendie armés (RIA), autres réalisations (remplacement du transformateur à huile par un transformateur sec, déménagement du réparateur des palettes de bois, déplacement du garage à motos, réalisation d'un stockage de paille et fumier et équipement par un extincteur)

Pour chaque point dangereux ci-dessus sont indiqués

- . l'objectif de l'action à mener
- . le point sur l'avancement de sa mise en œuvre.

456.2 - Les mesures d'intervention

4562.1 - Alimentation en eaux d'incendie

→ Les besoins

APAVE (note du 15 septembre 2016) a procédé à une évaluation des besoins futurs en eaux d'incendie selon le document technique D9, en se plaçant dans deux hypothèses de calcul :

- . hypothèse 1, reprise légère des murs : le débit requis pendant 2 heures se monte à 780 m³/h (soit 1560 m³ au total),
- . hypothèse 2, création ou reprise lourde de murs : le débit requis pendant 2 heures se monte à 570 m³/h (soit 1140 m³ au total).

→ Les ressources

Le retour d'expérience amène à l'idée générale que la réserve d'eau n'est pas le meilleur dispositif en milieu urbain, où l'accès à un réseau d'alimentation en eau est en général possible.

Lors de l'incendie de 2012, les pompiers ont fait face à un besoin en eau de 600 - 700 m³/h. Le dispositif actuel doit pouvoir suffire :

- dans l'hypothèse 1, les 4 hydrants testés, capables de fournir en simultané 1306 m³/h en 2 heures, sont légèrement insuffisants
- dans l'hypothèse 2, les 4 hydrants ont une capacité légèrement supérieure aux besoins (1 306 m³/2h pour 1 140 m³).

4562.2 - Rejet des eaux d'incendie

La réglementation impose que les eaux d'incendie ne rejoignent le milieu récepteur qu'après traitement : elles doivent être retenues sur le site et évacuées avant débordement par une entreprise spécialisée qui en assurera la neutralisation.

Deux solutions ont été étudiées au plan du principe

Solution 1 : le stockage sur le site à raison de 1100 m³

Solution 2 : le stockage dans le bassin de la ZAC avec les avantages suivants :

- .la connexion entre le site et le bassin existe via le réseau pluvial
- .le bassin pourrait assurer une fonction de réserve d'eaux incendie en fonctionnant « en circuit fermé », les pompiers pouvant installer en quelques heures un dispositif de pompage et de raccordement au site sinistré
- . CIBEVIAL s'engage à assurer les frais d'une dépollution du bassin s'il s'avérait que les eaux d'extinction d'incendie contiennent des substances dangereuses pour le milieu.

La solution 1 n'est pas envisageable d'un point de vu technico-économique ; la solution 2 est en voie de mise en application avec un accord de principe des services du Grand Lyon.

(Annexe 9 : demande de dérogation pour les eaux incendie)

4562.3 - Dispositif de désenfumage

L'établissement de CORBAS n'a pas été équipé à son origine d'issues de désenfumage : en installer aujourd'hui serait compliqué et coûteux vu le nombre d'ouvertures à réaliser (70).

Par contre il existe des bouches d'aération à commande manuelle qui ont été considérées en 2008 comme pouvant en faire office.

Par ailleurs le bâtiment à construire en extension de la salle des ventes sera équipé d'issues de désenfumage dont le nombre semblerait aller dans le sens des recommandations en la matière.

456.3 - Le coût des mesures de maîtrise des risques

Sur la période récente (2013-2016), CIBEVIAL a investi 244 500 euros répartis entre

. les mesures visant à la détection d'un incendie : 149 500 € (amortissement et maintenance annuelle de 18 000 €)

. les mesures visant à la rénovation du réseau de RIA : 95 000 € ((amortissement et maintenance annuelle de 9 300 €).

Sur la période à venir, les mesures évoquées dans le dossier représenteraient un coût compris

. entre 32 000 € et 63 000 € pour la création d'une réserve d'eaux d'extinction d'incendie

. entre 100 000€ et 350 000 € pour la création d'une capacité de stockage avant rejet des eaux d'extinction d'incendie

Le niveau de ces dépenses a conduit CIBEVIAL à rechercher d'autres solutions que le stockage sur site pour faire face aux nécessités d'une gestion stricte des eaux d'incendie.

ETUDE DE DANGERS

4.0 - METHODE SUIVIE

Trois textes fondamentaux ont servi de base à l'élaboration du présent chapitre :

- . l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations soumises à autorisation
- . la note du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, publiée par l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous l'intitulé « Contenu d'une étude de dangers »
- . le rapport INERIS du 16 mars 2004 (DRA 38) »Appui technique aux comités nationaux d'harmonisation des pratiques des études de dangers et des expertises - Analyse de l'état de l'art sur les grilles de criticité »

La démarche suivie par CIBEVIAL expose les mesures organisationnelles et techniques de maîtrise des risques en 6 étapes :

- . étape 1 : description des installations, de leur voisinage, de leur zone d'implantation
- . étape 2 : identification, caractérisation, réduction des potentiels de danger
- . étape 3 : analyse des accidents
- . étape 4 : analyse préliminaire des risques
- . étape 5 : analyses détaillée des risques
- . étape 6 : conclusion sur l'acceptabilité du risque

4.1 - DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) décrit de manière détaillée au chapitre 2 le site de CIBEVIAL SA tant en ce qui concerne sa localisation et son voisinage que ses structures et ses moyens. Le chapitre 2 constitue donc la description de l'établissement prévue par la réglementation : il s'agit bien de l'état futur du site, tel qu'il se présentera en 2017 après les aménagements programmés par CIBEVIAL depuis plusieurs années.

Néanmoins, pour ouvrir l'accès à l'étude de dangers, on rappelle ci-dessous les principales installations de production et les utilités de CIBEVIAL.

CIBEVIAL a été créée en 1997 et exerce depuis, à travers des configurations différentes, une activité d'abattage de bovins, équins, ovins et caprins soumise à autorisation, se traduisant par une production de 5 823 tonnes en 2016.

CIBEVIAL se situe dans la partie sud-ouest de la Métropole de Lyon sur la commune de CORBAS, au sein de la ZAC de Montmartin, gérée par l'ASLI et qui figure au PLU en zone UI.

Son voisinage est défini comme l'ensemble des entreprises présentes au bord des 4 voies qui bordent le site : l'avenue du Mont Blanc, l'avenue de Montmartin, l'avenue du Vercors, l'avenue Marcel Mérieux. Tantôt ces entreprises occupent le bord opposé de la voie (Mont Blanc, Montmartin) tantôt le même côté (Vercors, Marcel Mérieux). La figure n° ... (page ...)

du dossier donne la liste et la localisation de ces établissements avec indication de leur activité principale, de leur effectif, de leur statut administratif. Il existe ainsi 2 établissements soumis à autorisation, 6 établissements soumis à déclaration, 4 établissements non classés.

On ne compte aucune maison d'habitation dans cet entourage.

Les bâtiments comprennent

. sur 11 000 m² : les locaux de production (stabulation, abattage, maintenance), la plus grande partie en rez de chaussée du bâtiment principal, une partie restreinte en petites installations isolées (halle à fourrage, station de pré-traitement à l'air libre ...)

. sur 2 000 m² : une salle des ventes comprenant les surfaces de réfrigération, de découpe, de contact clients, de préparation des commandes, de stockage avant départ, de livraison.

. sur 450 m² : des bureaux, des vestiaires et sanitaires, une infirmerie, des locaux d'archives, des locaux à matériel

. sur 800 m² : les locaux administratifs des principaux abatteurs du site.

Les terrains nus couvrent 66 % du site et comprennent des terrains revêtus mais sans bâtiment important et des terrains enherbés et plantés. Les surfaces revêtues sont essentiellement dédiées à la circulation, au stationnement, au lavage des bétailières.

Le site couvrira au terme des ventes projetées une superficie totale de 33 000 m² environ.

La définition des bâtiments

. la couverture : selon les locaux bacs acier, toile goudronnée, laine de roche, panneaux sandwich

. les murs : béton banché, béton cellulaire, moellons, panneaux sandwich

L'effectif de CIBEVIAL est de 27 personnes, il faut rajouter les 4 personnes de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) présentes en permanence sur le site et les 50 personnes employées par les grossistes.

Le process d'abattage est décrit très précisément pour chaque chaîne, ainsi que les dispositions sanitaires prises pendant le process, en particulier en ce qui concerne les moyens de maîtrise du risque prion.

L'alimentation en électricité : EDF fournit l'énergie, il existe un transformateur refroidi à l'air de 1 600 kVA, APAVE vérifie régulièrement la conformité de l'installation.

L'alimentation en gaz : GrDF fournit le fluide.

L'alimentation en eau est assurée par le réseau de la ZAC géré par l'Association Syndicale du Lotissement Industriel (ASLI) de Vénissieux-Corbas-Saint Priest et affermé à VEOLIA, le réseau CIBEVIAL est équipé de disconnecteurs supprimant le risque de retour d'eau vers le réseau public.

La production d'eau chaude :

. la chaufferie est située près de la salle des machines : murs porteurs en parpaings de 20 cm d'épaisseur de tenue 150 mbars, toiture avec isolation par laine de roche de tenue 50 mbars, 3 portes métalliques de tenue 50 mbars, des panneaux verrière de tenue 20 mbars

. la chaudière de 2500 kw maximum est équipée d'organes de régulation, contrôle, sécurité, la canalisation de gaz est munie d'une électrovanne de sécurité, les résidus de combustion sont évacués par une cheminée en toiture, le fonctionnement est en mode automatique avec

contrôle permanent de la pression et de la température, la maintenance du brûleur est assurée par la société CHAM

La production de froid :

- . il existe 2 compresseurs d'une puissance installée de 800 et 450 kW refroidis par un condenseur à air
- . le fluide frigorigène est le R134 A, gaz homologué, non inflammable, non explosif, non toxique, fourni à CIBEVIAL à la demande par MONDIAL FRIGO par ailleurs chargé de la maintenance, il n'y a pas de stockage sur le site en dehors de celui contenu dans le compresseur
- . le fluide frigoporteur est l'eau glycolée, l'eau de refroidissement passe par la tour aéroréfrigérante située à l'extérieur du bâtiment près de la salle

La production d'air comprimé :

- . elle est assurée par 2 compresseurs de 180 CV et 75 kw l'unité, situés dans la salle des machines
- . il existe un réservoir tampon de 5 m³ en chaufferie, 3 réservoirs de 2 m³ sur les lieux de production
- . contrôle et entretien sont assurés par ATLAS COPCO

La manutention et les déplacements

- . on compte très peu d'utilitaires propres à CIBEVIAL : 1 véhicule de société, 1 chargeur à bras, 1 chariot élévateur, 1 chargeur à paille, 1 chariot électrique
- . le trafic lié à l'abattage sera à peu près le même qu'à l'heure actuelle soit : pour la réception-réexpédition des produits 15 PL/semaine, pour l'élimination des déchets 3 PL/semaine, pour la réception des fournitures de bureau et des produits de maintenance 4 VL/semaine
- . le trajet domicile-travail du personnel de CIBEVIAL mobilise 100 VL/semaine
- . l'essentiel de la circulation sera lié à l'activité des grossistes, transporteurs, bouchers, prestataires (540 VL, 86 PL/semaine)
- . le plan de circulation vise à assurer la sécurité et la salubrité en général, en particulier par
 - . la séparation des approvisionnements et des livraisons : la circulation des bétailières et celle des véhicules frigorifiques sont physiquement séparées et décalées dans le temps
 - . la vitesse maximale est fixée à 20 km/h

La réserve de fuel consiste en 1 cuve de 1 000 L sur bac de rétention dans un local fermé proche de la salle des machines.

La halle à fourrage : il s'agit d'un bâtiment implanté à l'écart, sans connexion physique avec le bâtiment principal, la toiture et les parois sont en tôle, l'équipement incendie consiste en un extincteur au CO₂ et il ya possibilité d'un arrosage par le RIA.

Le local des boîtiers aérosols : 50 boîtiers contenant des produits utilisés par l'atelier de maintenance (détergents, solvants, galvaniseurs à froid, dégriffants) y sont stockés, la liste en est donnée au chapitre 2.

Le poste de soudure

- . 1 jeu « de grande capacité » : 1 bouteille d'acétylène de 6 m³, 1 bouteille d'oxygène de 1.6 m³
- . 1 jeu « de petite capacité » : 1 bouteille d'acétylène de 1.4 m³, 1 bouteille d'oxygène de 2.3 m³

- . une quantité présente en permanence sur le site de 7.4 m³ d'acétylène et 12.9 m³ d'oxygène
- . une consommation annuelle d'1 grande bouteille d'acétylène et 1 grande bouteille d'oxygène

L'assainissement

Un réseau séparatif dessert la totalité du site de CIBEVIAL

Eaux usées

- . la convention de rejet avec la Métropole de Lyon est en cours de ré-écriture, suite à l'évolution du système de pré-traitement des effluents
- . le rejet se fait en un point unique situé avenue Montmartin
- . les eaux usées sont un mélange d'eaux industrielles, d'eaux vannes (douches-lavabos-éviers) d'eaux de pluie des aires considérées comme polluantes (aire de lavage des bétailières, aire de l'ancienne fosse à lisier, aires de pré-traitement des effluents, quais de chargement des déchets)
- . le volume moyen est de 148 m³/jour travaillé

La station de pré-traitement simplifiée

- . a été mise en service en 2015
- . remplace l'installation précédente détruite, le terrain a été vendu aux PAPIERS PAVIOT, le réseau de raccordement des points de production a été neutralisé
- . comprend
 - .un dégrilleur secondaire de 750 microns, le refus est dirigé vers la filière de compostage
 - .un dégraisseur possiblement associé à un flocculant, les boues de flottation sont récupérées dans une benne étanche destinée à la filière de compostage
 - .un dessableur élimine les matières décantées dans le dégraisseur, les boues vont au compostage
 - .un dispositif de contrôle des rejets (échantillonneur, débitmètre en entrée et en sortie, phmètre, thermomètre)

Eaux pluviales

- . le rejet se fait au réseau métropolitain
- . les eaux pluviales sont un mélange des eaux de toiture réputées propres et des eaux des aires de circulation et de stationnement qui le sont moins
- . le volume annuel sera de 25 000 m³/an, l'extension des bâtiments prévue se traduira par une augmentation du rejet de 160 m³/an dont une partie, étant eau de toiture, sera infiltrée dans un espace enherbé proche du nouveau bâtiment des ventes

La gestion des déchets

Le poids annuel des déchets se monte à 240 tonnes

Les déchets se répartissent en 2 catégories principales.

A - Les sous-produits d'origine animale (SPOA), non destinés la consommation humaine

Les différentes catégories :

- .C1 : matières représentant un risque majeur pour la santé humaine et la santé animale, tels les matériels à risque spécifié (MRS), les déchets issus des chaînes d'abattage
- .C 3 : matières ne représentant aucun risque pour l'homme ou les animaux mais exclues de la consommation humaine pour des raisons commerciales ou culturelles (graisses animales, sang, issues de bovins et d'ovins)

.C2 : matières classables ni en C1, ni en C3 : SPOA pouvant présenter un risque bactériologique, viral, chimique, SPOA bénéficiant d'une dérogation au titre d'une utilisation agricole

Modalités de gestion

. SPOA des chaînes d'abattage, de la salle des ventes, du local de salage des peaux d'ovins : collecte dans des bacs de couleur, dédiés, identifiés, gérés par les opérateurs, contrôlés par la direction, collectés par un prestataire agréé 2-3 fois/semaine, enregistrés par un document d'accompagnement commercial (DAR) donnant la nature et le poids du déchet

. sang de saignée : recueilli sur chaîne, conditionné dans 3 citernes réfrigérées de 3 m3, collecté 1-2 fois /semaine par cuve ou camion citerne, enregistré par DAC, contrôlé par le service de pesée

. refus de dégrillage : collecte dans la benne C1

. boues de dégraisseur : collecte 2-3 fois/mois

. cadavres d'animaux et carcasses saisies : collecte dans la benne C1

. matières stercoraires : benne C2 collecte 2 fois/mois

. fumiers : benne dédiée

. lisiers et eaux de lavage de la stabulation : réseau EU

Filières d'élimination

.C1 et C2 déclassés C1 : élimination par PRODIA à Saint Amour pour transformation en farine animale puis incinération en cimenterie

.C2 (fumiers, matières stercoraires, boues de la station de pré-traitement) : élimination par VALTERRA sur le site de compostage d'Anthon (38)

.C3 : élimination par PRODIA pour transformation du gras en suif, du déchet en produits de consommation animale

.réseau eaux usées : lisiers et eaux de lavage de la stabulation

.sang : élimination soit par la filière Pet Food Humide de PRODIA, soit par la filière séchage de SARIA.

B - Les déchets industriels banals (DIB), les déchets industriels spéciaux (DIS), les déchets à risque infectieux (DRI)

Les déchets industriels banaux (DIB)

L'élimination s'opère par NICOLLIN sauf les métaux ferreux qui trouvent des filières de valorisation.

La filière NICOLLIN concerne donc les papiers-cartons souillés, les matières plastiques (films, emballages), les supports souillés (absorbants, papiers d'essuie-mains, chiffons d'essuyage, gants, tenues jetables), les ferreux non valorisables et les produits de nettoyage et d'entretien.

Les déchets non valorisables sont récupérés par NICOLLIN

Les papiers et cartons non souillés sont triés et stockés dans un compacteur,

Le bois et les palettes de bois sont orientés en filière bois

Les déchets industriels spéciaux (DIS) s'éliminent dans des filières spécialisées

. les tubes fluorescents par CLE (Comptoir lyonnais d'Electricité)

. les piles et accumulateurs par ASLI

. les cartouches d'imprimantes et tuners d'impression par RICOH

. les huiles usagées par SSRHU

Les déchets à risque infectieux (DRI) comprennent

- . les matériels utilisés sur les postes de retrait de l'odex et d'aspiration de la moelle épinière : cuillères, gants, canules

- . le bac de couleur à couvercle inviolable pris en charge par SUEZ-SITA

Depuis 2008, CIBEVIAL a souhaité améliorer la gestion des emballages creux ayant contenu des substances à potentiel de dangers et mettre en place une politique d'approvisionnement et une procédure d'élimination

En amont, la politique est de choisir des produits moins dangereux et d'efficacité équivalente.

En aval la procédure comprend

- . la désignation d'un personnel habilité

- . les modalités de tri entre les emballages assimilables à des DIB et ceux assimilables à des DIS

- . l'affectation à chacune des catégories d'un lieu de stockage spécifique et sécurisé

- . les consignes en vue de l'enregistrement

- . l'identification des prestataires

- . la destination des déchets

4.2 - ORGANISATION GENERALE EN MATIERE DE SECURITE**42.1 - Les grands principes retenus pour la régulation, le contrôle, la surveillance, la commande, les alarmes.**

Le Service Maintenance, composé de 3 personnes, assure par roulement hebdomadaire un service d'astreinte téléphonique 24h/24. L'astreinte est appelée soit par des alarmes, soit par les personnes en charge de la surveillance de weekend.

La surveillance de weekend consiste en 2 passages par jour d'un salarié les jours de fermeture, qui vérifie l'intégrité du site et consigne les températures de l'ensemble des zones en températures dirigées. En cas de problème, cette personne contacte l'astreinte.

L'acquittement des alarmes est assuré par un système de transmetteur en place pour alerter le Service Maintenance sur 5 types de défaillance susceptibles de se produire sur le site : une panne de chaudière, une panne de la chaîne du froid, une panne d'alimentation EDF, une alerte du système de détection incendie, une panne de la station de prétraitement. Les personnes d'astreinte ont délégation pour intervenir directement ; elles interviennent dans un délai compris entre 15 et 60 minutes.

La température des chambres froides est contrôlée 365 jours par an par le personnel de CIBEVIAL ; la plupart des chambres froides sont aussi reliées à un enregistreur de température avec analyse des variations une fois par semaine ; si une panne se produit, la température n'augmentera pas dans l'enceinte pendant 4 heures sauf en cas d'ouverture, ce qui est une sécurité suffisante, en particulier la nuit.

Une panne sur la chaudière sera détectée par un dysfonctionnement du process « triperie ».

Une panne de la chaîne, détectable visuellement, se traduit par une opération de saisie si la panne se solde par une éviscération au-delà de 3/4 heure.

42.2 - Les équipements secourus en cas de panne de l'alimentation électrique sont l'ensemble des installations vitales pour l'établissement (froid, chaud, abattage) qui peuvent être alimentées par un groupe électrogène général de puissance électrique 1 200 kVA.

42.3- Les mesures pour pallier les ruptures d'approvisionnement des autres utilités

CIBEVIAL n'a pas de moyens propres pour faire face à une rupture d'approvisionnement en gaz ou en eau, la mise en œuvre de solutions palliatives relève exclusivement du distributeur. En ce qui concerne l'air, CIBEVIAL peut faire face à la panne d'un compresseur car elle utiliserait alors une ou plusieurs machines en réserve.

42.4 - Les mesures pour faire face aux risques incendie, explosion, pollution des eaux, pollution de l'air, circulation automobile

Risque incendie – Le risque incendie est analysé 1 fois par an par APAVE dans le cadre d'un contrat de suivi APCI engagé depuis 2012. Le rapport de la dernière visite, réalisée le 25 juillet 2017, analyse la vulnérabilité de l'établissement selon la règle APSAD R11 (annexe 10).

Les points vulnérables (au nombre de 11) sont définis comme les « lieux de rencontre » entre les points névralgiques (apprécié en taux de contrôle du chiffre d'affaires, du temps d'arrêt probable, de la gravité de l'atteinte) et les potentiels de danger ; ils sont distingués en « points confirmés » pour lesquels le temps d'arrêt prévisible est supérieur au temps d'arrêt maximum supportable et « points sensibles » correspondant au cas contraire.

Le plan de traitement place en priorité 1 les mesures de prévention, en priorité 2 la protection des points confirmés, en priorité 3 la protection des points sensibles.

Le rapport APCI conclut à ce qu'un incendie aurait une propagation rapide en raison des cloisonnements par panneaux sandwich et de l'absence de coupe feu réellement efficace.

Risques d'explosion - Ils sont contrôlés par les vérifications opérées sur l'équipement électrique.

Risques de pollution des eaux - La principale mesure de prévention d'une atteinte à la qualité des eaux souterraines est de veiller à l'étanchéité du système d'assainissement par une comparaison des volumes d'eau comptabilisés à l'entrée et à la sortie du réseau.

Risques de pollution de l'air - Ils sont surtout liés au risque incendie et sont donc contrôlés par les mêmes dispositions que lui.

Risques liés à la circulation automobile - Le plan de circulation établit la séparation totale entre le trafic de l'abattoir et celui de la salle des ventes, dans le respect de la réglementation en vigueur.

42.5 - Les dispositifs de détection des intrusions

Les clôtures sont continues autour du site, il n'y a pas de clôtures intérieures. Les portails d'accès au site sont fermés en dehors des heures d'exploitation. Les entrées sur le site sont contrôlées par badge ou par le service administratif.

L'équipement de certains secteurs avec des caméras a été opéré : le portail d'entrée de l'abattoir (1 caméra), la salle des ventes (16 caméras). Les enregistrements sont relayés sur le bureau du Directeur du site.

42.6 - La formation des personnels et l'application des mesures de maintien et de contrôle du niveau des connaissances

Le Responsable Qualité et le Responsable d'Exploitation procèdent actuellement à la réécriture des fiches de poste.

La formation réalisée touche :

- Le Matériel à Risque Spécifié : une quinzaine de personnes sont concernées (opérateurs et encadrement).
- Le secourisme, avec une équipe qualifiée constituée de 3 personnes
- L'hygiène, avec une formation réalisée avec l'aide de l'Ecole Vétérinaire en 2014 et des rappels par voie d'affichage ou en réunion.
- La sécurité avec les formations habilitation électrique, conduite des véhicules à moteur spécifiques, gestion d'une tour aéroréfrigérante, permis de feu.

42.7- Les dispositifs de commande ont été étudiés pour éviter une erreur humaine et les opérateurs ont un outil d'aide à la décision en situation dégradée.

Sur les chaînes de production, la progression des carcasses est automatique.

Le fonctionnement des compresseurs d'air et de froid et des chaudières est entièrement automatique.

Les informations, en cas de survenue de situation dégradée, remontent systématiquement vers le Responsable Production, qui dispatche ensuite l'information vers la Maintenance, la Qualité ou la Direction.

42.8 - Des exercices de simulation visant à entraîner les opérateurs à faire face à des situations accidentelles sont au programme de formation : une organisation « incendie » sera mise en place en 2018, en lien avec l'installation du nouveau réseau RIA et de la détection incendie.

42.9- Des dispositions sont en place pour contrôler que les opérateurs restent physiquement aptes à la conduite de l'installation.

Une visite médicale annuelle est opérée sur l'ensemble du personnel, les responsables d'équipe et notamment le Responsable d'Exploitation s'assure de cette disponibilité physique.

Des équipements adaptés sont en place aux différents postes de travail :

- . à la Production : casques, masques lunettes, gants longues manches, bottes, chaussures
- . à la Maintenance : masques, gants, lunettes.

42.10 - La procédure d'urgence pour ramener l'installation en sécurité passe par le dispositif d'astreinte : il y a toujours un responsable qui peut être joint et qui peut intervenir en environ 1 heure en se rendant sur place

42.11- Les procédures d'élaboration, de modification et d'application des consignes opératoires sont reprises dans les fiches de description de poste établies par le Responsable Qualité et validées par le Directeur du site. Les modifications sont testées par le Responsable d'Exploitation. L'information du personnel sur les procédures est assurée par apposition des fiches de postes sur les lieux de travail et par le Responsable d'Exploitation sous forme orale.

42.12 - Une procédure est en place pour analyser les accidents affectant le Personnel. Elle comporte le recensement des accidents, l'analyse des causes, les remèdes à apporter, la tenue d'un état statistique.

42.13 - L'organisation des secours

La permanence de la fonction de direction est assurée par 2 personnes qui sont le Directeur du site et le Chef d'Exploitation, elles peuvent être appelées à tout moment par portable.

Le Service de sécurité est représenté de fait par le Service Maintenance, qui relève directement du Directeur du site. Trois personnes forment ce service, elles sont donc affectées à des tâches de sécurité à temps partiel.

L'entreprise peut s'appuyer sur le prestataire spécialisé pour certaines interventions, par exemple sur MONDIAL FRIGO en cas de panne sur le froid.

Les moyens de protection et d'intervention

L'entreprise est équipée d'une panoplie d'extincteurs contrôlés annuellement par la société LISR (cf ci-dessous)

L'entreprise est équipée d'un système de détection incendie contrôlé deux fois par an par la société CHUBB et est en train de s'équiper d'un réseau RIA qui sera opérationnel début 2018.

Les extracteurs d'air pourraient servir en cas d'incendie pour évacuer les fumées ; la salle des ventes est équipée d'extracteurs de fumée reliés à la détection incendie.

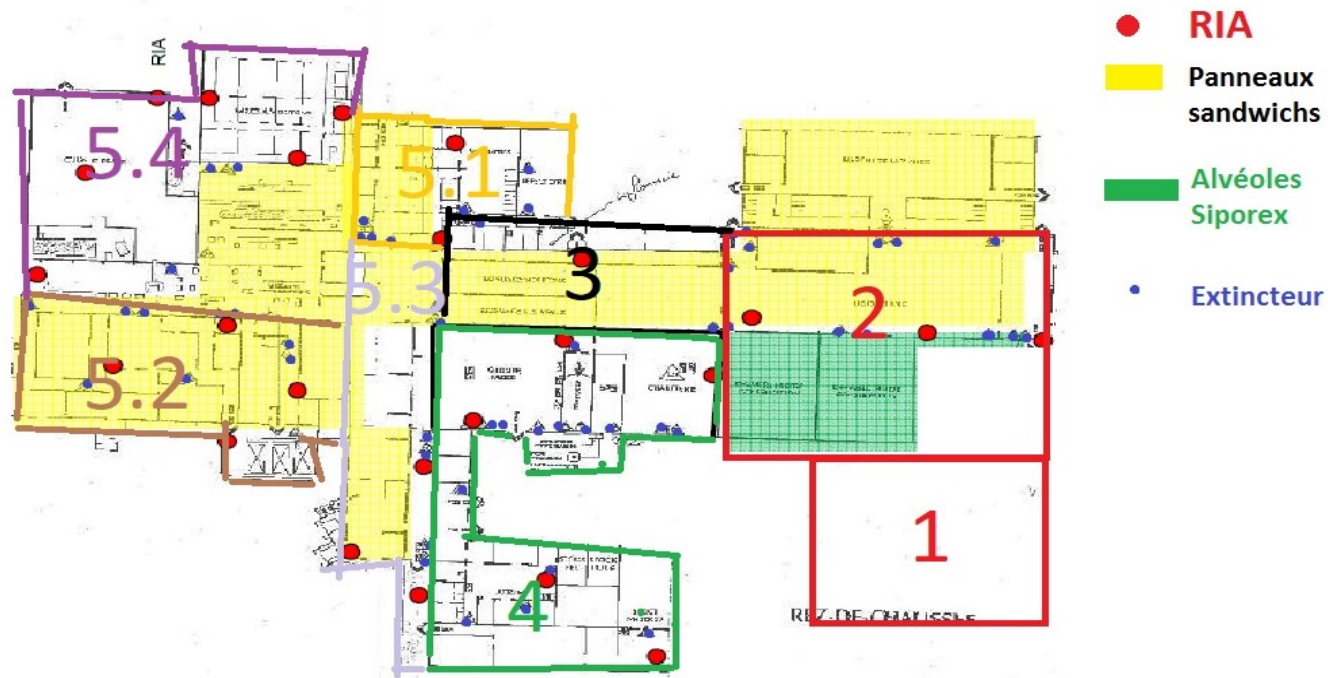
Les poteaux incendie sont contrôlés par APAVE chaque année.

En cas de besoin d'évacuation de blessés, l'entreprise peut créer instantanément une aire pour hélicoptère.

Pour des opérations nécessitant le déplacement d'objets lourds, elle dispose également sur place de moyens de levage (chariot Fenwick).

	ZONE		A	B	C
Bureau MDV	1			X	
MDV 17	2		X		
Ressuage	3		X		
Maintenance	4				X
Vestiaire + CF consigne / saisie Ov	5	5.1	X		
Triperie / déchets		5.2	X		
Ancienne zone de travail (inocupée)		5.3			X
Chaines ov/bov + bergerie/ bouverie		5.4			X

QUANTITE PANNEAUX SANDWICH	
A	BEAUCOUP
B	PRESENCE
C	ABSENCE



Annexe 24

**LOCALISATION des PI
de la ZAC de MONTMARTIN**

Les moyens extérieurs publics mobilisables sont représentés par le Centre d'Incendie et de Secours (CIS), le Service départemental et métropolitain d'incendie et de secours (le SDMIS) et le Service d'assistance médicale d'urgence (le SAMU). Leur intervention se justifie, soit ensemble, soit séparément, dans des situations d'incendie, d'explosion, d'accident de toutes natures.

Tous ces services opèrent avec leurs moyens propres en hommes et matériel. Le délai de mise en œuvre est de 1/4 h pour le SDMIS, basé à Saint Priest et de 1/2h pour le SAMU, basé à Grange Blanche.

Le Syndicat de la ZAC gère le réseau d'alimentation en eau potable qui approvisionne les poteaux incendie de la zone. Il existe 5 postes de ce genre dans l'entourage de CIBEVIAL : 2 sur l'avenue Montmartin, 2 sur la rue du Vercors, 1 sur la rue Marcel Mérieux.

Les moyens curatifs à mettre en place pendant et après un sinistre relèvent principalement du secours aux blessés et aux brûlés. Une intervention de premier niveau serait organisée par les sauveteurs secouristes du travail avec les moyens décrits au chapitre 5. Une évacuation des blessés graves serait opérée dans les meilleurs délais.

Les animaux vivants, en bouverie et en bergerie, sont eux aussi pris en compte dans ces dispositions.

Les conditions d'accès des secours sont bonnes pour la plupart des installations à risques car les espaces sont très ouverts, entre bâtiments comme à l'intérieur des bâtiments. Le poste de commandement, qui serait tout naturellement localisé sur le parking principal (au Nord du bâtiment d'abattage), se trouve ainsi à distance des installations à risques. L'accueil des équipes extérieures serait assuré par la direction de l'entreprise et le personnel d'astreinte.

En cas d'incendie, l'attention serait portée sur les produits utilisés par les pompiers, dont la nature devrait être précisée par leurs soins et l'analyse dans les eaux d'extinction opérée par un laboratoire extérieur. L'entreprise s'assurerait aussi que les eaux d'extinction ne fuient pas vers le sol ou le sous-sol, ce qui est relativement peu probable du fait de la généralisation des surfaces imperméabilisées.

La formation des personnels d'intervention comprend en particulier la formation du personnel de maintenance à l'élaboration des permis de feu en 2013. L'organisation du secourisme est achevée, dans la mesure où 3 personnes ont été formées et sont régulièrement entretenues dans leurs connaissances. Une formation avec mise en place du plan d'intervention incendie est prévue en 2017.

Avec les entreprises extérieures, les plus proches et les plus concernées, l'entreprise envisage d'établir des contacts afin de convenir de l'attitude à adopter, en matière d'information et d'assistance, au cas où telle ou telle installation appartenant à ces entreprises serait susceptible de participer à un effet domino.

4.3 - LES RISQUES PAR INSTALLATION

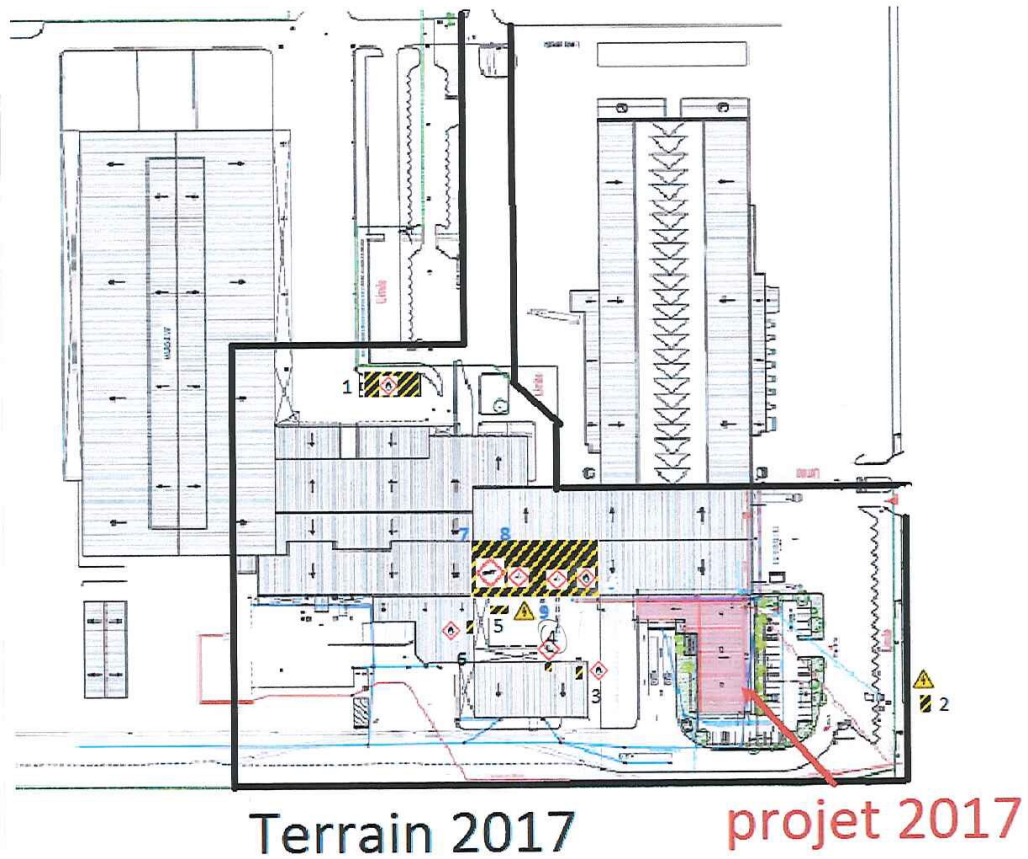
Ce chapitre répertorie les sources potentielles de danger et les risques associés, en suivant la démarche préconisée par l'Inspection des ICPE

- . étape 1 : identification des potentiels de dangers
- . étape 2 : réduction des potentiels de dangers
- . étape 3 : libération des potentiels de dangers
- . étape 4 : relation des accidents survenus
- . étape 5 : analyse préliminaire des risques
- . étape 6 : mesures de maîtrise des risques
- . étape 7 : conclusions sur l'acceptabilité du risque

La nécessité de procéder à l'analyse détaillée des risques est décidée à l'issue de cette démarche en 7 étapes.

Dix (10) installations pouvant présenter un danger ont été répertoriées

1. la chaufferie
2. la salle des machines
3. la halle à fourrage
4. le local des boîtiers aérosols
5. les postes de soudure
6. le local d'archives
7. le local des emballages
8. les aires de stockage des palettes
9. la cuve à fuel
10. les panneaux sandwich



ZONES à POTENTIEL de DANGER

En comparaison avec la configuration du site lors du DDAE 2006, le potentiel de dangers se situe à un niveau substantiellement moindre, en raison de la réduction des volumes et surfaces utiles et de la surface des cloisonnements équipés de panneaux sandwich, suite à la cession de la quasi-totalité du Marché Vif et d'une grande partie du Marché des Viandes.

43.1 - CHAUFFERIE

431.1 - IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Le danger réside dans les propriétés explosives et inflammables du *gaz de ville*.

Le potentiel de danger réside dans la *canalisation d'alimentation* de gaz, qui peut être affectée par une fuite pouvant conduire à une explosion.

La *canalisation d'entrée chaudière* est susceptible de présenter la même atteinte, avec des conséquences identiques.

Un accident affectant l'installation peut avoir des conséquences sur la salle des machines, qui lui est contigüe.

Dangers liés aux autres activités de l'établissement

Il n'y pas de risque lié à la *circulation interne*.

L'autre installation valant danger pour la chaufferie est la *salle des machines*, parce qu'elle est contigüe ; le danger afférent est analysé dans le chapitre consacré à cette installation.

Dangers liés aux activités extérieures à l'établissement

On n'a pas retenu de dangers liés aux *autres établissements industriels* de la ZAC, car la chaufferie se trouve protégée par les autres bâtiments du site et que la distance aux activités potentiellement dangereuses est importante.

La *navigation aérienne* représente un danger pour la chaufferie car le site est proche de l'aérodrome de Corbas. On sait que la chute d'un appareil sur un hangar agricole situé sur la commune de Chaponnay voisine a provoqué la mort d'une personne en 2002. Il n'y a pas de mesures préventives à prendre par CIBEVIAL, elles relèvent de l'aérodrome ; seules des mesures curatives peuvent être envisagées, du type de celles déjà prises en cas d'explosion et/ou d'incendie.

En ce qui concerne la malveillance, il faut penser principalement à un geste provoquant la mise en panne de l'installation, sans impact sur l'environnement.

Dans le registre des attentats, une action à l'explosif par exemple amènerait la destruction directe des équipements et en particulier des canalisations de gaz et de l'alimentation électrique, avec l'enchaînement déjà décrit : fuite - explosion - incendie.

Risques naturels

La *foudre* est à l'origine, en moyenne chaque année, d'une dizaine d'impacts sur le site lui-même. Cependant, dans la mesure où les conséquences constatées jusqu'alors se sont soldées par une simple interruption de l'alimentation électrique, CIBEVIAL n'éprouve pas le besoin d'installer un système parafoudre, en cas de foudroiement, le transmetteur alerte le service d'astreinte qui procède à une intervention sur place. En outre, le site n'est pas soumis à l'obligation d'un plan foudre selon la circulaire du 10 mai 2010.

431.2 - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Le procédé de chauffage au gaz a été choisi pour des raisons de sécurité et de facilitation de l'exploitation (alimentation régulière par canalisation d'un produit de qualité garantie).

La localisation de l'installation est justifiée par la situation de l'ancienne chaufferie, implantée à proximité des lieux d'utilisation et des autres équipements techniques.

La mise en sécurité comporte les opérations automatiques suivantes

a) des mesures préventives :

- la modification du poste gaz avec transfert du détendeur à l'extérieur a été réalisée en 2015

b) des mesures d'alerte :

- la coupure de l'arrivée de gaz en cas d'absence ou d'insuffisance de flamme

- la coupure de courant en cas de court-circuit

- la mise à l'arrêt de la chaudière et la fermeture de l'arrivée de gaz en cas de fuite dans le local

- l'alerte du service d'astreinte

Elle s'appuie sur les organes suivants :

. 1 capteur de pression (temps de réaction 1 seconde)

. 1 capteur de température

. 1 cellule de détection de flamme,

. 1 sectionneur de courant,

. 2 détecteurs de fuite de gaz (temps de réaction 10 secondes) placés dans le local, le n° 1 sur le mur à droite de l'entrée, le n° 2 sur la chaudière,

. 1 ventilation haute permanente et adaptée assurée par la toiture ; 1 ventilation basse en cas de fuite assurée par les portes donnant sur l'extérieur (superficie 10 m²), son redimensionnement en vue d'une mise en conformité est en cours d'étude.

L'organisation spécifique s'appuie sur le Service Maintenance qui assure, outre le suivi de l'installation, le service d'astreinte dans les termes généraux décrits précédemment.

Dangers liés aux autres activités de l'établissement

L'autre installation valant danger pour la chaufferie est la *salle des machines*, parce qu'elle est contigüe ; le danger afférent est analysé dans le chapitre consacré à cette installation.

Dangers liés aux activités extérieures à l'établissement

En ce qui concerne la malveillance et l'attentat, la réduction du potentiel de dangers se réalise dans le dispositif de surveillance : clôture, caméra, rondes opérées par CIBEVIAL et une société de gardiennage

431.3 - LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Le danger réside dans les propriétés explosives et inflammables du gaz de ville, en cas de libération on aurait :

. des conséquences sur l'homme à l'intérieur du bâtiment abritant la chaufferie

. des conséquences sur les autres installations du site CIBEVIAL, la salle des machines surtout qui lui est contigüe.

Par contre, compte tenu de la situation de la chaufferie au cœur du site, lui-même au cœur d'une ZAC, il y a lieu de ne redouter aucune conséquence sur l'environnement.

431.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

4314.1. Accidentologie générale

Les défaillances les plus fréquentes constatées sur les chaufferies selon la base de données ARIA se situent au niveau de l'alimentation en combustible (26 % des accidents) et des circuits de fluide caloporteur (29 %), les réseaux sont les plus touchés, il y a peu de pollution des milieux.

Les chaufferies sont exposées aux effets dominos du fait de leur situation au cœur de nombreux établissements : défaillance électrique, explosion ou incendie de la salle des machines, incendie généralisé.

Les accidents interviennent le plus couramment

- . à la mise en service ou lors des travaux de maintenance ou de modification ou durant les périodes de test et de redémarrage : 31 % des accidents, 80 % des accidents à victimes

- . dans les moments de présence réduite du personnel : nuit, restauration, jours fériés, d'où le besoin d'une opérationnalité totale du dispositif de sécurité.

Les causes procèdent rarement d'aspects techniques purs et résident dans une analyse insuffisante ou une non prise en compte des risques ; une maîtrise incomplète des procédés, des équipements, de l'exploitation, des travaux ; une défaillance de l'organisation ; une formation a minima, l'absence ou le non respect des consignes ; des défauts de maintenance-contrôle-vigilance ; une négligence vis-à-vis des messages d'alerte ; une mauvaise gestion du retour d'expérience.

4314.2 - Accidentologie de l'établissement

Aucun accident ne s'est produit sur la chaufferie, chaudière comprise, depuis la création de CIBEVIAL en 1997, que cet accident ait pris naissance dans l'installation elle-même ou en dehors d'elle.

On signale toutefois que, lors de l'incendie de 2012, l'alimentation électrique du site a été affectée, le câble HTA ayant été détérioré entre le poste de livraison et le transformateur et a dû être relayée par un groupe électrogène pendant environ 3 semaines.

431.5 - ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES

Elle vise à évaluer l'occurrence d'un **accident majeur** à travers une identification et une caractérisation des **scénarios d'accident**.

On rappelle la définition de l'accident majeur donnée par l'arrêté du 29 septembre 2005 :
*« événement tel qu'une émission, un incendie, une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation, entraînant **pour la santé humaine et l'environnement, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement, un danger grave, immédiat ou différé** et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou des préparations dangereuses ».*

Les 2 scénarios d'accident susceptibles de se produire dans la chaufferie, ont été évalués et quantifiés par APAVE en 2006, dont les calculs sont repris ci-dessous :

- . l'explosion de la chaudière au gaz de ville
- . la création d'une atmosphère explosive

Ils sont décrits et évalués, comme les autres scénarios par la suite par

- . la chaîne des événements : événements initiateurs (EIN) - événement redouté central (ERC) - événements aggravants (EAG)
- . les paramètres du risque : probabilité, cinétique, intensité, gravité
- . la nature des effets : thermiques, toxiques, de surpression, missiles

4315.1 - Explosion de la chaudière

→ Chaîne des évènements

Evènement redouté central : l'explosion de la chaudière

Evènements initiateurs : a) la concentration excessive de gaz survenant à la (re)mise en service b) un mauvais tirage de la cheminée

Parmi les effets pris en compte au plan général dans les études de dangers, on retient seulement ici les effets de surpression et les effets missiles, les effets toxiques et les effets thermiques étant pris en compte dans le scénario n° 2 (création d'une ATEX).

→ Evaluation de la probabilité d'occurrence (arrêté du 29.09.2005 - titre II)

« L'échelle de probabilité va (de gauche à droite sur la grille de criticité) du moins probable au plus probable :

E = évènement possible mais extrêmement peu probable, n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années d'installation

D = évènement très improbable, s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité

C = évènement improbable, un évènement similaire déjà rencontré dans les secteurs d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité

B = évènement probable, s'est produit ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation

A = évènement courant, s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation malgré d'éventuelles mesures correctives »

L'explosion de la chaudière est considérée comme très improbable par CIBEVIAL, qui estime que le déroulement des opérations d'allumage est tel que chacune d'entre elles conditionne la suivante, ce qui est un facteur de sécurité.

On choisit donc **une probabilité de classe D** = évènement très improbable, qui s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.

→ Evaluation de la cinétique (arrêté du 29.09.2005 - titre III)

*« La cinétique est dite lente si elle permet de mettre en œuvre des mesures de maîtrise du risque suffisantes dans le cadre d'un plan d'urgence interne (PUI) pour protéger les personnes exposées à l'extérieur de l'installation objet du PUI. Le L511-1 stipule que sont soumises les installations pouvant présenter des dangers **pour** la commodité, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, **pour** l'agriculture, la nature, les paysages, **pour** l'utilisation de l'énergie, **pour** les sites, les monuments, le patrimoine archéologique ».*

La cinétique est qualifiée de lente dans la mesure où les effets de surpression et les effets missiles restent confinés à l'intérieur de la chaufferie : cela dispense des mesures de protection des personnes présentes à l'extérieur du site, comme de celles présentes à l'extérieur et à proximité du bâtiment.

Pour autant que ce concept s'applique à cette situation, la cinétique est ultra- rapide au contraire pour les personnes présentes à l'intérieur du bâtiment.

→ Evaluation de l'intensité des effets (arrêté du 29.09.2005 - titre IV - article 9)

« L'intensité des effets est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques, d'effets missiles pour les hommes et les structures

Pour les effets toxiques, on définit, pour une exposition de 1 à 80 minutes, une correspondance entre le type d'effets constatés et la concentration d'exposition :

- . seuil des effets létaux significatifs SELS (CL 5%)
- . seuil des effets létaux SEL (CL 1%)
- . seuil des effets irréversibles SEI
- . seuil des effets réversibles SER

Les seuils d'effets létaux correspondent, pour une durée d'exposition donnée, à la concentration létale (CL) au-dessus de laquelle on peut observer une mortalité dans la population exposée de 1 % pour le SEL, de 5 % pour le SELS. La valeur de ces seuils est propre à chaque substance.

Pour les effets de surpression on se réfère à une échelle d'intensité 20, 50, 140, 200 mbars pour l'homme (on parle de dangers pour la vie humaine) et de 20, 40, 120, 200, 300 mbars pour les structures (on parle de dégâts ou de dommages matériels)

Pour les effets thermiques, on se réfère à une échelle d'intensité de 5, 8, 16, 20, 200 kW/m² pour les structures (on parle de dommages) et 3, 5, 8 kW/m² pour l'homme (on parle de dangers)

Pour les effets missiles, compte tenu des connaissances limitées en la matière, l'évaluation se fait au cas par cas avec justification par l'exploitant, de même que la délimitation des zones d'effets pour l'homme ou les structures ».

Les effets de surpression peuvent se produire jusqu'aux distances suivantes

. la surpression de 140 mbars : à 4 m dans l'axe d'évacuation des fumées, ils restent donc confinés à l'intérieur du bâtiment dont les parois sont à plus de 4 m de la chaudière, avec des effets :

- . sur les structures au seuil des dégâts graves
- . sur l'homme au seuil des effets létaux délimitant la zone des dangers très graves

. la surpression de 50 mbars : à 11 m, donc restant confinés à l'intérieur du bâtiment puisque les murs résistent à 150 mbars (épaisseur 20 cm), les 3 portes métalliques et la toiture à 50 mbars, seuls les panneaux verrière ayant une tenue à 20 mbars, avec des effets :

- .sur les structures au seuil des dégâts légers
- .sur l'homme au seuil des effets irréversibles, délimitant la zone des dangers significatifs.

Les effets missiles, considérés comme coexistant aux effets de surpression restent eux-mêmes confinés dans le bâtiment. Ils y ont par contre une intensité maximale (débris de chaudière et autres objets impactés par l'explosion).

Par hypothèse, jusqu'à 4 personnes (personnel de CIBEVIAL, prestataires, visiteurs) peuvent se trouver dans la chaufferie au moment de l'accident. Si on utilise l'échelle de **gravité**, celle-ci doit être considérée comme importante (atteinte SEL de 1-10 personnes). Mais la **probabilité** de la conjonction explosion de chaudière - présence humaine doit être

classée E (événement possible mais extrêmement peu probable), ce qui amène à lui affecter un **niveau de risque faible**.

→ **Evaluation de la gravité des conséquences d'un accident sur les personnes (arrêté du 29.09.2005 - titre IV - article 10)**

« La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident.

Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion.

L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident à l'extérieur des installations distingue, en fonction du nombre de personnes impactées le niveau :

	<i>SELS</i>	<i>SEL</i>	<i>SEI</i>
. désastreux :	<i>> 10</i>	<i>>100</i>	<i>> 1000</i>
. catastrophique	<i>< 10</i>	<i>de 10 à 100</i>	<i>de 100 à 1000</i>
. important :	<i><= 1</i>	<i>de 1 à 10</i>	<i>de 10 à 100</i>
. sérieux :	<i>0</i>	<i><=1</i>	<i><10</i>
. modéré :	<i>0</i>	<i>0</i>	<i><1</i>

Les effets de surpression et les effets missiles ont une gravité nulle sur les personnes extérieures au site, modérée sur les personnes présentes à l'extérieur du bâtiment, importante (SEL) à l'intérieur du bâtiment en cas de présence concomitante de 4 personnes.

L'explosion de la chaudière est considérée comme un accident

. de probabilité D, très improbable, déjà constaté mais bénéficiant de mesures correctives efficaces

. de cinétique lente (sauf pour les personnes présentes à l'intérieur du bâtiment)

. d'intensité 140 mbars (seuil des dégâts graves pour les structures et des effets létaux pour l'homme) à 4 mètres et 50 mbars (seuil des dégâts légers pour les structures et des effets irréversibles pour l'homme) à 11 mètres

. de gravité nulle en dehors du site, modérée à l'extérieur et à proximité du bâtiment, importante à l'intérieur du bâtiment.

En conclusion, le scénario 1 n'est pas un accident majeur pour les personnes extérieures au site, c'est un accident important pour les personnes présentes à l'intérieur au moment de l'explosion.

En ce qui concerne les effets missiles, on estime que le risque est nul à l'extérieur de la chaufferie du fait des mesures constructives.

4315.2 - Création d'une ATEX dans la chaufferie

→ **Chaine des événements**

Evènement initiateur : défaillance d'une vanne, d'un piquage ou d'un joint, corrosion de la canalisation d'amenée, agression mécanique par un engin de manutention

Evènement redouté central : fuite de gaz de ville en amont de la chaudière

Evènements aggravants : défaillance des détecteurs de fuite, génération d'une flamme (briquet), apparition d'une source d'ignition (la chaudière, une connexion électrique, des travaux par point chaud, l'inflammation d'une gaine calorifugée)

Les effets évalués sont les effets thermiques, les effets toxiques, les effets de surpression et les effets missiles.

L'étude APAVE 2006 donne une approche quantitative de cette évaluation des risques, les caractéristiques de l'installation et de son environnement n'ayant pas changé, elle a été reprise dans le DDAE 2017.

Les scénarios retenus et évalués sont

- . l'explosion de la chaufferie sans sécurité (non détection et non fermeture des vannes automatiques sur l'alimentation de gaz)
- . l'explosion de la chaufferie avec sécurité (détection avec fermeture des vannes automatiques sur l'alimentation de gaz)

→ Paramètres de risque

Evaluation de la probabilité d'occurrence

L'événement est jugé comme très improbable (D) selon la définition donnée par l'arrêté, du fait des mesures de prévention mises en œuvre : consignes de sécurité (évolution des engins), surveillance (attentat), détection des fuites, détection des forts débits, détection des faibles pressions.

Evaluation de la cinétique

Les limites de propriété sont à 80 mètres de la chaufferie, le bâtiment des ateliers forme écran entre celle-ci et les bâtiments de la propriété mitoyenne (Parc d'activité développé par ALSEI).

La cinétique est de ce fait qualifiée de lente dans la mesure où les effets ne sortent pas du bâtiment et donc du site mais les effets à l'intérieur du bâtiment concernent les personnes présentes.

En ce qui concerne les effets de surpression et les effets missiles, les calculs APAVE montrent qu'ils ont très peu de réalité à l'extérieur de la chaufferie et qu'il n'y a pas de problématique cinétique au sens défini par le titre III de l'arrêté du 29.09.2005 : les murs (tenue 150 mbars) contiennent les surpressions.

En ce qui concerne les effets thermiques à l'extérieur du bâtiment et donc du site, il n'y a pas eu de calcul, sous la considération que les murs ont 20 cm d'épaisseur et constituent de ce fait un coupe feu. Mais comme ci-dessus, il y a les effets à l'intérieur sur les personnes présentes.

En ce qui concerne les effets toxiques, leur prise en compte n'a d'intérêt que dans le scénario d'une fuite de gaz sans inflammation. Les cibles sont alors les personnes présentes dans le local, mais le gaz naturel est considéré comme non toxique par inhalation (sauf à forte concentration), non irritant pour la peau et les yeux, peu susceptible d'ingestion.

Evaluation de l'intensité des effets

Pour une explosion de chaufferie sans sécurités

Les effets de surpression sont peu significatifs à l'extérieur du bâtiment, les murs (tenue 150 mbars) contiennent les surpressions :

- seuil de 140 mbars (seuil des dégâts graves sur les structures, des effets létaux pour l'homme) non atteint

- seuil de 120 mbars (seuil des dégâts moyens sur les structures, entre irréversibles et létaux pour l'homme) à 15 mètres : ils excéderaient les limites du bâtiment si ce n'était les murs
- seuil de 50 mbars (seuil des dégâts légers sur les structures) à 40 mètres

L'effet missile, dû d'abord à l'envol de la porte, se manifeste jusqu'à la distance de 70 m.

Les dommages sont circonscrits pour l'essentiel à l'intérieur du bâtiment :

- . il y a un risque d'arrêt prolongé de la chaufferie
- . les équipements de résistance moyenne du local peuvent être atteints
- . la toiture cède
- . la porte est arrachée
- . il y a quelques bris de vitres vers l'extérieur
- . le fluide caloporteur étant l'eau il n'y a pas lieu de redouter une pollution des eaux usées par le fluide lui-même, mais il faut tenir compte de la présence possible/probable dans le rejet de produits d'entretien des circuits.

Pour une explosion de chaufferie avec sécurités

Les effets de surpression sont peu significatifs à l'extérieur du bâtiment, les murs (tenue 150 mbars) contiennent les surpressions :

- seuil de 140 mbars non atteint
- seuil de 120 mbars à 10 mètres
- seuil de 50 mbars à 10 mètres
- les dommages sont circonscrits pour l'essentiel à l'intérieur du bâtiment :
- il y n'a pas forcément un risque d'arrêt prolongé de la chaufferie, mais une vérification des équipements est nécessaire avant redémarrage, les plus légers au moins ayant pu subir des dommages
- la toiture est déformée
- la porte est arrachée.
- il y a quelques bris de vitres à l'extérieur.

Evaluation de la gravité des conséquences d'un accident

Pour une explosion de chaufferie sans sécurité

On prend en compte la présence simultanée dans le local au moment de l'accident de 4 personnes, ce qui amène un niveau de gravité jugé important (zone SEL pour 1-10 personnes)

Pour une explosion de chaufferie avec sécurité

Dans la même hypothèse, on aboutit au même degré de gravité.

431.6 - MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Mesures existantes

Prévention

- . consignes de sécurité (manœuvre proche, attentat, surveillance)

Limitation

- . détecteurs de fuite
- . détecteur de fort débit - faible pression en cas de brèche importante, contrôle 1 fois/an par GrDF
- . avant apparition du PhD : ventilation du local par ouverture des portes et fenêtres, manœuvre manuelle des vannes
- . après apparition des phénomènes dangereux : mise en œuvre des extincteurs, appel au SDMIS, alerte au service d'astreinte

Protection

- . évacuation du personnel

.détection de haute pression

Mesures à créer

- . ventilation basse du local
- . contrôle de la canalisation
- . procédures d'entretien et de contrôle pour détecteurs de fuite, extincteurs, personnel, procédure d'alerte
- . renforcement des gonds de porte

431.7 - CONCLUSIONS SUR L'ACCEPTABILITE DU RISQUE

La création d'une ATEX dans la chaufferie est considérée comme un accident :

- . **de probabilité** D, très improbable du fait des mesures de prévention efficaces
- . **de cinétique** lente (sauf pour les personnes présentes à l'intérieur du bâtiment)
- . **d'intensité** 120 mb à 40 m, 50 mb à 40 m sans sécurité, ramenée à 10 m avec sécurité
 - . les équipements du local sont classés selon une vulnérabilité décroissante : 1- chaudière en service, 2-plaques échangeuses, 3-adoucisseur, 4-ballon d'eau chaude, 5-canalisations (au niveau des joints principalement), 6- ancienne chaudière au fuel
 - . les ouvertures du local, la toiture, les ateliers de maintenance sont menacés par l'effet de surpression et l'effet missile
- . **de gravité** nulle à importante :
 - . nulle à l'extérieur du site
 - . faible à l'extérieur du bâtiment : on ne peut exclure l'effet missile entre chaufferie et atelier
 - . importante à l'intérieur du bâtiment : on ne peut exclure le risque d'accident pour le personnel et /ou les visiteurs présents dans la chaufferie (effet de pression, effet thermique)

43.2 – SALLE DES MACHINES

432.1 - IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Le potentiel de dangers réside dans les propriétés des fluides utilisés : le R134 A, fluide frigorigène et l'eau glycolée, fluide frigoporteur.

Le fluide frigorigène utilisé par CIBEVIAL pour sa production de froid positif est un hydrofluocarbure, le tétrafluoroéthane de formule $C_2H_2F_4$, désigné ci-après par R 134 A (Fiche de sécurité fournie par Mondial Frigo).

Il a un impact nul sur la couche d'ozone, un impact fort sur l'effet de serre.

A température ambiante, il est considéré comme non inflammable, non explosible, non toxique (l'étiquetage CE n'indique ni symbole, ni phrase de risque, ne mentionne pas d'effet cancérogène, mutagène, tératogène), par contact il peut provoquer des gelures ou des lésions oculaires

Sous l'effet de la chaleur il peut

- . s'enflammer par mélange avec l'air
- . être à l'origine d'une explosion
- . libérer du fluorure d'hydrogène (HF), de l'oxyde de carbone, du gaz carbonique
- . devenir très corrosif et violemment exothermique par mélange avec l'eau.

. générer des vapeurs plus lourdes que l'air pouvant provoquer à hauteur d'homme une asphyxie par raréfaction d'oxygène.

Le fluide frigoporteur est un mélange d'eau et d'éthylène glycol, désigné ci-après par eau glycolée.

L'éthylène glycol (Fiche de sécurité INERIS 2016) est peu inflammable à température ambiante, auto-inflammable à 410 °C, peut générer des vapeurs explosives en contact avec l'air à certaines concentrations, est corrosif en présence d'eau à des températures élevées, est de toxicité aigüe par ingestion ou chronique par exposition au travail.

Dangers liés aux autres activités de l'établissement

Les risques liés à la *circulation interne* sont limités aux évolutions des engins de levage lorsqu'ils ont accès à la salle des machines, ce qui se produit en hiver (mise à l'abri des matériels).

Les *autres risques* sont liés à la survenue d'une explosion ou d'un incendie dans une installation proche (chaufferie).

Dangers liés aux activités extérieures à l'établissement

Au même titre que les autres installations du site, la salle des machines peut être atteinte par la *chute d'un aéronef*. Les conséquences seraient la destruction totale ou partielle du local et des équipements. Les mesures de prévention sont de la responsabilité de l'aérodrome de Corbas, les mesures de limitation et/ou de protection, du ressort de CIBEVIAL. Le remplacement de l'installation demanderait 1 à 2 mois.

La malveillance n'aurait pas de conséquence sur l'environnement mais aurait un impact grave sur la production du fait de la détérioration totale ou partielle de l'installation et de l'arrêt du fonctionnement de la chaîne de froid. Les mesures de prévention relèvent de la surveillance exercée par la Sté SECURITAS (ronde de nuit sur l'ensemble de la zone) et par CIBEVIAL (ronde pendant le weekend), les mesures de protection de l'alerte par le transmetteur, les mesures d'intervention de la mise en route des compresseurs qui n'auraient pas été atteints.

On peut redouter *un attentat* à la charge explosive, susceptible de détruire partiellement ou totalement l'installation. Les mesures de prévention comprennent la clôture du site et la surveillance des allers et venues. Les mesures de protection et les mesures d'intervention sont les mêmes qu'en cas de malveillance.

Risques naturels

La foudre a un impact possible, avec coupure de l'alimentation électrique et arrêt de la production, cela s'est déjà produit sur le site mais sans impact direct sur la salle des machines. Il y aurait alors alerte par le transmetteur.

Le vent peut provoquer l'envol de tôles de toiture ou de bardage, avec atteinte possible aux personnes et aux biens ; les mesures prises consistent principalement à opérer une surveillance renforcée par temps de grand vent.

432.2 - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS

Justifications de la conception et de la prévention - La substitution du R134 A au fréon R22 a répondu à un souci de plus grande sécurité. Le potentiel de dangers est réduit aussi par l'existence d'un stockage maximal de 2 bouteilles de 100 kg. L'ambiance de travail est protégée par le contrôle de la pression dans le ballon et par l'aération permanente de la salle des machines.

Le choix de l'implantation s'explique par la volonté de constituer un bloc technique cohérent à proximité des équipements qui utilisent les frigories. La tour aéroréfrigérante ne pouvait être installée sur une toiture ordinaire car elle exige une structure support robuste.

Système de conduite - En principe l'installation n'est arrêtée qu'une fois dans l'année au moment de la maintenance annuelle opérée par la Société MONDIAL FRIGO.

En marche normale le fonctionnement est assuré :

- en automatisme intégral basé sur le contrôle de la température et de la pression,
- par pilotage automatique de la ventilation au niveau des aéroréfrigérants, surtout utile en été.

Système de sécurité - Il repose sur 4 contrôles : pression et température, fuite du circuit d'eau glycolée, Légionnelle sur le circuit de refroidissement. Le contrôle d'étanchéité du circuit de réfrigération se fait par le contrôle du niveau du ballon opéré tous les jours par l'électricien du Service de Maintenance. En cas de panne d'électricité, notamment consécutivement à un coup de foudre, il y a alerte par transmetteur vers le service d'astreinte.

Organisation - Le suivi de l'installation est assuré par le Service Maintenance. Il dispose d'un transmetteur relayant sur l'astreinte, en cas de coupure d'électricité en particulier, et d'extincteurs placés en salle des machines

432.3 – LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

La concrétisation de dangers réside dans une fuite sur le *circuit de R 134 A* ou le *circuit d'eau glycolée*.

Le *circuit de refroidissement* des compresseurs et notamment la *tour aéroréfrigérante* présente un risque de Légionelle, analysé dans le volet sanitaire de l'étude d'impact.

A la température ambiante les fluides (frigorigène et frigoporteur) représentent un danger limité

- . le R134 A est considéré comme non inflammable, non explosible, non toxique, par contact il peut provoquer des gelures ou des lésions oculaires
- . l'éthylène glycol est peu inflammable mais de toxicité aigüe par ingestion ou chronique par exposition au travail.

En présence d'une source de chaleur les fluides extravasés peuvent se révéler dangereux

- . le R 134 A peut s'enflammer par mélange avec l'air, être à l'origine d'une explosion, libérer du fluorure d'hydrogène (HF), de l'oxyde de carbone et du gaz carbonique, générer des vapeurs plus lourdes que l'air pouvant provoquer une asphyxie par raréfaction d'oxygène, devenir très corrosif et violemment exothermique par mélange avec l'eau
- . l'éthylène glycol est auto-inflammable à 410 °C, peut générer des vapeurs explosives en contact avec l'air à certaines concentrations, est corrosif en présence d'eau.

Un accident affectant l'installation peut avoir des conséquences sur la chaufferie, qui lui est contigüe.

432.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

L'accidentologie ARIA, si elle fait état de très nombreux évènements mettant en cause les fluides chloro-fluorés (HCFC et CFC) ne relate pas de manière explicite d'accident ayant pour origine ou conséquence un déversement de R 134 A ou d'eau glycolée.

Aucun accident imputable à une fuite de fluide n'est à déplorer à ce jour sur le site de CIBEVIAL.

432.5 - ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES

On examine ci-dessous 3 scénarios d'accident touchant les compresseurs de froid et/ou les compresseurs d'air

SCENARIO 1 : FUITE SUR LES COMPRESSEURS DE FROID SANS ELEVATION DE TEMPERATURE

→ Chaîne des évènements

Evénement initiateur

- .détérioration du circuit principal (canalisation, joint, ballon)
- .par malveillance ou attentat, agression mécanique, vieillissement

Evénement redouté central

- . fuite de R 134 A
- . fuite d'eau glycolée

Exposition

- à l'intérieur du site : personnel, visiteur
- à l'extérieur du site : aucune cible

→ Paramètres de risque

Probabilité d'occurrence : le scénario est classé en D, comme évènement très improbable, déjà constaté mais bien contrôlé par les mesures de maîtrise des risques

Cinétique : elle est qualifiée de lente, car les conséquences du scénario sont nulles en dehors du site, nulles également à l'extérieur du bâtiment, faibles à l'intérieur du bâtiment lui-même, les fluides épandus (R134A, eau glycolée) étant peu ou pas inflammables, non explosibles, non toxiques à température ambiante.

Intensité des effets : sont exclus de ce scénario, les effets thermiques, les effets de surpression et les effets missiles, au pire des effets toxiques atteindraient le seuil des effets réversibles (SER)

Gravité des conséquences : le scénario se place hors échelle de gravité

→ Mesures de Maîtrise des Risques

Prévention

- . entretien et surveillance
- . contrôle automatisé de la température et de la pression
- . contrôle journalier du niveau du ballon (détection d'une fuite lente)
- . alerte par transmetteur (détection d'une fuite rapide)
- . consignes de circulation des engins dans la salle des machines

- . stockage du R 134 A dans un endroit ventilé loin des sources de chaleur (soleil) et d'ignition, étant rappelé que la quantité stockée sur site est faible (100 kg)

Limitation

- . collecte du produit répandu en cas de survenue de l'évènement redouté central

Protection

- . équipement des personnes sur zone
- . mise en œuvre du compresseur de secours

→ Conclusion

Ce scénario est de probabilité D, de cinétique lente, d'intensité des effets toxiques inférieurs ou égaux au seuil SER, de gravité hors échelle : il ne peut en aucun cas être considéré comme un accident majeur et peut être considéré comme un risque acceptable.

SCENARIO 2 : FUITE SUR LES COMPRESSEURS DE FROID AVEC ELEVATION DE TEMPERATURE

→ Chaîne des évènements

Evénement initiateur

- . détérioration du circuit principal (canalisation, joint, ballon), par agression mécanique, vieillissement, malveillance, attentat
- . incendie du local voisin, incendie d'armoire

Evénement redouté central

- . fuite de R134 A
- . fuite d'eau glycolée

Evénement redouté secondaire

- . transformation du R 134 A en fluorure d'hydrogène (HF)

Exposition

- . les personnes sur le site, par inhalation surtout, également par contact oculaire ou cutané
- . les produits d'abattage par dysfonctionnement de la chaîne du froid

→ Paramètres de risque

Probabilité d'occurrence : le scénario est classé en D, comme évènement très improbable, déjà constaté mais bien contrôlé par les mesures de maîtrise des risques

Cinétique : elle peut être qualifiée de lente dans la mesure où les conséquences seraient nulles à l'extérieur du site, de moyenne à l'extérieur du bâtiment, de rapide à l'intérieur du bâtiment pour les personnes présentes (inflammation, explosion, fumées toxiques)

Intensité des effets : les 4 effets (thermiques, toxiques, surpression, missiles) sont examinés :

- . les effets thermiques : on estime que les distances d'effets ne pourraient être supérieures à celles calculées pour le scénario dit de la Triperie (incendie entraînant la destruction complète des panneaux sandwich du local, dont la masse de 3 tonnes est considérée comme maximale)

- . les effets toxiques : on prend également ici le résultat des calculs sur l'incendie de la Triperie

- . les effets de surpression et les effets missiles, repris du calcul de 2006 sur la chaufferie (ATEX sans sécurité) sont peu significatifs à l'extérieur du bâtiment, les murs (tenue 150 mbars) contiennent les surpressions :

- . le seuil de 140 mbars (seuil des dégâts graves sur les structures, des effets létaux pour l'homme) n'est pas atteint

- . le seuil de 120 mbars (seuil des dégâts moyens sur les structures, entre irréversibles et létaux pour l'homme) est à 40 mètres : il excèderait les limites du bâtiment, n'était la présence des murs

- . le seuil de 50 mbars (seuil des dégâts légers sur les structures) est à 40 mètres

Gravité des conséquences

- . pour les effets thermiques et les effets toxiques
 - . à l'extérieur du site : voir le calcul APAVE pour incendie dispatching
 - . à l'extérieur du bâtiment : gravité « sérieuse » dans le scénario où 1 personne est de passage
 - . à l'intérieur du bâtiment : gravité « importante » dans le scénario où 4 personnes sont présentes
- . pour les effets de surpression-missiles
 - . gravité « sérieuse » dans le scénario où 4 personnes sont présentes à l'intérieur du bâtiment

→ Mesures de maîtrise du risque

Prévention (empêcher la survenue du scénario dangereux)

- . entretien et surveillance
- . consignes pour la manœuvre des engins
- . contrôle de l'état de l'installation électrique
- . opérationnalité des moyens anti-incendie (tous agents d'extinction)

Limitation (diminuer la dangerosité du scénario redouté)

- . détection de la fuite par observation visuelle (fuite lente) ou alerte par transmetteur (fuite rapide)
- . détection de la présence d'acide fluorhydrique (HF)
- . ventilation de la salle

Protection (faire face aux conséquences, effets, impacts de l'exposition au scénario)

- . arrêt de la livraison des produits d'abattage si la température dépasse 7 °C
- . mise en œuvre du compresseur de secours
- . évacuation des personnes non indispensables
- . équipement des autres

→ Conclusion

Ce scénario est de probabilité D, de cinétique lente à rapide, d'intensité des effets thermiques et toxiques assimilés à ceux de l'incendie du dispatching, des effets de surpression-missiles assimilés à ceux de la chaufferie (ATEX sans sécurité), de gravité assimilée à celle de l'incendie du dispatching (sauf la quantité de R 134 A évaluée à 940 kg qui fait toute la différence) pour les effets thermiques et toxiques, à celle de l'explosion de la chaufferie pour les effets de surpression-missiles.

SCENARIO 3 : FUITE SUR LES COMPRESSEURS D'AIR

→ Enchaînement des événements

Evénement initiateur

- . vieillissement
- . agression mécanique : manœuvre défectueuse d'engin, malveillance, attentat
- . incendie de la chaufferie

Evénement redouté central

- . perte d'intégrité des compresseurs d'air
- . absence de fluide

Exposition

. la production, qui est arrêtée si les 2 compresseurs sont en panne entraînant celle des convoyeurs et des monte-charge

→ Paramètres de risque

Probabilité d'occurrence : le scénario est classé en D, comme événement très improbable, déjà constaté mais bien contrôlé par les mesures de maîtrise des risques

Cinétique : elle peut être qualifiée de lente dans la mesure où les conséquences d'un tel scénario sur les personnes sont nulles tant à l'extérieur du site qu'à l'extérieur ou à l'intérieur du bâtiment

Intensité des effets : il n'y a pas lieu d'envisager d'effets thermiques, d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets missiles sur les personnes.

Gravité des conséquences : ce paramètre n'est pas pertinent pour évaluer le scénario 3.

→ Mesures de réduction des risques

Prévention

- . entretien et surveillance
- . consignes pour la manœuvre des engins

Limitation

- . alerte par transmetteur

Intervention

- . mise en œuvre des extincteurs
- . substitution automatique des compresseurs intacts ou du compresseur mobile de 180 CV

Conclusion - Ce scénario est de probabilité D, de cinétique, d'intensité des effets et de gravité nulles vis à vis des personnes. Ses conséquences sont essentiellement du domaine de la production du site, qui fait l'objet de mesures de maîtrise du risque spécifiques.

432.6 - MESURES DE REDUCTION DES RISQUES

Elles sont exposées dans l'analyse préliminaire des risques pour chacun des scénarios, de manière à ne pas disjoindre la description des mesures de la description du risque.

432.7 - CONCLUSION SUR L'ACCEPTABILITE DU RISQUE

Scenario 1 : fuite des compresseurs de froid sans élévation de température

Les substances en jeu (R 134 A, eau glycolée) ont une faible toxicité, sont susceptibles de se répandre en faibles quantités, elles resteront confinées dans le local.

Il n'y a pas de risque d'un accident majeur, le risque peut être considéré comme acceptable

Scenario 2 : fuite des compresseurs de froid avec élévation de température

De l'acide fluorhydrique est susceptible de se former en faible quantité, il restera confiné dans le local

Scenarios 3 : fuite des compresseurs d'air

Il n'y a pas de risque pour l'homme ou l'environnement à l'extérieur du site, compte tenu des parades existantes, le risque peut être considéré comme acceptable.

L'enjeu est la production même de l'abattoir, des mesures de contrôle et de traitement d'une crise sont en place pour assurer la qualité de la production. L'installation comporte deux compresseurs dont 1 en secours.

43.3 – HALLE A FOURRAGE

433.1 - IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Présence de 2 tonnes de *paille* et 2 tonnes de *foin* au maximum (le jour de l'approvisionnement), produits inflammables.

Un incendie ruinerait tout ou partie de la halle, les quantités de fourrage stockées sont limitées, la propagation aux bâtiments proches est peu probable (le bâtiment est isolé), il est en béton entouré d'un bardage simple peau.

Dangers liés aux autres activités

L'installation la plus proche est l'aire de lavage des bétailières, non susceptible de provoquer un départ d'incendie.

Dangers liés aux activités extérieures

Par malveillance ou attentat, il est facile de provoquer un départ de feu dans le hangar à fourrage. La conséquence serait un incendie, vite propagé à l'ensemble du hangar (20') et sa destruction plus ou moins complète.

Risques naturels

Le *vent* représente un danger d'envol de tôle. Mais la toiture a été construite en 2015, comme l'ensemble de la halle.

Le bâtiment est protégé de la *foudre* par une prise de terre et par des poteaux métalliques avec embase en béton.

433.2. - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGER

Justification des options générales - La réduction du potentiel de danger est obtenue par la mise en œuvre des mesures contre l'incendie. La limitation de la vitesse sur le site participe de ces mesures. Le choix de l'implantation s'explique par la volonté de mettre le stock de fourrage, produit inflammable, à l'écart des autres bâtiments, en le maintenant toutefois à proximité des lieux d'utilisation

Organisation de l'installation - La Bouverie est en charge des approvisionnements en fourrage et en paille, elle relève directement de la direction générale du site, une seule personne est affectée à cette tâche. L'exploitation est régulée par la surveillance quotidienne de l'état du stock, l'employé fait respecter les mesures contre l'incendie, notamment au moment des livraisons.

Moyens de secours spécifiques - Il y a 1 extincteur au CO2 de type EP 9.A3F. Desautel ; la halle à fourrage est dans le rayon d'action des lances RIA.

433.3 -LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

En cas d'incendie, on peut s'attendre au minimum à la destruction du stock de fourrage et de paille, au maximum à la destruction de la halle elle-même, mais pas à celle des autres bâtiments du site, qui sont à distance.

433.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

Aucun accident lié à un incendie du hangar à fourrage n'est à déplorer sur le site de CIBEVIAL

433.5 - ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES

→ Chaîne des évènements

Evénement initiateur

- . contact du fourrage avec un point chaud (allumette, cigarette, étincelle électrique)
- . imprudence, malveillance, foudre

Evénement redouté central

- . inflammation du stock de paille et de fourrage

Exposition

- . atteinte des structures avec des conséquences limitées sur les bâtiments voisins

→ Paramètres de risque

Probabilité : B, évènement probable, s'est produit ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation

Cinétique : lente compte tenu de l'éloignement de la halle par rapport aux limites du site, rapide à l'extérieur immédiat et a fortiori à l'intérieur du bâtiment

Intensité : la **toxicité** des fumées d'incendie se situe au niveau du seuil des effets réversibles (SER), les **effets thermiques** sont confinés par les dispositions constructives (paroi en béton exposée à un feu de paille, donc sur une courte durée), il n'y a pas lieu de redouter des **effets de surpression** ou des **effets missiles**

Gravité : située au niveau « infra modéré », y compris pour les personnes présentes à proximité ou même à l'intérieur de la halle à fourrage, compte tenu des dimensions du bâtiment qui permettent une mise à l'abri rapide des personnes.

433.6 - MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Prévention

- . interdiction du stockage de liquides inflammables (fuel, huile)
- . interdiction de fumer
- . fermeture et surveillance du site

Limitation

- . surveillance du hangar
- . alarme incendie
- . extincteur et RIA

Protection

- . isolement de la zone sinistrée (cordon de sécurité).

433.7 - CONCLUSION SUR L'ACCEPTABILITE DU RISQUE

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site, le risque toxique et le risque thermique sont faibles à proximité immédiate et même à l'intérieur du bâtiment compte tenu de ses dimensions et des dispositions constructives, il n'y a pas de risque de surpression ou de risque de missiles. Le risque est considéré comme acceptable.

43.4 - LOCAL DES BOITIERS AEROSOLS

434.1 - IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Les *produits* contenus présentent plusieurs dangers : inflammabilité, explosivité, irritation (peau, yeux, poumons), toxicité / système nerveux central (pour de fortes concentrations de vapeur).

Le principal danger lié au *procédé* réside dans la vaporisation de produit près d'un point chaud et dans l'exposition du stockage de boîtiers à une élévation de température.

Dangers liés aux autres activités

L'auvent qui abrite le stockage des boîtiers est à l'extérieur de l'atelier de maintenance, local distinct du bâtiment principal mais relié à lui à son angle nord ouest.

La propagation d'un incendie à partir du bâtiment attenant n'est pas impossible mais devrait rester limité.

Dangers liés aux activités extérieures

Par malveillance il est possible de provoquer une libération du danger décrit ci-dessus.

Par attentat, c'est moins probable car ni l'auvent, ni la quantité de boîtiers entreposés ne sont de nature à attirer l'attention

Risques naturels

La *température* ne représente un danger que si elle dépasse 50 °C (seuil valable pour la plupart des produits entreposés), événement considéré comme très improbable compte tenu de la conception de l'auvent.

En ce qui concerne la *foudre*, l'auvent est sous la protection des dispositions générales prises sur le site pour faire face à un impact.

434.2. - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGER

Justification de la conception et de la prévention - L'auvent est implanté à proximité du lieu d'utilisation, loin de produits inflammables, explosibles ou incompatibles.

Organisation de l'exploitation - Le Service Maintenance est responsable du stockage et de l'utilisation des boîtiers aérosols. Les consignes d'exploitation, établies par le Service Qualité, font état de l'interdiction de fumer, d'approcher un point chaud des boîtiers.

Moyens de secours spécifiques - Le local voisin est équipé d'un extincteur à eau de type P9.ABC.Desautel. Pour ce type de produits, l'eau est déconseillée, sauf sous forme de pulvérisation pour refroidir des emballages risquant d'être exposés à de fortes températures

434.3 – LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

En cas de vaporisation près d'un point chaud, il y aurait libération du produit contenu avec les conséquences décrites au 4341.1

434.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

Aucun accident n'est à déplorer sur le site dans le passé

434.5 - ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES

→ Chaîne des événements

Evénement initiateur

. élévation de température, consécutive notamment à un incendie qui se déclare dans une installation voisine

Evénement redouté central

. explosion des boîtiers aérosols.

Exposition

. les personnes à proximité de l'auvent, étant constaté que le personnel est rarement présent en ce lieu

→ Paramètres du risque

Probabilité : E, extrêmement peu probable, pas impossible au vu des connaissances actuelles mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années d'installation

Cinétique : lente vis à vis des personnes extérieures au site, rapide vis-à-vis de personnes présentes à proximité au moment de l'explosion des boîtiers

Intensité : les **effets thermiques** sont possibles mais susceptibles de se faire sentir sur de faibles distances (cf l'incendie de la Triperie), les **effets toxiques** de même étant posé que les substances épandues à l'extérieur des boîtiers seront rapidement dispersées dans l'atmosphère, les **effets de surpression** également, on ne peut exclure des **effets missiles** générés par la projection de l'enveloppe déchiquetée des boîtiers.

Gravité : elle peut être considérée comme nulle vis à vis de personnes extérieures au site, au seuil des effets réversibles (SER) pour les personnes présentes à proximité de l'auvent au moment de l'évènement.

434.6 - MESURES DE REDUCTION DES RISQUES

Prévention

. entreposage des bombes aérosols à l'extérieur en armoire spéciale fermée formant rétention et mise à la terre

. éloignement de toute source de chaleur et de tout point d'ignition

. élimination des produits incompatibles

. rappel des consignes auprès du personnel.

434.7 - CONCLUSION SUR L'ACCEPTABILITE DU RISQUE

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site, il peut générer des effets (thermiques, toxiques, missiles) mais sur des distances ou des durées limitées, on peut proposer le risque correspondant comme acceptable.

43.5 – POSTES DE SOUDURE

435.1- IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Les produits utilisés sont explosibles et inflammables. L'acétylène (C^2H^2) est un gaz incolore, inodore (les impuretés lui donnent une odeur d'ail), extrêmement inflammable aux conditions normales de pression et de température, explosible pour des pressions supérieures à 100 kPa.

Les équipements dangereux sont les bouteilles elles-mêmes, susceptibles d'exploser et de s'enflammer.

Le procédé ne constitue pas un danger, un dysfonctionnement du chalumeau est possible, mais il est facile de le constater d'après l'aspect de la flamme.

Dangers liés aux autres installations

Une *explosion de la chaudière dans la chaufferie* pourrait toucher le poste de soudure le plus proche.

Risques naturels

Le seuil d'explosion des bouteilles par exposition thermique est très au-dessus des *températures* courantes.

Les locaux sont sous la protection des dispositions générales prises sur le site pour faire face à un impact de la *foudre*

435.2 - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS

Justifications de la conception et de la prévention - Les postes de soudure sont implantés dans des locaux proches des points d'utilisation

Organisation - Le service responsable est le Service Maintenance. Des consignes d'exploitation sont données en ce qui concerne la protection individuelle (lunettes teintées, gants), l'éloignement de tout objet et de tout produit inflammable, l'alerte en cas d'accident

Moyens de secours spécifiques - Il y a 1 extincteur à poudre P9.ABC.Desautel dans l'atelier de serrurerie et 3 extincteurs CO2.5 kg.Desautel dans l'atelier de maintenance.

Applications des règles générales de prévention - Les locaux ne renferment pas de produits ou objets inflammables.

435.3 - LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

En cas d'atteinte à l'intégrité des bouteilles d'oxygène et d'acétylène, soit par la création d'un point chaud à l'intérieur du local soit par un départ de feu dans une installation voisine telle la chaufferie, les bouteilles viendraient à exploser et les gaz à s'enflammer, créant ou alimentant un départ de feu et menaçant les personnes présentes et les équipements existants

Les conséquences sont humaines (possiblement mortelles, plus souvent blessures : intoxication par le gaz, choc lié à l'explosion, choc lié à un projectile, acouphènes), **matérielles** (endommagement du matériel, bris de vitres), **environnementales** (pollution de l'air par des fumées noires)

435.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

→ Selon la base de données ARIA

Les accidents touchant des équipements sous pression transportables (ESPT), dont font partie les bouteilles d'acétylène et d'oxygène, représentent 56 % des 247 événements recensés dans la base ARIA, ayant impliqué les équipements sous pression en général.

Les phénomènes dangereux sont l'explosion (8 % des accidents d'ESPT), la fuite enflammée (6 %), la projection (3 %), le rejet dangereux ou polluant (80 %)

Les causes premières sont les défauts du matériel (fuites), les anomalies de conception, les défaillances humaines (non consultation de la documentation technique, erreur de pression de tarage des soupapes), les défauts de maîtrise des procédés.

Les causes profondes sont les **problèmes organisationnels** (suivi des équipements pouvant avoir un impact sur les ESPT, formation des opérateurs, planification des opérations de maintenance ou d'entretien, analyse de risques dans la conduite des installations, gestion de la soustraction, adéquation des modes opératoires aux conditions d'accès) **et techniques** (absence de contrôle de l'intégrité des bouteilles)

→ Selon le retour d'expérience de CIBEVIAL

Aucun accident du type de ceux décrits dans ARIA n'a été déploré dans le passé sur le site.

435.5 - ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES

→ Chaîne des événements

Evénement initiateur

- . une fuite au droit du pointeau de la bouteille
- . la création d'un point chaud dans le local lui-même
- . un incendie affectant un bâtiment voisin

Evénement redouté central

- . l'explosion de bouteille et l'inflammation de gaz (oxygène, acétylène)

Exposition:

- . les personnes présentes dans le local,
- . les équipements des 2 locaux serrurerie et maintenance

→ Paramètres du risque

Probabilité B : événement probable, s'est produit ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation

Cinétique lente (en raison de l'éloignement des limites du site) à rapide (pour les personnes présentes à l'intérieur des bâtiments)

Intensité : les effets thermiques, de surpression, missiles sont à prendre en compte au niveau du seuil des effets létaux SEL (CL 1%) pour les personnes présentes dans le local siège de l'explosion, au niveau 0 pour celles extérieures au bâtiment et a fortiori extérieures au site (cf les distances d'effets thermiques relatives à l'incendie de la Triperie, les quantités faibles de gaz pour les effets toxiques, la protection assurée par les murs pour les effets de surpression et de projection)

Gravité : hors du site elle est considérée comme nulle (pas de létalité), à l'extérieur du bâtiment comme modérée à infra- modérée (c'est-à-dire hors échelle).

435.6 – MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Mesures existantes

Prévention

- . diminution maximale du nombre de bouteilles de gaz
- . vérification par le fournisseur de la fermeture des bouteilles
- . éloignement de tous les produits inflammables
- . lutte contre la propagation d'un incendie à partir d'une source extérieure grâce à la résistance mécanique et thermique des murs et des ouvertures

Limitation

- . déclenchement d'une alerte sur un départ de feu dans les ateliers

Protection

- . mise en œuvre des extincteurs

Mesures à créer

- . placer les bouteilles de gaz et autre poste de soudure oxy-acétylénique en auvent extérieur grillagé et cadenassé ou au local serrurerie dès lors qu'elles ne sont plus utilisées

435.7 - CONCLUSIONS SUR L'ACCEPTABILITE DU RISQUE

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site : l'explosion et l'inflammation d'une bouteille d'acétylène et d'oxygène auraient des effets thermiques, de surpression, de projection, certains à l'intérieur du local pour les personnes et les matériels mais modérés à nuls à l'extérieur du bâtiment et nuls à l'extérieur du site.

Le risque peut être considéré comme acceptable. Il y a lieu cependant de le réduire pour assurer une meilleure protection des personnes à l'intérieur du local en plaçant les bouteilles sous auvent dès lors qu'elles ne seront pas utilisées.

43.6 - LOCAL D'ARCHIVES

Actuellement, les archives de CIBEVIAL occupent un volume de 5 m3 dans un local du Marché Vif. Elles seront prochainement transférées dans le bâtiment et à l'étage de la Direction.

Les Abatteurs externes ne disposent pas de local d'archives spécifique, les archives se trouvent réparties entre les bureaux.

436.1- IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Le potentiel de danger réside dans le caractère inflammable des archives. On ne peut exclure un départ de feu à leur endroit, dû à un contact avec un point chaud (cigarettes, court-circuit).

Dangers liés aux autres installations

Un incendie se déclenchant à distance pourrait atteindre le local, étant toutefois remarqué que celui-ci se trouvera dans une partie de l'établissement réputé moins vulnérable au feu.

Risques naturels

Les locaux sont sous la protection des dispositions générales prises sur le site pour faire face à un impact de la *foudre*

436.2 - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS

Le service responsable est le Service Maintenance.

Des consignes d'exploitation sont données en ce qui concerne l'éloignement de tout objet et de tout produit inflammable et l'alerte en cas d'accident.

Il y aura 1 extincteur à poudre P9.ABC.Desautel dans le local dédié aux archives.

436.3 - LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

En cas de départ de feu dans le local des archives, l'incendie pourrait se propager aux installations voisines, étant remarqué toutefois que le local se trouvera dans une partie du bâtiment se prêtant relativement moins à cette propagation.

436.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

Aucun accident n'a été déploré dans le passé

436.5 - ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES

→ Chaîne des évènements

Evénement initiateur

- . contact entre les archives et un point chaud

Evénement redouté central

- . l'inflammation des archives et la propagation d'un incendie à d'autres parties de l'établissement

Exposition:

- . les personnes présentes dans le local
- . les archives elles-mêmes

→ Paramètres du risque

Probabilité B : évènement probable, s'est produit ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation

Cinétique lente (en raison de l'éloignement des limites du site) à rapide (pour les personnes présentes à l'intérieur du local)

Intensité : les effets thermiques sont à prendre en compte au niveau du seuil des effets réversibles pour les personnes présentes dans le local siège de l'incendie, au niveau 0 pour celles extérieures au bâtiment et a fortiori extérieures au site

Gravité : elle est considérée comme nulle (pas de létalité) hors du site, comme modérée à infra-modérée (c'est-à-dire hors échelle de gravité) à l'extérieur et même à l'intérieur du local, compte tenu de ses dimensions qui permettent une mise à l'abri rapide des personnes.

436.6 - MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Il s'agit de mesures à prendre dans le futur local :

- . éloignement de toutes sources d'ignition
- . placement des archives dans des armoires métalliques
- . déclenchement d'une alerte sur un départ de feu dans le local
- . maintenance de l'installation électrique
- . équipement du local avec un extincteur.

436.7 - CONCLUSIONS SUR L'ACCEPTABILITE DU RISQUE

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site sauf s'il constitue un point de départ de feu sectoriel ou général, c'est à dire se propageant à des panneaux sandwich, on serait alors dans le scénario d'incendie de la Triperie. Il représente un risque modéré à l'extérieur du local, sérieux à l'intérieur pour les personnes.

43.7 - LOCAL DES EMBALLAGES

Les emballages de papiers, cartons, plastiques seront stockés dans 2 locaux séparés, sous un volume respectif de 35 et 63 m3 dans le bâtiment du Marché des Ventes.

437.1- IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Le potentiel de danger réside dans le caractère inflammable des emballages. On ne peut exclure un départ de feu à leur endroit, dû à un contact avec un point chaud (cigarettes, court-circuit).

Dangers liés aux autres installations

Un incendie se déclenchant à distance pourrait atteindre le local.

Risques naturels

Les locaux sont sous la protection des dispositions générales prises sur le site pour faire face à un impact de la *foudre*

437.2 - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS

Le service responsable est le Service Maintenance.

Des consignes d'exploitation sont données en ce qui concerne l'éloignement de tout objet et de tout produit inflammable et l'alerte en cas d'accident.

Il y aura 1 extincteur dans le local dédié aux emballages

437.3 - LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

En cas de départ de feu dans le local des emballages, l'incendie pourrait se propager aux installations voisines.

437.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

Aucun accident n'a été déploré dans le passé sur le site de CIBEVIAL

436.5 - ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES**→ Chaîne des évènements**

Evénement initiateur

- . un contact entre les emballages et un point chaud

Evénement redouté central

- . l'inflammation du stock d'emballages et la propagation d'un incendie à d'autres parties de l'établissement

Exposition

- . les personnes présentes dans le local au moment du départ de feu
- . les emballages eux-mêmes

→ Paramètres de risque

Probabilité B : événement probable, s'est produit ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation

Cinétique lente (en raison de l'éloignement des limites du site) à rapide (pour les personnes présentes à l'intérieur du local)

Intensité : les effets thermiques sont à prendre en compte au niveau du seuil des effets réversibles pour les personnes présentes dans le local siège de l'incendie, au niveau 0 pour celles extérieures au bâtiment et a fortiori extérieures au site

Gravité : elle est considérée comme nulle (pas de létalité) hors du site, comme modérée à infra-modérée (c'est-à-dire hors échelle de gravité) à l'extérieur et même à l'intérieur du local, compte tenu de ses dimensions qui permettent une mise à l'abri rapide des personnes.

436.6 – MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Il s'agit de mesures à prendre dans le futur local et donc à appliquer à ce nouveau local :

- . éloignement de toutes sources d'ignition
- . maintenance de l'installation électrique
- . déclenchement d'une alerte sur un départ de feu
- . équipement avec un extincteur.

436.7 - CONCLUSIONS SUR L'ACCEPTABILITE DU RISQUE

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site sauf s'il constitue un point de départ de feu sectoriel ou général, c'est à dire se propageant à des panneaux sandwich, on serait alors dans le scénario d'incendie de la Triperie. Il représente un risque modéré à l'extérieur du local, sérieux à l'intérieur pour les personnes.

43.8 - STOCKAGE DES PALETTES

Les palettes en bois ou en matière plastique sont réparties en 2 stocks de petite taille :

- . 1 stock de 10 palettes dans la cour de la maintenance
- . 1 stock de 10 palettes dans la halle à fourrage

On considère que le stock à l'air libre, qui est sous surveillance constante du personnel de CIBEVIAL et particulièrement du Service Maintenance et qui est sans contact avec les bâtiments, représente un risque faible.

Quant au stock de palettes du hangar à fourrage, il est pris en compte dans la problématique incendie de ce local (cf paragraphe 43.3)

43.9 - LA CUVE A FUEL

La réserve de fuel, d'une capacité de 1000 litres est placée sur cuvette de rétention dans un local fermé proche de la salle des machines.

439.1- IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dangers propres à l'installation

Le produit stocké est inflammable.

L'équipement est constitué par la cuve qui peut fuir

Le procédé de mise en œuvre se résume aux opérations de remplissage qui comportent un danger potentiel de déversement hors la cuve.

Dangers liés aux autres installations

Un incendie se déclarant dans la salle des machines pourrait aboutir à porter la cuve à haute température et provoquer l'inflammation du fuel.

Risques naturels

Les locaux sont sous la protection des dispositions générales prises sur le site pour faire face à un impact de la *foudre*

439.2 - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS

La cuve est implantée dans un local proche des lieux d'utilisation

Le service responsable est le Service Maintenance. Des consignes d'exploitation sont données en ce qui concerne l'éloignement de tout objet et de tout produit inflammable et l'alerte en cas d'accident.

Il y a 1 extincteur au CO² référencé P9.ABC.Desautel dans le local qui abrite la cuve.

439.3 - LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

En cas d'atteinte à l'intégrité de la cuve et d'inflammation du fuel, on aurait un impact sur les autres équipements du local et un risque de propagation de l'incendie en dehors du local. Il y aurait menace sur les personnes présentes.

439.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

L'accidentologie générale fait état de nombreux accidents liés à l'inflammation d'une réserve de fuel.

Aucun accident de cette nature n'a été déploré dans le passé sur le site CIBEVIAL.

439.5 - ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES**→ Chaîne des évènements***Evénement initiateur*

- . fuite de la cuve par malfaçon, vieillissement, agression mécanique
- . une étincelle ou un point chaud au contact avec le fuel lors du remplissage ou d'une fuite de la cuve

Evénement redouté central

- . l'inflammation du fuel

Exposition

- . les personnes présentes dans le local
- . les équipements du local

→ Paramètres de risque

Probabilité B : évènement probable, s'est produit ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation

Cinétique lente (en raison de l'éloignement des limites du site) à rapide (pour les personnes présentes à l'intérieur du local)

Intensité : **les effets thermiques** sont à prendre en compte au niveau du seuil des effets irréversibles pour les personnes présentes dans le local siège de l'incendie, au niveau 0 pour celles extérieures au bâtiment et a fortiori extérieures au site (sauf s'il y a propagation de l'incendie aux panneaux sandwich, auquel cas on est ramené au scénario Triperie dont on conserve les caractéristiques, cad le tonnage de panneaux sandwich pris en compte dans le calcul, approche qui se veut majorante), **les effets toxiques** ne sont pas nuls pour les personnes présentes dans le local mais peu sensibles à l'extérieur, **les effets de surpression** ne peuvent être exclus à l'intérieur du local en cas d'explosion de la cuve, **les effets de projection** également (dislocation de l'enveloppe de la cuve)

Gravité : elle est considérée comme nulle (pas de létalité) hors du site, comme modérée à infra- modérée (c'est-à-dire hors échelle de gravité) à l'extérieur du local, sérieuse à l'intérieur du local, compte tenu de ses dimensions qui permettent une mise à l'abri rapide des personnes.

439.6 – MESURES DE MAITRISE DES RISQUES*Prévention*

- . entretien et maintenance de la cuve et de ses organes de contrôle
- . respect des mesures de sécurité au moment du remplissage
- . éloignement de tous les produits inflammables
- . consignes pour les travaux par point chaud
- . dispositions constructives visant à empêcher la propagation d'un incendie à partir d'une source extérieure (résistance mécanique et thermique des murs et des ouvertures)

Limitation

- . déclenchement d'une alerte sur un départ de feu dans le local
- . mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, pompiers)

439.7 - CONCLUSIONS SUR L'ACCEPTABILITE DU RISQUE

Le scénario ne représente pas de risque pour l'homme ou l'environnement en dehors du site, sauf s'il se concrétise par un départ de feu se propageant à des panneaux sandwich, on serait alors dans le scénario d'incendie de la Triperie.

Hormis ce cas, il représente un risque d'effets thermiques, toxiques, de surpression, de projection, modéré à infra-modéré à l'extérieur du local, sérieux à l'intérieur du local pour les personnes présentes au moment de l'accident.

On peut considérer le risque de ce scénario comme acceptable.

4.4 – SYNTHÈSE ET HIERARCHISATION DES RISQUES

A la suite de l'analyse préliminaire des risques, on peut classer les risques selon trois (3) catégories :

- les risques restant confinés à l'intérieur du bâtiment abritant l'installation
- les risques sortant du bâtiment mais restant confinés à l'intérieur du site
- les risques sortant des limites du site

Appartiennent à la première catégorie :

- la halle à fourrage,
- le local des boîtiers aérosols
- l'atelier de soudure

A la deuxième catégorie :

- la chaudière
- la chaufferie
- la salle des machines

A la troisième catégorie

- les locaux équipés de panneaux sandwichs

Ce classement fait apparaître que l'établissement se situe à un faible niveau de risque global, les risques excédant les limites de propriété sont soit de faible extension, soit de faible intensité et dans l'ensemble maîtrisables.

Cependant il fait ressortir l'incendie comme un risque majeur (susceptible d'avoir des effets à l'extérieur du site), ce qui justifie qu'on le soumette à une analyse détaillée des risques adaptée à sa gravité.

4.5- RISQUE INCENDIE

Le risque incendie revêt une réelle importance dans le site CIBEVIAL dans la mesure où, à des degrés divers, il implique les installations soit comme source (point de départ de feu) possible soit comme cible possible et où il peut avoir des conséquences en dehors du site.

Il fait l'objet de ce fait d'un chapitre à part mais il est abordé strictement dans la même logique que les risques attachés à ces installations : analyse des dangers puis analyses des risques.

45.1 - IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Dans son APCI (Audit de Prévention et de Conseil contre l'Incendie) 2017, APAVE a identifié et hiérarchisé les points dangereux du site, susceptibles d'engendrer et/ou développer un incendie, selon leur extension d'une part, leur probabilité d'occurrence d'autre part :

. *points dangereux généraux :*

. **peu probables** (F2) : les installations électriques (car thermographie IR)

. **improbables** (F1) : la malveillance externe (car surveillance), les points chauds (car procédures), les fumeurs (car consignes), l'électricité statique (car danger nul), la foudre (car mesure générale de protection)

. *points dangereux ponctuels*

. **probables** (F3) : les panneaux sandwich *(car barrières partielles), le groupe hydraulique (car huile sans rétention), la plupart des zones refaites répondent au D14A, les zones les plus critiques sont les locaux sans activité ou les circulations

. **peu probables** (F2) : les chariots élévateurs (car maintenance), la chaufferie (car MSO, DI, DG mais pas de ventilation correcte), les compresseurs d'air (car MSM, DI mais encore quelques passages de câbles), les groupes froids (car MSM, DI mais encore quelques câbles), le local des boîtiers aérosols (car DI mais gestion à améliorer), le transformateur (car MSO, DI)

. **improbables** (F1) : le stock de fourrage (car isolement), le local de charge de batterie (car 1 seule batterie, un local séparé, des matériaux combustibles éloignés)

Dans le tableau de hiérarchisation ci-dessus, les mentions entre-parenthèses indiquent la raison qui détermine la position du potentiel de dangers considéré.

La signification des sigles employés est la suivante

. DG : Détection Gaz

. DI : Détection Incendie

. MSM : Mur Séparatif en Moëllons

. MSO : Mur Séparatif Ordinaire

45.2 - REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS

S'agissant des dangers liés aux installations assurant des fonctions utilitaires, la partie 4.2 du présent chapitre consacré à l'étude de dangers expose

. la justification de leur localisation et de leur conception : ce sont des installations implantées à proximité du lieu d'utilisation, dans un local à part

. les moyens de prévention et de secours spécifiques comme l'interdiction de fumer, l'éloignement des produits inflammables, l'équipement en extincteur

. l'organisation de l'exploitation : le Service Maintenance est le service responsable de l'application des consignes établies en concertation avec le Service Qualité.

S'agissant des murs de séparation, dans la mesure où les risques de départ de feu sont liés principalement aux installations électriques et aux travaux par points chauds, la priorité en matière de sécurité incendie a été donnée au traitement des non conformités des installations électriques et à la prévention du risque lié aux panneaux sandwich par application des dispositions du D14-A de l'APSAAD : plus de 80 % des locaux ont fait l'objet de ces travaux.

La priorité porte désormais sur

. l'achèvement des travaux d'installation des RIA

. la montée en puissance de l'organisation de la sécurité incendie

. la poursuite de la mise en sécurité pour les 20 % de locaux qui est en cours de réalisation (APCI 2017)

45.3 - LIBERATION DES POTENTIELS DE DANGERS

Le site a été en 2012 le siège d'un incendie relaté ci-après (45.4), dont **la gravité** s'apprécie de manière contrastée, du fait de sa localisation aux limites des abattoirs et des entreprises voisines :

- . pour CIBEVIAL, les conséquences se situent à un niveau plutôt bas, une partie des bâtiments seulement ayant été endommagée
- . pour la SODELY et la STEF, à un niveau élevé puisqu'on estime que 90 % des bâtiments ont été détruits.

Cet accident confirme s'il en était besoin que la survenue d'un incendie sur le site de CIBEVIAL constitue un événement grave et même un accident majeur selon la définition qu'en donne la réglementation.

Et d'un risque affecté d'une **cinétique thermique** rapide en raison de la rareté de cloisons coupe-feu CF efficaces interrompant la continuité du cloisonnement par panneaux sandwich.

Dans ce type d'accident il y a lieu d'envisager les **3 principaux types d'effets** :

- . des effets thermiques sur les constructions, les utilitaires, les substances, les personnes
- . des effets toxiques liées à la dispersion d'un nuage de fumée contenant acide cyanhydrique, oxyde de carbone, gaz carbonique
- . des effets de surpression en cas d'atteinte par effet direct ou effet domino d'installations ou de substances explosives.

Dans le cas présent, il a paru légitime de ne pas prendre en compte le risque d'effets de surpression et d'effets de projection, dans la mesure où les structures les plus dangereuses à cet égard se trouvent localisées au cœur même du site et où les calculs montrent que ces effets ne sortent des bâtiments que sur de faibles distances et n'atteindraient donc pas les limites du site.

Il y a donc lieu d'analyser principalement le risque d'effets thermiques et le risque d'effets toxiques : c'est l'objet de l'Analyse Préliminaire de Risques et de l'Analyse Détaillée de Risque développées au paragraphe 45.5.

45.4 - RELATION DES ACCIDENTS SURVENUS

L'incendie est une cause courante d'accident majeur, ce qui explique l'abondance des références données par le BARPI.

Le site quant à lui a été en 2012 le siège d'un incendie grave dont la relation est donnée ci-après à travers la référence donnée par le BARPI et le rapport de l'Expert judiciaire.

1 - BARPI : référence ARIA 2675 - 29 août 2012

Le feu se déclare lors de travaux de soudure sur une canalisation extérieure du réseau incendie des RIA et se propage rapidement par le couloir de communication (le tunnel) aux entreprises voisines, SODELY et STEF.

Les pompiers maîtrisent l'incendie au bout de 12 heures, le feu est finalement éteint au bout de 6 jours. Les moyens de lutte sont importants : plus de 150 pompiers, 53 véhicules, 22 lances dont 8 canons, 4 grandes échelles.

Les conséquences sont multiples

- . émission d'un important panache de fumée noire
- . évacuation de 150 employés du site
- . interruption de la circulation

- . élimination des eaux d'incendie vers un bassin puis la station d'épuration de Saint Fons

- . admission à l'hôpital pour intoxication par les fumées de 11 personnes dont 3 gendarmes, 1 policier, 1 pompier

- . destruction d'un bâtiment de 10 000 m² : l'abattoir n'est que partiellement endommagé mais les deux autres entreprises abritant des installations de réfrigération et un stock de 8 000 palettes de viande sont détruites à 90 %.

2 - Rapport d'expertise judiciaire

M. Jacques Bardot, intervenant à la demande de la Chambre d'Appel de Paris

- . mentionne l'existence du dossier ICPE de chacun des établissements concernés (CIBEVIAL, SODELY, STEF)

- . fait le bilan hydraulique de l'intervention

- . mise en œuvre de 7 poteaux incendie, dont 5 sur voiries extérieures et 2 sur le site CIBEVIAL

- . débit maximum instantané de 870 m³/h au débit théorique des lances (720 m³/h selon VEOLIA)

- . Conclut que

- . le réseau hydraulique privé de la zone industrielle, alimenté par une canalisation de 400 mm, est suffisamment dimensionné, il est maillé autour de l'îlot des abattoirs avec des canalisations de 250 ou 300 mm sur lesquelles sont implantées les 5 poteaux incendie des voiries principales

- . l'interconnexion avec le réseau de Saint Priest a permis de garantir la pérennité de la ressource en eau d'incendie, compte tenu de la durée de la demande en eau

- . le volume d'eau total utilisé pour éteindre l'incendie se monte à 21 000 m³

- . l'existence d'un bassin de rétention des eaux pluviales situé en bordure du Boulevard Urbain Sud (BUS) à environ 300 m à l'Ouest des abattoirs a permis d'éviter les risques de pollution.

45.5 - EVALUATION DES RISQUES

455.1 - Analyse Préliminaire des Risques (APR)

Dans l'APCI 2016, l'APAVE procède à l'analyse de la vulnérabilité et du risque selon la procédure APSAD-R11 modifiée, distinguant dans ce cadre les points névralgiques, les points dangereux, les points vulnérables du site.

Les points névralgiques, éléments dont la défaillance impacte les activités, se définissent sur 3 critères : le chiffre d'affaires, le temps d'arrêt probable de la production, la gravité des conséquences internes et externes.

Les points névralgiques examinés sur le site sont ou bien peu sensibles au feu, ou bien susceptibles d'être substitués par sous-traitance ou solution palliative : on compte 1 point névralgique en gravité 4 (catastrophique), 1 point névralgique en gravité 3 (critique), 8 points névralgiques en gravité 2 (sérieuse), 1 point névralgique en gravité 3 (modérée).

Les points dangereux (lieu, situation ou élément susceptible d'engendrer et ou développer un incendie) s'apprécient en fonction de leur probabilité, elle-même calée sur la présence et l'efficacité des barrières de protection.

Sur le site CIBEVIAL, on retrouve ainsi

- . pour les points dangereux généraux, en fréquence 2 (peu probable) : les installations électriques, en fréquence 1 (improbable) : la malveillance externe, les points chauds, les fumeurs, l'électricité statique, la foudre
- . pour les points dangereux ponctuels, en fréquence 3 (probable) : les panneaux sandwich, le groupe hydraulique, le local maintenance, en fréquence 2 (peu probable) : les chariots élévateur, la chaufferie, les compresseurs, les groupes froids, les transformateurs, le stock de paille et fourrage, le chargeur de batteries.

Les points vulnérables sont classés dans une grille de niveau de risque croisant fréquence des points dangereux et gravité de l'atteinte aux points névralgiques. Pour les niveaux de risque 3 (fort) et 4 (catastrophique), il est procédé en outre à une comparaison entre le temps d'arrêt probable de l'installation (TAP) et le temps d'arrêt maximum supportable (TAMS) : dans le cas où le TAP dépasse le TAMS, le point vulnérable est dit « confirmé » (mesures à prendre dans de brefs délais), dans le cas contraire il est dit « sensible » (mesures à prendre dans des délais raisonnables).

Les installations de CIBEVIAL présentent à cet égard le bilan suivant

- . point vulnérable confirmé : aucun
- . points sensibles : 11

Le niveau de risque enfin résulte du croisement points névralgiques - rapport TAP/TAMS - points dangereux :

- . du fait de points dangereux (panneaux sandwich, groupe hydraulique, installation électrique) externes au point névralgique considéré
 - . niveau de risque 4 (catastrophique) : la chaîne de carcasses
 - . niveau de risque 3 (fort) : le rituel bovin
 - . niveau de risque 2 (moyen) : la chambre de ressuyage, la chambre de conservation, la ventilation ressuyage
- . du fait de points dangereux internes au point névralgique considéré
 - . niveau de risque 2 (moyen) : le transformateur, la chaudière, les compresseurs d'air, les groupes froids, le groupe hydraulique
- . du fait des points dangereux des installations électriques seules
 - . niveau de risque 1 (faible) : les sauvegardes informatiques.

Ce classement ne traite pas explicitement des effets thermiques, toxiques, de surpression en dehors du site. Toutefois on rappelle que les niveaux de gravité des points névralgiques 3 (conséquences internes et externes réversibles) et 4 (conséquences externes irréversibles) prennent en compte les risques externes au site.

S'agissant du risque de propagation d'un incendie à des entreprises voisines, il y a lieu de faire un focus sur le point de connexité suivant :

. le contact Salle des Ventes - Marché des Viandes où les panneaux sandwich occupent des surfaces importantes : si le bâtiment du Marché des Viandes n'est pas détruit, CIBEVIAL prévoit la création d'un mur coupe-feu adapté.

Il n'y aura plus de contact avec le Marché Vif puisqu'il est destiné à être détruit.

455.2 - Analyse Détaillée des Risques

4552.1 - Modélisation des effets toxiques

APAVE a procédé au calcul des distances d'effets toxiques afin d'évaluer le risque d'un dépassement des limites du site (Note de calcul de juillet 2017).

Le potentiel de danger pris en compte est celui d'un incendie affectant les panneaux sandwich présents sur le site.

Le local Triperie est choisi pour la modélisation parce qu'il représente la surface de panneaux sandwich la plus importante (990 m²) et conséquemment le poids de polyuréthane le plus élevé (3 tonnes), il est pris en compte dans son entièreté.

Considérant les dispositions constructives prises sur le site et la nature des produits stockés (carcasses) dont la combustion générerait des flux thermiques faibles et limités au très proche environnement, APAVE n'a pas retenu la possibilité d'un incendie généralisé.

Le risque d'émission de fumées toxiques en cas d'incendie est évalué sur la base des données bibliographiques.

On identifie comme polluants l'acide cyanhydrique, les oxydes d'azote et de carbone (CO, CO²). Le seuil de toxicité équivalent du mélange de polluants se calcule sur la base du seuil de toxicité de chaque polluant, du débit d'émission des produits de combustion, de la durée d'exposition des cibles.

La dispersion du nuage toxique est évaluée par le logiciel Phast 7.21 de DNV qui met en œuvre les caractéristiques de l'incendie, les conditions météorologiques, la nature de l'évènement initiateur.

Les résultats de la modélisation se traduisent par des distances maximales d'effets :

- .le seuil des effets létaux significatifs (SELS) n'est pas atteint
- .le seuil des effets létaux est inférieur à 2 m
- .le seuil des effets irréversibles (SEI) se situe à 227 m, sous les conditions météorologiques D10.

Le nuage toxique

- . sort donc des limites du site
- . tangente le bâtiment du Carnégie Hall (365 personnes) au Nord, 2 établissements à l'Est (Rolland emballage 6 personnes, SOBEVAL 23 personnes), 1 établissement au Sud (France Express 145 personnes), 2 établissements à l'Ouest (Papiers Paviot 80 personnes, INFOMA 88 personnes)
- . englobe 4 établissements au Sud (Saveurs Antoine, Carrier Transcold 17 personnes, Grand Frais, Cerise et Potiron 60 personnes).

La probabilité de l'accident est cotée C.

La cinétique est considérée comme lente : le temps d'atteinte est compatible avec une évacuation des personnes (ou leur confinement), il n'y a pas de personnes à mobilité réduite dans les cibles exposées.

Deux remarques s'imposent à propos de ce résultat

1. A ne prendre en compte que les établissements véritablement englobés dans le périmètre des SEI, les cibles humaines seraient au nombre de 77, non comprises celles présentes dans les établissements n'ayant pas voulu donner leur effectif et surtout non comprises les 365

personnes se restaurant au Carnégie Hall. A ce propos, il doit être mentionné que la diffusion du panache toxique a été calculée aux conditions météorologiques majorantes du D10, qui s'appliquent en fait à la période nocturne où il n'y a plus de consommateurs au Carnégie Hall. Sous cette double réserve, le nombre de cibles humaines classerait l'accident en gravité III (importante).

2. Lors de l'incendie de 2012, l'article du BARPI décrit l'émission d'un important panache de fumée noire : il y a eu 11 personnes hospitalisées, dont 3 intervenants, on ne sait pas si les 8 autres personnes appartenaient au personnel CIBEVIAL, non plus que la gravité de l'atteinte.



4452.2 - Modélisation des effets thermiques

Les effets thermiques, définis par la grille de l'arrêté du 29 septembre 2005 pour les structures (flux de 8 kW/m²) et l'homme (flux de 3, 5, 8 kW/m²), ne sortent pas des limites du site, qu'il s'agisse des effets létaux significatifs, des effets létaux, des effets irréversibles.

Le même calcul des distances relatives à un incendie déclenché dans le local du Dispatching a conclu à des effets SELS, SEL, SEI sortant des limites du site. CIBEVIAL devra mettre en place un mur coupe-feu entre le local Dispatching et le Marché des Viandes, situé à une distance de 6.7 m par rapport au local et haut de 4 m.

45.6 - MESURES DE MAITRISE DU RISQUE

L'APCI 2016 définit (plan de traitement de la partie 6), des mesures de prévention et des mesures de protection auxquelles elle affecte une priorité de mise en œuvre.

Elle évalue l'impact de la mise en œuvre des MMR sur la cotation du risque : tous les risques tombent au niveau 1 (risque faible), sauf le risque panneaux sandwich qui tombe au niveau 2 (risque moyen appelant une action de priorité 2).

Le présent chapitre aborde également les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un incendie.

456.1 - Les mesures de prévention et de protection

Pour chaque point dangereux ci-dessous sont indiqués

- . l'objectif de l'action à mener
- . le point sur l'avancement de sa mise en œuvre.

PRIORITES 1

Permis de feu

- . généraliser l'utilisation du permis de feu lors des travaux par points chauds
- . la réalisation d'un permis de feu est systématique, une formation du personnel habilité a été réalisée par SOCOTEC en décembre 2013

Installations électriques

- . effectuer les levées de réserves du rapport de vérification et du certificat Q 18
- . les levées de réserve se font au fur et à mesure de l'avancée des travaux de réaménagement

Panneaux sandwich

- . intégrer lors de travaux les dispositions APSAD-D14.A, notamment en matière de traversée des panneaux ou de choix des panneaux (de nombreux panneaux ne servent que de séparation physique pas d'isolant thermique)
- . la mise en conformité D14.A a été réalisée sur les zones avec des panneaux sandwich pour les interrupteurs et les traversées de câbles, il reste les interrupteurs et les néons des zones non utilisées en attente de réhabilitation

Groupe hydraulique en mezzanine

- . placer le groupe sur rétention et nettoyer la zone qui l'entoure dans un 1^{er} temps, étudier la possibilité d'encloisonner le site par coupe feu 2h dans un 2^{ème} temps
- . la rétention a été réalisée en 2015

Organisation et formation incendie

- . mettre en place une organisation : établir un schéma de principe (tâches, évacuation, intervention, mise en sécurité, alerte, gestion des animaux), relever les moyens matériels et humains nécessaires, désigner les personnels, réaliser l'information, organiser des exercices
- . 3 salariés ont été formés et agréés pour la formation SST, la DI est opérationnelle, une formation au maniement des extincteurs a été faite par SOCOTEC en décembre 2016

Chaufferie

- . assurer une ventilation permanente suffisante
- . le transfert du détendeur de gaz à l'extérieur a été effectué, l'aération haute pratiquée en toit, l'aération basse est à l'étude

Salle des machines

- . obturer avec matériau coupe-feu les passages de câbles, les trémies ménagés dans les parois dans un premier temps, isoler la chaufferie et la salle des machines par mur et porte CF dans un 2^{ème} temps
- . les passages de câbles et trémies ont été obturés

Local Maintenance

- . étudier la possibilité de réaménager ce local de manière à séparer physiquement les travaux par points chauds de tout matériau combustible : bouteilles de gaz et bouteilles oxy-acétyléniques en auvent extérieur, bidons de liquide inflammables en armoire spéciale, bombes aérosols en armoire métallique.

- . les travaux par points chauds sont séparés physiquement de tout matériau combustible : bouteilles de gaz et bouteilles oxy-acétyléniques en auvent extérieur, bidons de liquide inflammables en armoire spéciale, bombes aérosols en armoire métallique.

Fumeurs

- . faire respecter l'interdiction de fumer dans les locaux
- . les contrevenants sont avertis, des cendriers ont été placés aux sorties de bâtiments

Stock d'huile sous auvent

- . équiper d'un extincteur à poudre
- . l'extincteur a été installé

PRIORITE 2

- . aucune car pas de point vulnérable confirmé compte tenue du plan existant

PRIORITES 3

Détection automatique d'incendie (DAI)

- . étudier la mise en place d'une DAI avec priorité aux secteurs cloisonnés par panneaux sandwich (abattage, marché de la viande) et aux locaux à risques (chaufferie, transformateur, salle des machines, locaux techniques, maintenance), étant souligné que cet outil permet surtout de gérer un début de feu avant qu'il ne devienne incontrôlable, que la prévention du risque est fondamentale, que le principal intérêt d'une telle installation est la sauvegarde des vies humaines par une alarme précoce
- . la DAI est opérationnelle

Robinets d'incendie armés (RIA)

- . rétablir les RIA aux points prioritaires : stock de paille, présence de panneaux sandwich, mise en carcasse, dispatching, maintenance, ex-bureaux vifs (protection des palettes)
- . la remise en état du réseau RIA est pratiquement terminée mais le prestataire est en dépôt de bilan. Des devis sont en étude pour terminer le chantier.

Autres réalisations

- . le remplacement du transformateur à huile par un transformateur sec
- . le déménagement du réparateur de palettes en bois
- . le déplacement du garage à motos
- . la réalisation d'un stockage de paille et fumier et équipement par un extincteur

456.2 - Les mesures d'intervention

4562.1 - Alimentation en eaux d'incendie

→ Les besoins

APAVE (note du 15 septembre 2016 établie selon le document techniques D9) a procédé à une évaluation des besoins en eaux d'incendie en se plaçant dans la perspective d'évolution du site : supprimer ou se séparer de l'ex Marché Vif et du Marché des Viandes, ces deux secteurs étant considérés soit comme démolis, soit comme isolés de la nouvelle structure d'abattage par des murs séparatifs coupe feu 2 heures (CF 2) selon l'arrêté du 3 août 1999

Deux hypothèses de calcul sont examinées :

- . hypothèse 1 : reprise légère des murs en vue de leur conférer un degré CF 2 (parois 2 et 3 du plan annexé à la note D9)
- . hypothèse 2 : création ou reprise lourde de murs pour limiter la surface prise en compte (parois 5 et 6 du plan annexé à la note D9).

Dans l'hypothèse 1 où la surface prise en compte est celle inscrite à l'intérieur des parois 1, 2, 3, 4, 6 (soit 1 000 m² pour la fonction stockage, 7425 m² pour la fonction activité), **le débit requis pendant 2 heures se monte à 780 m³/h** (soit 1560 m³ au total), fournis pour partie par les poteaux incendie internes (270 m³/h x 2h = 540 m³) pour partie par une réserve à créer (1020 m³)

Dans l'hypothèse 2 où la surface prise en compte est celle inscrite à l'intérieur des parois 1, 2, 3 (soit 6 075 m² pour la fonction activité), **le débit requis pendant 2 heures se monte à 570 m³/h** (soit 1140 m³ au total), fournis pour partie par les poteaux incendie internes (210 m³/h x 2h = 420 m³) pour partie par une réserve à créer (720 m³)

→ Les ressources

Le retour d'expérience amène à l'idée que la réserve d'eau n'est pas le meilleur dispositif en milieu urbain, où l'accès à un réseau d'alimentation en eau est en général possible.

On rappelle que lors de l'incendie de 2012, les pompiers ont fait face à un besoin en eau de 600 -700 m³/h. Le dispositif actuel doit pouvoir suffire.

Cinq (5) solutions ont été étudiées :

- . une réserve incendie sur le site
- . une alimentation par les hydrants internes
- . une alimentation par des hydrants externes
- . une alimentation par les hydrants internes et des hydrants externes
- . une réserve incendie constituée par le bassin de stockage de la ZAC.

Pour choisir entre les solutions, un test s'imposait sur la capacité des poteaux incendies internes et externes.

Deux tests ont été réalisés en 2016-2017

- APAVE a opéré en 2016 la vérification et l'essai des 2 poteaux incendie du site

. le poteau n° 1, face au quai Triperie, a débité 100 m³/h à 1.2 bar, 126 m³/h à 0 bar et est opérationnel

. le poteau n° 2, près de la Station de Lavage, a débité 60 m³/h à 0 bar soit des caractéristiques hydrauliques inférieures au minimum requis

-VEOLIA a procédé à la demande de CIBEVIAL en 2017 à un essai sur 4 poteaux incendie

N° poteau	DN mm	Q m ³ /h à 1 bar (mesure isolée)	Q m ³ /h à 1 bar (mesure simultanée)	Conformité
4275	100	195	171	oui
10 061	100	119	82	oui
4237	150	250	191	oui
4274	150	281	209	oui
TOTAL du débit en simultané			653 m ³	

Sur cette base, on voit que dans l'hypothèse 1 les 4 hydrants testés, capables de fournir en simultané 1306 m³/h en 2 heures)

- . Option 1 : augmenter la réserve d'autant pour la porter à 970 m³
- . Option 2 : tabler sur la capacité du dispositif existant qui, lors de l'incendie de 2012, a débité 750 m³/h pendant 48 heures, soit à peu de choses près le volume nécessaire sur cette durée

. Option 3 : pomper dans le bassin de stockage de la ZAC fonctionnant en circuit fermé

Et dans l'hypothèse 2 que les 4 hydrants ont une capacité légèrement supérieure aux besoins (1 306 m³/2h pour 1 140 m³).

4462.2 - Rejet des eaux d'incendie

La réglementation impose que les eaux d'incendie ne puissent rejoindre le milieu récepteur sans traitement : elles doivent être retenues sur le site et évacuées avant débordement par une entreprise spécialisée qui en assurera la neutralisation.

Deux solutions ont été étudiées au plan du principe

Solution 1 : le stockage sur le site à raison de

- . 100 m³ dans le réseau d'eaux usées
- . 600 m³ sur les quais et parkings

La capacité des surfaces imperméabilisées extérieures peut paraître modeste mais elle est limitée par la contrainte d'accès posée par les pompiers qui ne peuvent intervenir efficacement sur un site noyé par une lame d'eau supérieure à 0.20 m.

La capacité des bâtiments d'exploitation se révèle très faible en l'absence de dénivellée négative suffisante.

Solution 2 : le stockage dans le bassin de la ZAC avec les avantages suivants :

- . la connexion entre le site et le bassin existe via le réseau pluvial
- . le volume d'eau à évacuer en cas d'incendie (1300-1400 m³/2h) représente 2 % du volume total du bassin (70 000 m³ à vide, c'est-à-dire hors précipitations récentes)
- . le bassin pourrait assurer une fonction de réserve d'eaux incendie et accroître la ressource en eaux d'extinction, en fonctionnant « en circuit fermé », les pompiers pouvant installer en quelques heures un dispositif de pompage et de raccordement au site sinistré
- . CIBEVIAL s'engage à assurer les frais d'une dépollution du bassin s'il s'avérait que les eaux d'extinction d'incendie contiennent des substances dangereuses pour le milieu.

Dans ce cas, relève le SDMIS, le bassin devra être équipé d'un obturateur permettant de contenir les effluents. Il indique pouvoir évacuer les volumes avant débordement, pour peu qu'il ait le temps de s'organiser (cad que le bassin puisse recevoir un volume conséquent avant débordement, 10 000 m³ lui paraît un ordre de grandeur plausible)

Conclusion : La solution 1 n'est pas envisageable d'un point de vu technico-économique ; la solution 2 est en voie de mise en application avec un accord de principe des services du Grand Lyon.

4563.3 - Le dispositif de désenfumage

La question de l'évacuation de fumées lors d'un incendie relève à la fois

- . du Code du travail qui stipule que la surface cumulée des issues de désenfumage doit couvrir de 1 à 2 % de la surface totale de toiture, à raison de 1 m² par ouverture, soit dans le cas présent 70 issues

. du Code de l'environnement/ICPE qui énonce que le dispositif doit être adapté au risque, sur la base de l'arrêté d'autorisation du 30 avril 2004 (article 2210) et de la note technique IT 246 (qui vise spécialement les stockages).

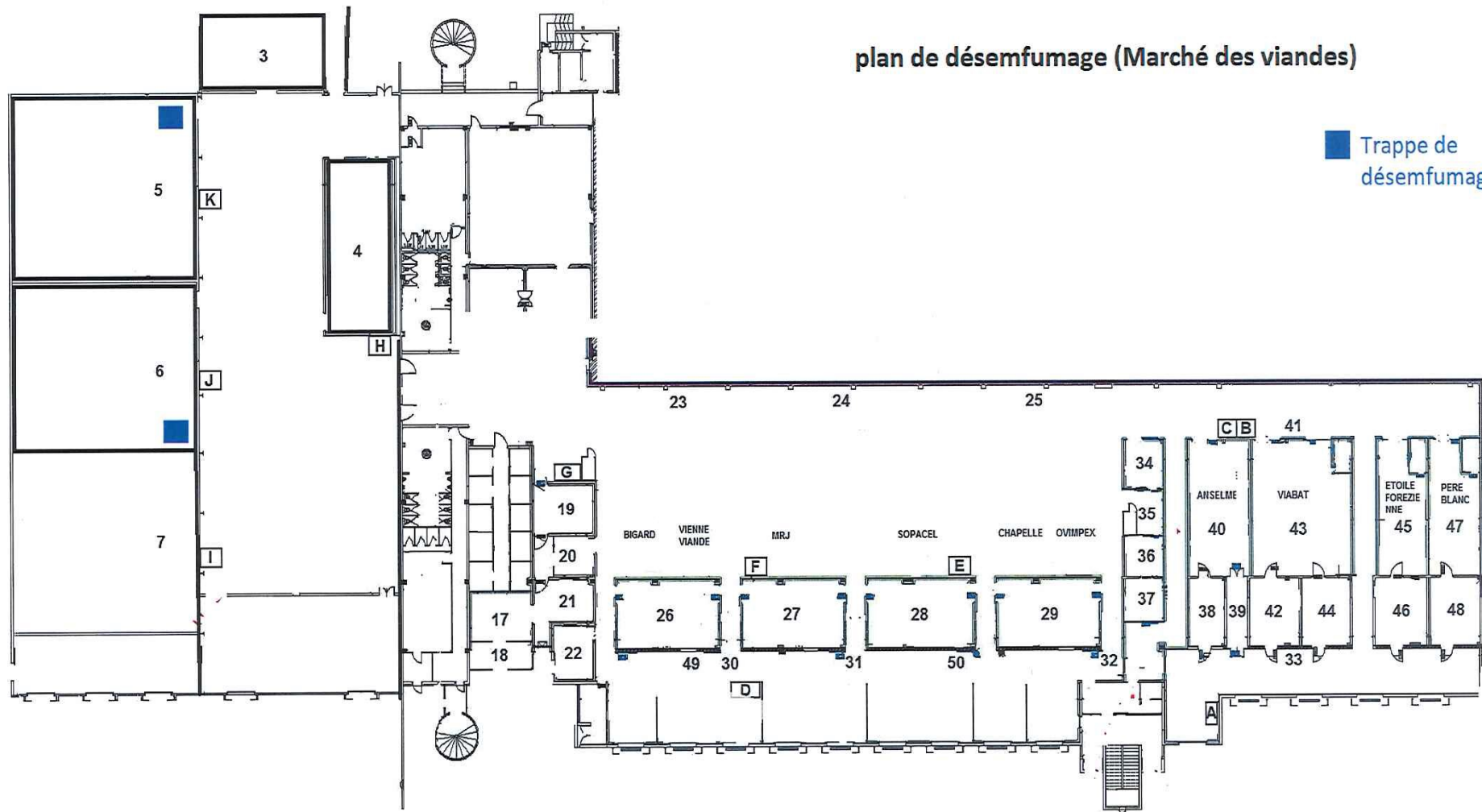
L'établissement de CORBAS n'a pas été équipé à son origine d'issues de désenfumage : en installer maintenant serait compliqué et coûteux vu le nombre d'ouvertures à réaliser (70).

Par contre il existe des bouches d'aération à commande manuelle qui ont été considérées en 2008 comme pouvant faire office : la figure ci-dessous fournit toute précision sur la localisation et la conception de ces ouvertures.

Par ailleurs le bâtiment à construire en extension de la Salle des Ventes sera équipé d'issues de désenfumage dont le nombre semblerait aller dans le sens du 1 %

plan de désenfumage (Marché des viandes)

■ Trappe de désenfumage



Au total, CIBEVIAL demande le bénéfice de l'antériorité et le maintien des dispositions de l'arrêté d'autorisation de 2008 pour ce qui concerne les bâtiments anciens considérant que :

- . le coût d'une rénovation totale du système de désenfumage serait prohibitif
- . que les modifications apportées dans la reconfiguration du site vont dans le sens d'une réduction substantielle du risque
- . que dans le cadre de la sécurité des biens et de la pérennité de l'entreprise, qui est l'objectif de la mission APCI, les priorités ont été orientées vers la détection incendie précoce et la prévention sur les panneaux sandwich qui sont l'élément essentiel de propagation.

4563.4 - Le coût des mesures de maîtrise des risques

Sur la période récente (2013-2016), CIBEVIAL a investi 244 500 euros répartis entre

- . les mesures visant à la détection d'un incendie : 149 500 € (amortissement et maintenance annuelle de 18 000 €)
- . les mesures visant à la rénovation du réseau de RIA : 95 000 € ((amortissement et maintenance annuelle de 9 300 €).

Sur la période à venir, les mesures évoquées au cours de l'élaboration du dossier représenteraient un coût compris

.entre 32 000 € et 63 000 € pour la création d'une réserve d'eaux d'extinction d'incendie

.entre 100 000 € et 350 000 € pour la création d'une capacité de stockage avant rejet des eaux d'extinction d'incendie

Comme exposé ci-dessus, le niveau de ces dépenses a conduit CIBEVIAL à rechercher d'autres solutions que le stockage sur site pour faire face aux nécessités d'une gestion stricte des eaux d'incendie.

5 - NOTICE d'HYGIENE et SECURITE

NOTICE d'HYGIENE et SECURITE**Sommaire**

5.1 - Outils mis en place.....	174
5.2 - Principales dispositions.....	174
52.1 - Hygiène.....	174
52.2 - Sécurité.....	176

5 - NOTICE D'HYGIENE ET SECURITE

La responsabilité en matière d'hygiène et sécurité est répartie de la manière suivante à l'intérieur du Complexe de la Viande :

- ensemble des activités de l'établissement : la Direction
- locaux, matériel, produits : le Service Qualité, le Service Maintenance, le Service Nettoyage ;
- personnel : le service du Personnel

Le Vétérinaire Inspecteur supervise la qualité des produits.

5.1 - OUTILS MIS EN PLACE

Un règlement intérieur fixe les règles de fonctionnement en général et les mesures d'hygiène en particulier.

Un dossier HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) a été réalisé par le service Qualité.

Le document unique a été approuvé par le CHSCT en date du 29 octobre 2014

Des notes de service émanant du Service Qualité rappellent chaque fois que cela est nécessaire aux occupants des lieux le respect des règles d'hygiène et sécurité.

Des contrôles sont opérés par différents niveaux de l'organisation afin d'assurer l'application des mesures édictées.

Le Vétérinaire Inspecteur effectue des visites inopinées.

Le Service Qualité opère des visites de contrôle selon la procédure décrite dans chacun des paragraphes ci dessous.

5.2 - PRINCIPALES DISPOSITIONS

52.1 - HYGIENE

521.1- Personnel

Le Service Qualité est chargé de faire respecter en permanence les dispositions prises, relativement :

- à l'hygiène corporelle: les cheveux doivent être propres, les ongles courts, la barbe et la moustache entretenues.
- à la tenue vestimentaire : chaussures de sécurité blanches, pantalon blanc, blouse ou veste blanche, port des EPI
- aux pratiques:
 - lavage des mains ;
 - lavage des chaussures ;

- respect du circuit du linge dans les vestiaires ;
- interdiction de prendre un repas sur les postes de travail (il y a pour cela un réfectoire) ;
- interdiction de fumer et de cracher.

Un contrat de lavage et d'entretien du linge, a été passé avec la société RLD.

521.2- Clients

Les clients portent la tenue obligatoire pour circuler dans la salle des ventes (blouse ou combinaison blanche, calot, sur-chaussures)

Il leur est interdit de fumer et de cracher, de manger et boire dans les locaux.

521.3 - Locaux

➤ *Nettoyage*

Il existe un **plan de nettoyage** exécuté par le Service du Nettoyage, sous-traité à la société GSF depuis le 4 juillet 2016. Le plan détaille pour chaque poste de travail la nature et la fréquence des opérations et les méthodes utilisées. Les procédures de contrôle sont exposées : autocontrôle des techniciens de nettoyage (traçabilité), contrôles visuels par l'encadrement, contrôles bactériologiques (sites surveillés, protocoles de mesures, fréquence des contrôles).

Les postes de travail doivent être débarrassés de tous produits afin de permettre à l'entreprise d'assurer dans de bonnes conditions le nettoyage et la désinfection des locaux. **Les surfaces** sont raclées et rangées à la fin du poste de travail. **Les frigos** sont raclés et lavés quand ils sont vides et au moins une fois par semaine. **Les déchets** grossiers sont éliminés dans le bac à déchets et enlevés par l'équarrisseur, les déchets fins sont emportés par les eaux.

Les douches, vestiaires et WC sont nettoyés quotidiennement.

Le Service Qualité procède aux contrôles suivants :

Locaux et machines : contrôle visuel du nettoyage tous les jours le matin et une fois par semaine contrôle des surfaces (locaux, machines, matériel) sur 20 points, à l'aide de lames de contact (1 pour la flore mésophile, 1 pour la flore fécale).

➤ *Lutte contre les Nuisibles*

La société AP 3D assure pour le compte de CIBEVIAL le contrôle et la régulation des macro-nuisibles : Insectes et Rongeurs (Mulot, Rat noir, Souris, Surmulot). Le contrat a été conclu pour une durée initiale de 12 mois, il est reconduit régulièrement depuis pour une période équivalente.

Les produits ne sont pas stockés sur le site mais mis en place au fur et à mesure des besoins par le prestataire.

Des consignes de sécurité sont données au Personnel par affiche sur les lieux mêmes d'utilisation des produits.

521.4 - Déchets

Des bacs à déchets sont mis à la disposition des utilisateurs. Ils sont entreposés en fin de journée dans le local prévu à cet effet.

Le Responsable Production fait appliquer la procédure de collecte. Le Service Qualité contrôle l'application de la procédure et l'analyse des données.

521.5- Matériel

Le matériel est tenu tous les jours en parfait état de propreté : des consignes précises sont données pour son nettoyage et sa désinfection. Il est rangé dès l'instant où il n'est plus utilisé.

Le Service Qualité procède au contrôle du lieu de rangement, c'est à dire en un emplacement où le Service nettoyage peut opérer une désinfection dans de bonnes conditions.

Le Service Qualité fait le contrôle des machines selon le même protocole que celui mis en place pour les locaux.

521.6 – Produits

Le Vétérinaire Inspecteur est responsable de la qualité des produits sur l'ensemble du Complexe de la Viande.

Il est assisté par une équipe comportant en permanence sur site 3 techniciens vétérinaires

Le Vétérinaire Inspecteur a un accès exclusif aux locaux de contrôle, de consigne, de saisies attenantes à la salle des ventes. Le contrôle se fait de manière inopinée et visuelle.

Le Service Qualité exerce un contrôle sur la qualité des produits, opéré par l'employé désigné selon la procédure décrite ci dessous pour ce qui est de la qualité microbiologique des carcasses : 1 mesure sur 5 carcasses à raison de 4 prélèvements par carcasse en des points spécifiques, 1 fois par semaine

La circulation des camions portes ouvertes est interdite.

Les portes des sas sont fermées après chaque opération.

52.2 – SECURITE

522.1 - Organisation générale

Sous l'autorité de la Direction du site, exercent une fonction en matière de sécurité : le Service Maintenance, le Service Qualité

Les dispositions générales sont exposées dans l'étude des dangers, auquel il est renvoyé.

Les mesures de sécurité appliquées aux installations à risque sont détaillées dans ce même chapitre.

522.2 - Produits chimiques

Il comporte le nom commercial du produit, la composition chimique, le numéro de cas, le numéro CCE, la VLE, le symbole d'étiquetage, la protection individuelle, la phrase R, la phrase S, les maladies professionnelles, le lieu d'utilisation.

522.3 - Moyens du Service Médical

Moyens humains :

- 1 médecin du travail, extérieur à l'entreprise, à temps partiel
- 3 secouristes formés parmi le personnel de l'entreprise.

Moyens matériels

- 1 postes de secours équipé (un lit, une trousse de soins, un téléphone, un lavabo,)
- des trousses de secours et un brancard : à l'Atelier, à l'Abattoir.

522.4 - Intervention du Service Médical en cas d'accident

➤ Incendie

Risques : brûlure, atteinte respiratoire

Remède : soins, évacuation, extincteurs.

➤ ***Circulation dans le (et aux abords du) bâtiment***

Risques : traumatisme, blessure, fracture

Remède : plan de circulation, consignes de sécurité

➤ ***Process***

Risques: blessures par coupures par couteaux et scies, en particulier sectionnement de tendons, piqûres par crochets, fractures par chute au sol (glissades sur sol gras) ou chute de carcasse

Remède : consignes de sécurité, soins rapides.

➤ ***Séquelles d'accident***

Risques : infections rapides et fréquentes en cas de blessures ci dessus

Remède : vaccination systématique contre le tétanos, soins rapides.

522.5 - Formation au secourisme

La Direction veille à la réalisation de la formation de secouriste. A la fin 2015, il y a 5 secouristes formés, qui sont recyclés selon le rythme prévu par la loi.

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 - Extrait du permis de construire
Annexe 2 - Carte du rayon d'affichage au 1/25 000 ème
Annexe 3 - Extrait du plan cadastral
Annexe 4 - Plan de masse avec surimpression du site 2017
Annexe 5 - Certificat de visite des installations électriques

Annexe 6 - Plan de situation au 1/200 000
Annexe 7 - Vue aérienne au 1/10 500 ème
Annexe 8 - Plan de situation au 1/2 500 ème
Annexe 9 – Demande de dérogation pour les eaux incendie
Annexe 10 -Certificat de visite APCI

Annexe 11 - Demande reconduction dérogation seuils de rejet EU 20/12/17

PLANCHE HORS TEXTE

Schéma du réseau EU et du réseau EP
Plan masse du site au 1 /500 ème

DOCUMENTS CONSULTES

Disponibles auprès de CIBEVIAL

DOCUMENTS GENERAUX

- . Accidentologie - Base de données ARIA - MEDD/BARPI
- . Arrêté du 29 septembre 2005 - Evaluation et prise en compte de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité et de la gravité des accidents dans les ICPE soumises à autorisation
- . Contenu d'une étude de dangers - Note de l'Inspection - MEDD
- . INERIS - DRA 38 - Analyse de l'état de l'Art sur les grilles de criticité
- . Sites Natura 2000 en Rhône Alpes - D'après l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)
- . Fiches de sécurité R134 A et eau glycolée

DOCUMENTS PROPRES

- . Mission d'audit des dispositifs de collecte EU et EP et des MRS - GUIGUES SA 28.04.2003
- . Gestion des compétences - Note de communication aux salariés - PROFLUENS 14.04.2006
- . Dossier de demande d'autorisation d'exploiter le site de Corbas - Décembre 2016
- . Tour Aéroréfrigérante - Etude technique - SNC LAVALIN et MONDIAL FRIGO - 05.09.2013
- . Restructuration du pré-traitement de l'Abattoir de CIBEVIAL - KWI 2015
- . Cessation partielle d'activité - Tènement immobilier « Marché Vif » - APAVE 00.07.2015
- . Vérification des installations électriques - APAVE 31.03.2016
- . Vérification des poteaux incendie - APAVE 01.07.2016
- . APCI 2016 - Analyse de la vulnérabilité incendie - APAVE 10.08.2016
- . Dimensionnement des besoins en eau (selon D9) - APAVE 15.09.2016
- . Modélisation des effets thermiques et toxiques - APAVE 00.07. 2017
- . Secteur au Sud Ouest du Marché Vif - Plan de gestion des sols - ENVISOL 26.07.2017
- . Secteur à l'Est du Marché Vif - Diagnostic des sols - APAVE 27.07.2017